

Chirac réélu : « Que la politique change »

Le nouveau premier ministre nommé lundi. Jean-Pierre Raffarin (DL), président de la région Poitou-Charentes, était donné comme favori

Chirac réélu. Le président sortant obtient 82,15 % des suffrages exprimés (hors Saint-Pierre-et-Miquelon, la Polynésie et les Français de l'étranger). Reports massifs des voix de gauche sur son nom. Mobilisation des abstentionnistes (19,86 % au lieu de 28 % le 21 avril). Jacques Chirac aux Français : « J'ai entendu et j'ai compris votre appel pour que la République vive, pour que la nation se rassemble, pour que la politique change (...). Votre choix est un choix fondateur, un choix qui renouvelle notre pacte républicain. » Quel premier ministre ? Lundi matin, Jean-Pierre Raffarin restait favori. Les priorités du nouveau gouvernement. La droite et les législatives. p. 2 et 3

Le Pen écarté. Le candidat FN recueille moins de 50 000 voix de plus que le total de l'extrême droite au premier tour de scrutin. Les 17,85 % du 5 mai, a-t-il déclaré, « nous placent comme la première force politique française ». Reportage à Mulhouse. Résultats département par département. p. 6 et 7



A gauche. Entretien avec François Hollande : quelles alliances pour les législatives ? Un programme plus marqué à gauche. A Lyon, le PS s'intéresse à l'extrême gauche. A Marseille, soulagement des enfants de l'immigration. Les débats dans l'extrême gauche plurielle. p. 8 et 9

A la télévision. La bataille des législatives a commencé pendant la soirée électorale. Dans les coulisses des chaînes. p. 10

Réactions. Félicitations du Medef, mises en garde de la CGT. Droits de l'homme : vigilance des associations. Joie à l'étranger. p. 11

Portrait. Jacques Chirac, une ambition au sommet. p. 12 et 13

Analyses. Dans la presse étrangère : l'hommage du *Financial Times* à Lionel Jospin. La presse de province salue la résistance du « camp républicain ». Notre éditorial : « De la France à l'Europe ». La chronique de Pierre Georges. p. 14, 15 et 56

► **Le président obtient 82,15 % des suffrages contre 17,85 % à Le Pen**

► **Sa déclaration : « Que la République vive, que la nation se rassemble et que la politique change »**

► **Portrait : Chirac, l'ambition au sommet**

► **Les législatives et l'union à droite**

► **Le débat à gauche : un entretien avec François Hollande**

République oblige

L'AFFRONT que constituait pour la France, pour elle-même comme pour tous ceux qui, à l'extérieur, la regardent, le résultat de Jean-Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle a été lavé au second tour par le vote franc et massif en faveur de Jacques Chirac. En quinze jours, le cauchemar a cédé la place au rêve renouvelé d'une France fraternelle, et désormais soulagée.

J.-M. C.

Lire la suite page 15

L'extrême droite maintient ses voix du premier tour

LE MONDE publie les résultats complets du second tour de l'élection présidentielle dans les 22 régions métropolitaines et l'outre-mer, les 100 départements et 875 villes.

Jacques Chirac est réélu président de la République, pour un mandat de cinq ans. Il recueille 25 316 647 voix (hors Saint-Pierre-et-Miquelon, la Polynésie et les Français de l'étranger), soit 82,15 % des suffrages exprimés. Il s'agit de la victoire la plus écrasante enregistrée par un président de la V^e République.

Jean-Marie Le Pen, n'est pas parvenu à élargir son audience du 21 avril. Mais il confirme la solidité du socle électoral de l'extrême



droite, en particulier dans deux régions, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon. Avec 5 502 314 suffrages (17,85 % des exprimés), le président du Front national dépasse de moins de 50 000 voix le total des voix que lui et Bruno Mégret avaient rassemblées au premier tour.

Les Français, qui avaient été nombreux à s'abstenir le 21 avril (28 %, soit un record pour un premier tour présidentiel), se sont nettement remobilisés le 5 mai. L'abstention baisse d'un peu plus de 8 points, à 19,86 %. Plus de 3 millions d'électeurs supplémentaires sont allés voter. Les votes blancs et nuls progressent de 2 points, à 5,40 %.

► **Résultats complets dans les 22 régions, les 100 départements et 875 villes**

► **Cartes : l'abstention d'un tour à l'autre, l'évolution des blancs et nuls, les gains et pertes du Front National**

Lire pages 29 à 55

Paroles d'électeurs d'un genre nouveau

SANS ÉTATS D'ÂME, ou en se faisant violence, ils sont allés voter pour Jacques Chirac puisqu'ils avaient décidé de faire barrage à l'extrême droite. C'est d'abord à ces électeurs d'un genre nouveau, d'une gauche qui a voté à droite au nom de la République, ou d'abstentionnistes mobilisés dans un sursaut de civisme que *Le Monde* s'est intéressé.

Les étudiants de la promotion 2002 (section presse écrite) du Centre de formation des journalistes ont sillonné les bureaux de vote pour les interroger sur les raisons de leur vote, le cheminement intime de leur décision, leurs hésita-

tions. Les journalistes du *Monde interactif* ont complété cette enquête.

De Marmande à Paris, du pays de Gex à Carnac, Auxerre, Menton, Nice, Béziers ou Aubervilliers, ils ont rencontré des « malgré eux » du bulletin Chirac. Claudine, « contrariée », qui y est allée comme pour répondre « à un SOS ». Fernand, 84 ans, le cœur à gauche, pour un « vote républicain », sans regret. Aldo, 80 ans, qui avait fui le fascisme italien et a fouillé partout pour retrouver sa carte d'électeur. Viviane, qui, sur le Net, expliquait encore à 18 h 18 qu'elle n'arrivait pas à se décider.

Paroles de ceux qui n'ont pas voulu franchir le pas. Paroles de l'autre bord aussi, Jean-Paul, gendarme, et son épouse Valérie qui ont choisi l'extrême droite au premier tour, puis ont rejoint leurs adversaires dans le vote Chirac au second. Paroles de lepénistes du premier et second tour, enfin.

Nos reportages place de la République, à Paris, où Jacques Chirac est venu saluer ses partisans. A la Bastille où l'on réclamait déjà la démission du président réélu. Et dans l'Eure, de l'extrême gauche à l'extrême droite.

Récit et reportages pages 4 et 5

ANALYSE

Un triomphe en trompe l'œil

AU CHOC du 21 avril a donc succédé le sursaut du 5 mai. La réélection annoncée de Jacques Chirac à la présidence de la République ne suffit pourtant pas, il s'en faut, à dissiper la confusion immense qu'a provoquée la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour du scrutin. Pour écrasante qu'elle soit, la victoire du président sortant sur le candidat d'extrême droite ne saurait faire oublier la faiblesse de son résultat du premier tour : recueillant à peine 19,88 % des suffrages exprimés, M. Chirac avait obtenu le score le plus faible d'un chef de l'Etat concourant à sa réélection sous la V^e République ; avec seulement 13,75 % des inscrits, il enregistrait même son plus mauvais résultat personnel depuis sa première candidature à l'Élysée, en 1981. Deux semaines plus tard, le voici reconduit avec l'écart le plus important jamais

constaté au second tour d'une élection présidentielle.

Ce paradoxe, rendu prévisible par le rejet massif que suscitait son adversaire, en induit un autre : placé à la tête d'un capital de plus de 82 % des suffrages, M. Chirac doit autant – sinon davantage – son succès à la mobilisation de la gauche qu'à celle de son propre camp. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : pour rassembler 25 millions de voix sur son nom, le président-candidat a nécessairement dû bénéficier d'un report massif des suffrages accordés le 21 avril aux candidats de gauche. Au premier tour, les représentants de la droite républicaine avaient en effet obtenu ensemble (en incluant le candidat de CPNT, Jean Saint-Josse) 10 808 147 voix, quand ceux de la gauche et de l'extrême gauche recueillaient, eux, 12 218 585 suffra-

ges. Si, comme tout l'indique, l'essentiel de ces totaux s'est porté, dimanche, sur Jacques Chirac, celui-ci apparaît, aujourd'hui, comme l'élu de ses adversaires avant d'être celui de ses partisans. La mobilisation de l'électorat de la gauche en faveur de celui qui était pourtant, jusqu'au 21 avril, l'adversaire principal de Lionel Jospin, est particulièrement flagrante dans les fiefs municipaux du Parti socialiste. A Paris, longtemps capitale du chiraquisme, conquise en mars 2001 par Bertrand Delanoë, un des lieutenants de M. Jospin, le chef de l'Etat a obtenu près de 90 % des voix, soit nettement plus que sa moyenne nationale.

Hervé Gattegno et Anne-Line Roccati

Lire la suite page 15

PHOTOGRAPHIE

La France des fêtes et des larmes vue par William Klein



AMÉRICAIN de France, William Klein expose des clichés consacrés au Paris qu'il aime, la ville cosmopolite, celle où, « dans une sorte de happening, on arrive à faire descendre 500 000 personnes dans la rue », comme le 1^{er} Mai (ci-dessus, place de la Nation). « J'aime Paris quand les gens s'expriment, comme en ce moment », explique dans un entretien au *Monde* cet adversaire de la photo « pictorialiste », celle qui veut être « de l'art avec un grand A ». Lire page 24

BIRMANIE

Aung San Suu Kyi, Prix Nobel de la paix, est libre p. 17

PROCHE-ORIENT

Eglise de la Nativité : vers un accord p. 18



ANTOINE RIBOUD

Patron visionnaire, l'homme qui a bâti Danone est mort p. 16

ENRON

Premier procès à Houston p. 19

VOILE

Bruno Peyron, tour du monde en 64 jours p. 22

FOOTBALL

L'Olympique lyonnais champion p. 21

France	2	Carnet	20
Horizons	12	Aujourd'hui	21
Abonnements	14	Météorologie-Jeux	23
International	17	Culture	24
Entreprises	19	Radio-Télévision	27

Reverso

JAEGER-LECOULTRE
DUBAIL

21, Place Vendôme
Paris 1^{er}
Tél. 01 42 61 11 17

222, rue de Rivoli
Paris 1^{er}
Tél. 01 42 60 73 29

Aura le plaisir de vous remettre gracieusement le Livre de la Manufacture Jaeger-LeCoultre.

PRÉSIDENTIELLE

LA VICTOIRE

La mobilisation « citoyenne » a assuré à Jacques Chirac une **RÉÉLECTION TRIOMPHALE**. Jamais un président de la République n'a été aussi bien élu. La quasi-totalité des voix de gauche et d'extrême gauche se

sont reportées sur son nom. Le président réélu devait faire savoir, lundi 6 mai, qui serait son premier ministre après la démission de Lionel Jospin. Le nom du sénateur (DL) de la Vienne, **JEAN-PIERRE RAFFARIN**,

était le plus souvent cité. Dès l'annonce de la victoire de M. Chirac, ses partisans se sont retrouvés place de la **RÉPUBLIQUE**, à Paris, alors que les organisations de gauche et d'extrême gauche se rassemblaient à la

Bastille. Jean-Marie Le Pen a dénoncé la campagne de type « soviétique » de son adversaire. Il appelle à la mobilisation de ses troupes pour les **LÉGISLATIVES**.

Jacques Chirac est réélu à l'Elysée grâce à la gauche mobilisée

Le président sortant a obtenu le score historique de 82,15 % des suffrages au second tour de l'élection présidentielle face à Jean-Marie Le Pen (17,85 %). Les voix de gauche et d'extrême gauche se sont massivement reportées sur lui. Le nom de son premier ministre devait être connu lundi 6 mai

AVEC 82,15 % des voix au second tour, Jacques Chirac est devenu, dimanche 5 mai, le président le mieux élu de la V^e République. « Un score soviétique », ont commenté, chacun de leur côté, François Hollande et Jean-Marie Le Pen. En cantonnant le président du Front national à 17,85 % des suffrages, les électeurs ont donné dans les urnes un prolongement aux manifestations, qui, depuis le 21 avril, avaient vu défiler plusieurs millions de Français, à Paris et en province. La mobilisation s'est poursuivie dans les urnes : au second tour du scrutin, l'abstention n'était plus que de 19,06 %, soit nettement moins qu'au premier tour (28,4 %), tandis que les bulletins blancs et nuls restaient marginaux.

En votant massivement contre l'extrême droite, la gauche a largement contribué à la reconduction de M. Chirac. Dès dimanche soir, les principaux ténors de la droite et de la gauche se sont divisés sur le sens de l'élection, que le premier secrétaire du PS, François Hollande, a qualifié de « référendum ».

► **Jean-Marie Le Pen** : « Mais qu'est-ce que je vais dire ? »

Invité de France 2, quelques minutes après 20 heures, M. Le Pen, qui croyait s'exprimer hors antenne, a donné la mesure de sa déception : « Mais qu'est-ce que je vais dire ? » Le 3 mai, le président du Front national expliquait que, « en dessous de 30 % des voix, ce serait un échec personnel ». M. Le Pen a néanmoins salué l'« extraordinaire capacité de résistance » du FN « face à une campagne véritablement hystérique orchestrée par la totalité des pouvoirs en place, politiques, financiers, médiatiques et syndicaux » et souligné le clivage nouveau « entre le peuple et le syndicat de la faillite ». Bruno Mégret, qui présentera des candidats dans les 577 circonscriptions législatives s'est dit « prêt à assurer l'après Le Pen ».

► **Place de la République, Jacques Chirac, accompagné de Ber-**



Dimanche 5 mai, 20 h 22. Jacques Chirac va s'adresser au pays de son QG. Le président de la République semble goûter l'accueil enthousiaste de ses supporters rassemblés au Tapis rouge.

nadette prend des accents gaullois, tandis qu'à la Bastille la gauche radicale rêve de « grève générale, comme en Italie ». Quelques milliers de personnes, dont de nombreux jeunes d'origine maghrébi-

ne, ont salué la victoire de Jacques Chirac, place de la République, à Paris. La fête a pris fin assez tôt. 6 000 personnes se sont réunies, de leur côté, place de la Bastille, à l'appel de partis politiques (Verts,

PCF, LCR), de syndicats et d'associations de gauche. « A coups de pied dans le cul, on arrivera à obtenir des mesures sociales », a commenté le candidat de la LCR, Olivier Besancenot, qui a voté « contre l'extrême droite » et veut « préparer la grève générale comme en Italie ».

► **Un « gouvernement de mission » et une session extraordinaire du Parlement au début de l'été.** Dimanche après-midi, M. Chirac a expliqué devant ses proches qu'il souhaitait une équipe gouvernementale « modeste, efficace et ouverte ». « Un gouvernement de mission », a-t-il dit, ensuite, à la télévision, ajoutant : « J'ai compris votre appel (...) pour que la politique change ». Lundi matin, l'incertitude planait encore sur le nom du futur premier ministre, même si Jean-Pierre Raffarin, vice-président de DL, semblait favori. Le président avait annoncé, à plusieurs reprises, que le Parlement serait convoqué en session extraor-

dinaire au début de l'été pour voter un collectif budgétaire et une série de « grandes lois-programmes ».

► **François Hollande** : « Jacques Chirac est élu non sur un programme, mais sur un mandat ». Sur fond rouge – et non plus grenat –, derrière un pupitre frappé du poing et de la rose et de « Liberté, égalité, fraternité », M. Hollande a salué la « victoire sans équivoque de la République », les manifestations du 1^{er} Mai et « la mobilisation civique, notamment de la jeunesse ». « La France a retrouvé ses couleurs, a-t-il dit. Et le monde a retrouvé la France. (...) Aujourd'hui, le président Jacques Chirac (...) est élu non sur un programme, comme en 1995, mais sur un mandat : faire pleinement vivre notre démocratie. (...) La droite aurait donc tort ce soir de s'arroger la confiance de notre pays et de revendiquer l'essentiel du pouvoir. »

M. Hollande a demandé de « tirer les enseignements de l'échec

du premier tour », rendant hommage à M. Jospin, à qui il a transmis « la gratitude, l'estime et l'amitié des socialistes ». Dans un entretien au Monde, il repousse l'idée d'un « changement de République » et accepte par avance l'idée d'une cohabitation : « Tout est ouvert. » Il appelle au rassemblement autour du PS, « force principale de la gauche même dans l'échec », et souhaite des alliances avec « qui le voudra à gauche », y compris le MDC.

► **Elections législatives et cohabitation à l'ordre du jour.** « Rassemblement » pour la gauche, « majorité d'action » contre une nouvelle cohabitation pour les chiraquiens, « sursaut national » pour le FN : tous ont donné rendez-vous, dès dimanche soir, pour les 9 et 16 juin. « Pour l'emporter [la gauche] doit entendre les messages adressés par les citoyens le 21 avril sur le pouvoir d'achat, les services publics, le respect des règles républicaines, c'est-à-dire la sécurité, et la maîtrise de la mondialisation avec une Europe politique », a expliqué M. Hollande. M. Le Pen, qui a indiqué qu'il ne serait pas candidat aux législatives, a « donné rendez-vous » aux Français « exclus, bafoués, meurtris ».

Le parti d'extrême droite espère arbitrer le scrutin dans 237 circonscriptions. Les Chiraquiens, eux, ont invité les Français à donner une « majorité d'action » au chef de l'Etat. Nicolas Sarkozy a demandé de ne pas renouveler l'expérience de la cohabitation, responsable, selon lui, de la montée de l'extrémisme, tandis qu'Alain Juppé invitait à ne pas ressembler dans « l'immobilisme et l'impuissance ».

► **La démission de Lionel Jospin.** Le premier ministre devait rencontrer le chef de l'Etat, lundi matin, pour lui présenter sa démission, ainsi que le veut la coutume constitutionnelle. Symboliquement, le dernier communiqué du premier ministre socialiste devait annoncer – comme il l'avait promis le 18 juillet 2001 – le versement au Trésor de la part des fonds spéciaux accumulés depuis le 2 juin 1997 et qui n'a pas été utilisée.

Ariane Chemin

VERBATIM

« J'ai compris votre appel pour que la politique change »

VOICI le texte intégral de la déclaration prononcée par Jacques Chirac, dimanche 5 mai

Mes chers compatriotes de métropole, d'outre-mer et de l'étranger, nous venons de vivre un temps de grave inquiétude pour la nation. Mais ce soir, dans un grand élan, la France a réaffirmé son attachement aux valeurs de la République. Je salue la France, fidèle à elle-même, fidèle à ses grands idéaux, fidèle à sa vocation universelle et humaniste.

Je salue la France qui, comme toujours dans les moments difficiles, sait se retrouver sur l'essentiel. Je salue les Françaises et les Français, épris de solidarité et de liberté, soucieux de s'ouvrir à l'Europe et au monde, tournés résolument vers l'avenir.

J'ai entendu et j'ai compris votre appel pour que la République vive, pour que la nation se rassemble, pour que la politique change. Tout, tout dans l'action qui doit être maintenant conduite, devra répondre à cet appel et s'inspirer d'une exigence de service et d'écoute pour chaque Française et chaque Français.

Ce soir, je veux vous dire aussi mon émotion et le sentiment que j'ai de la responsabilité qui m'incombe. Votre choix d'aujourd'hui est un choix fondateur, un choix qui renouvelle notre pacte républicain. Ce choix m'oblige comme il oblige chaque responsable de notre pays. Chacun mesure bien, à l'aune de notre histoire, la

force de ce moment exceptionnel.

Votre décision, vous l'avez prise en conscience, en dépassant les clivages traditionnels, et, pour certains d'entre vous, en allant au-delà même de vos préférences personnelles ou politiques.

La confiance que vous venez de me témoigner, je veux y répondre en m'engageant dans l'action avec détermination.

Président de tous les Français, je veux y répondre dans un esprit de rassemblement. Je veux mettre la République au service de tous. Je veux que les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité reprennent toute leur place dans la vie de chacune et de chacun d'entre nous.

La liberté, c'est la sécurité, la lutte contre la violence, le refus de l'impunité. Faire reculer l'insécurité est la première priorité de l'Etat pour les temps à venir. La liberté, c'est aussi la reconnaissance du travail et du mérite, la réduction des charges et des impôts. L'égalité, c'est le refus de toute discrimination, ce sont les mêmes droits et les mêmes devoirs pour tous. La fraternité, c'est sauvegarder nos retraites. C'est aider les familles à jouer pleinement leur rôle. C'est faire en sorte que personne n'éprouve plus le sentiment d'être en quelque sorte laissé pour compte.

La France, forte de sa cohésion sociale et de son dynamisme économique, portera en Europe et dans le monde l'ambition de la paix, des libertés et de la solidarité. Dans les prochains jours, je mettrai en place un gouvernement de mission, un

gouvernement qui aura pour seule tâche de répondre à vos préoccupations et d'apporter des solutions à des problèmes qui ont été trop longtemps négligés. Son premier devoir sera de rétablir l'autorité de l'Etat pour répondre à l'exigence de sécurité, et de mettre la France sur un nouveau chemin de croissance et d'emploi.

C'est par une action forte et déterminée, c'est par la solidarité de la nation, c'est par l'efficacité des résultats obtenus, que nous pourrons lutter contre l'intolérance, faire reculer l'extrémisme, garantir la vitalité de notre démocratie. Cette exigence s'impose à chacune et à chacun d'entre nous. Elle impliquera, au cours des prochaines années, vigilance et mobilisation de la part de tous.

Mes chers compatriotes, le mandat que vous m'avez confié, je l'exercerai dans un esprit d'ouverture et de concorde, avec pour exigence l'unité de la République, la cohésion de la nation et le respect de l'autorité de l'Etat.

Les jours que nous venons de vivre ont ranimé la vigueur du lien national, la vigueur de l'idéal démocratique français. Ils ont exprimé une autre idée de la politique et de la citoyenneté. Chacune et chacun d'entre vous, conscient de ses responsabilités, par un choix de liberté, a contribué, ce soir, à forger le destin de la France. Il y a là un espoir qui ne demande qu'à grandir, un espoir que je veux servir.

Vive la République, vive la France !

	MÉTROPOLE		OUTRE-MER		TOTAL	
Inscrits	39 428 433		1 225 038		40 653 471	
Votants	31 914 749		663 061		32 577 810	
Abstention	19,06 %		45,87 %		19,86 %	
Blancs ou nuls	5,41 %		5,03 %		5,40 %	
Exprimés	30 189 263		629 698		30 818 961	
CANDIDATS	Nombre de voix obtenues	Suffrages exprimés (%)	Nombre de voix obtenues	Suffrages exprimés (%)	Nombre de voix obtenues	Suffrages exprimés (%)
Jacques Chirac	24 742 278	81,96	574 369	91,21	25 316 647	82,15
Jean-Marie Le Pen	5 446 985	18,04	55 329	8,79	5 502 314	17,85

Ce tableau ne prend pas en compte les résultats de Saint-Pierre-et-Miquelon, de la Polynésie française et des Français de l'étranger.

VOUS VENEZ DE DÉCOUVRIR UN GRAND PASTIS.



PASTIS
HENRI BARDOUIN
Le Grand Cru
du Pastis

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A CONSOMMER AVEC MODERATION.

PRÉSIDENTIELLE LA VICTOIRE

Jusqu'au dernier moment, le président a gardé le secret sur le choix de son premier ministre

Lundi matin, Jean-Pierre Raffarin restait le favori ; les chances de Nicolas Sarkozy semblaient plus faibles. La veille, Dominique de Villepin n'avait pas quitté le chef de l'Etat de la soirée

CELA aura été le secret le mieux gardé de ces derniers jours. Un secret si lourd que, dans le bureau de Jacques Chirac, dimanche soir, aucun des chiraquiens présents ne s'est risqué à questionner le président sur le seul sujet qui les intéressait tous : la composition du gouvernement. Ils étaient pourtant tous là, ces prétendants à Matignon et ces ministres potentiels qui attendent depuis plusieurs jours un appel de l'Elysée. Jean-Pierre Raffarin, Nicolas Sarkozy, François Fillon, Philippe Douste-Blazy, Antoine Rufenacht, et aussi Michel Barnier, Dominique Perben, Hervé Gayraud, Jacques Barrot, Dominique Busseureau, Xavier Darcos et tant d'autres... Tous à attendre un signe, un geste de ce président qui n'a réservé ses confidences, sans doute, qu'à un petit cercle de fidèles : le secrétaire général de l'Elysée, Dominique de Villepin, qui ne l'a pas quitté de la soirée ; Alain Juppé, dont la note de téléphone n'a jamais été si élevée ; son conseiller politique, Jérôme Monod ; son épouse, Bernadette Chirac, et leur fille cadette, Claude.

Prenez connaissance, dimanche en fin d'après-midi à son QG de campagne, du score très élevé qui accompagne sa réélection. M. Chirac explique à cette quinzaine de fidèles réunis autour de lui les principes qui sous-tendent son action. Il veut un gouvernement resserré, de quinze à vingt ministres. Une équipe « modeste », « efficace » et « ouverte », a-t-il dit devant eux. « Un gouvernement de mission », a-t-il résumé quelques minutes plus tard devant les Français.

Certes, des notes circulent depuis plusieurs jours, bâtissant l'architecture de cette équipe, évoquant les hommes et les femmes qui pourraient en faire partie. Dominique de Villepin et Jérôme Monod ont centralisé la plupart d'entre elles. Mais tous ceux qui ont quitté, dimanche soir, le QG de Jacques Chirac se sont montrés d'une extrême prudence tant chacun craignait de déplaire à un président qui tient à être le maître du jeu.

► **Jean-Pierre Raffarin, le favori.** Le président de la région Poitou-Charentes, dont le nom était sur toutes les lèvres, est sorti parmi les premiers du bureau du président. La mine grave, avare de confidences. Chiraquien venu de DL, il a compris depuis plusieurs mois qu'il présente beaucoup d'atouts politiques. Il l'a compris lorsqu'il a vu Alain Juppé plaider sa cause, au nom du nécessaire

rassemblement des élus UDF et DL, qui s'agacent depuis si longtemps de l'hégémonie gaulliste. Mais lui, qui est habituellement amateur de bonnes formules, a filé avec son attachée de presse sur les plateaux de télévision pour... ne pas dire grand-chose. « Ce que les gens demandent, c'est que la République soit vécue, partagée, ils demandent d'autres méthodes, d'autres types d'action de gouvernement pour être plus près de leurs attentes, plus près d'une efficacité de l'action publique », a-t-il seulement lâché, avant de prôner « du dialogue social et du dialogue local ». Il est peu connu du grand public puisqu'il n'a jamais exercé

« Ce que les gens demandent, c'est que la République soit vécue, partagée »

JEAN-PIERRE RAFFARIN, DL

de responsabilités gouvernementales de haut niveau (il a été ministre des PME, de l'artisanat et du commerce dans le gouvernement Juppé de 1995 à 1997), mais la forêt de caméras qui l'a poursuivi toute la soirée était l'illustration la plus flagrante de la rumeur circulant sur ses chances.

► **Sarkozy, le déçu.** « Quand vous verrez sa tête de Sarkozy, vous comprendrez qu'il est déçu », avaient soufflé, quelques minutes auparavant, deux collaborateurs de M. Chirac. Que ces deux-là s'en réjouissent n'était pas forcément un indice, tant les conseillers du président, Claude Chirac et Jérôme Monod en tête, font cam-

pagne depuis des mois contre la nomination à Matignon de l'ancien ministre du budget d'Edouard Balladur. Mais Nicolas Sarkozy est effectivement parti sur les plateaux de télévision, dimanche soir, la mâchoire serrée et le regard tendu.

Il y a encore quinze jours, il considérait que le score de Jean-Marie Le Pen plaçait pour un gouvernement de droite et qu'il pouvait le mieux incarner cette ligne. Mais la mobilisation de la gauche appelant à voter Chirac pour faire barrage au FN a paru lui ôter ses certitudes. De tous ceux dont le nom circule pour Matignon, il est sans doute celui qui s'y est le mieux préparé, affichant depuis plus d'un an ses priorités politiques. Mais, depuis des semaines, son offensive médiatique et sa volonté de parler d'égal à égal avec le président agacent à l'Elysée. Et même si Dominique de Villepin l'a régulièrement reçu et écouté, même si le couple Chirac connaît son talent de communicant, il garde des handicaps. Les Français ont sur ce baron du RPR, élu de la commune très bourgeoise de Neuilly-sur-Seine et libéral affiché, des opinions tranchées. Apprécié dans l'électorat le plus à droite, il est souvent rejeté par le centre droit et, selon ses adversaires, peut faire office de « chiffon rouge » pour la gauche, qui trouverait, grâce à lui, une raison de se remobiliser. Dimanche soir, il a tout de même pris soin, après avoir remercié les électeurs de gauche ayant voté Chirac, de souligner que « le choc du 21 avril n'est pas effacé (...), parce que les Français nous ont dit quelque chose et nous aurions bien tort de l'oublier ». Mais un de ses adversaires chiraquiens, qui le regardait sur l'une des télévisions du QG, a aussitôt glissé : « Il serait très bien

à Bercy, pour mener la baisse des impôts, ou même, pourquoi pas, en ministre de la sécurité, non ? »

► **Dominique de Villepin, l'influent.** Le secrétaire général de l'Elysée est resté le dernier auprès de Jacques et de Bernadette Chirac. Même si le commissaire européen Michel Barnier s'était un temps attardé, lui aussi, dans le

M. Jospin remettra les fonds secrets à la Banque de France

Le premier ministre, Lionel Jospin, devait rencontrer, lundi 6 mai, le président de la République, Jacques Chirac pour lui remettre sa lettre de démission, comme l'avait fait M. Chirac en 1988, avec François Mitterrand, lui aussi réélu. La cérémonie de passation des pouvoirs aura lieu dès la nomination, par Jacques Chirac, du nouveau chef de gouvernement. Matignon devrait alors, dans un ultime communiqué, annoncer – comme il l'avait promis le 18 juillet 2001 – le versement à la paierie générale du Trésor et à la Banque de France de la part cumulée des fonds spéciaux inutilisés depuis le 2 juin 1997. Ce sera le dernier acte – symbolique – du gouvernement de M. Jospin.

bureau du chef de l'Etat, c'est M. de Villepin qui a accompagné le couple présidentiel place de la République. Lui aussi qui avait, auparavant, revu avec M. Chirac sa déclaration de président réélu. Dans l'entourage du chef de l'Etat, il a toujours prôné « la surprise » pour constituer ce gouvernement, et M. Chirac a affirmé, dimanche soir, son vœu que « la politique change ». Certains proches du président – parmi lesquels l'industriel François Pinault, suggèrent que le fougueux secrétaire général incarne lui-même ce changement, en s'installant à Matignon.

Plus tard, dans la soirée, François Fillon, donné lui aussi comme l'un des premiers ministres possibles, prenait soin de répondre aux interrogations sur son propre sort : il préfère un ministère, expliquait-il, comme celui de la défense par exemple, domaine auquel il s'est toujours intéressé. Quant à Philippe Douste-Blazy, maire (UDF) de Toulouse, sa promotion aurait l'inconvénient de braquer les partisans de François Bayrou dont il a miné la candidature ; dimanche soir, il paraissait hors-jeu.

Raphaële Bacqué



ERIC FEEBERG/AF



FRANÇOIS MORI/AF



FRANÇOIS MORI/AF

TOURNÉE PARISIENNE

Jacques Chirac et son épouse saluent les quelque 3 000 personnes rassemblées place de la République. Après l'allocution de M. Chirac, le couple présidentiel rentre au palais de l'Elysée. Le chef de l'Etat remercie les motards qui l'ont escorté jusqu'à l'Elysée.

Lutte contre l'insécurité et baisse de l'impôt sur le revenu sont les priorités du président

QUE FAIRE pendant les cinq semaines qui séparent sa réélection à l'Elysée du renouvellement de l'Assemblée nationale, le 16 juin ? Jacques Chirac, qui ne veut surtout pas donner le sentiment que son unique souci serait de gagner cette deuxième manche politique pour disposer d'une majorité parlementaire à sa main, a annoncé, dès dimanche soir, qu'il va s'engager dans l'action avec détermination. Il a précisé qu'un « gouvernement de mission », nommé très rapidement, mettra à profit ce long mois de vacances parlementaires pour prendre des mesures d'urgence, notamment contre la délinquance.

La mesure la plus symbolique sera la création, cette semaine, d'un ministère de la sécurité intérieure qui aura autorité sur les policiers et les gendarmes, ces derniers gardant leur statut militaire. Il est probable que le nouveau ministre demandera aux forces de l'ordre de renforcer leur présence sur le terrain et de mener des « opérations coups de poing ». Inscrits dans le projet du candidat, des « groupements opérationnels de soutien », composés de policiers, de magistrats, de douaniers et de spécialistes des impôts, seront chargés de démanteler les réseaux (drogue, prostitution, recel, immigration clandestine, etc.) qui, selon M. Chirac, « mettent en coupe réglée certaines cités ».

Le chef de l'Etat devrait aussi peser pour que, très rapidement, les maires créent et président dans leur commune un « conseil local de sécurité » chargé de coordonner l'action de l'Etat et des collectivités en ce domaine. Résistant à la pression de certains élus de droite, il a cependant refusé de leur donner le pouvoir de mobiliser et de donner des ordres aux policiers et aux gendarmes. Les partisans de M. Chirac savent qu'il lui faudra du temps pour créer des « centres éducatifs fermés », censés assurer la réinsertion

des mineurs condamnés pour des actes graves, faire appliquer les décisions de justice et, d'une manière générale, afficher de meilleures statistiques sur la sécurité.

Mais la plupart des réformes essentielles, même urgentes, devront être soumises au Parlement. Le président-candidat avait annoncé que le premier ministre convoquerait, « tout de suite après les élections », une session extraordinaire afin d'examiner les projets de loi prioritaires. Il avait évoqué, en particulier, deux lois de programmation quinquennales : l'une pour moderniser et renforcer la police ; l'autre pour donner plus de moyens aux magistrats et à l'administration pénitentiaire, et créer une « justice de proximité ».

TROISIÈME LOI-PROGRAMME

Une troisième loi-programme réduisant les prélèvements obligatoires doit permettre, selon M. Chirac, de relancer la croissance. Dans l'immédiat, le nouveau ministre des finances devra faire adopter par le Parlement un collectif budgétaire afin de respecter l'une des principales promesses du candidat : la baisse de 5 % (près de 3 milliards d'euros) de l'impôt sur le revenu dès cette année – première étape d'une réduction de 30 % en cinq ans (18 milliards d'euros). Pour inverser une courbe du chômage en hausse constante depuis mai 2001, il s'est engagé à poursuivre la baisse des charges « sur les emplois les moins qualifiés » et à favoriser l'insertion des jeunes dans les entreprises.

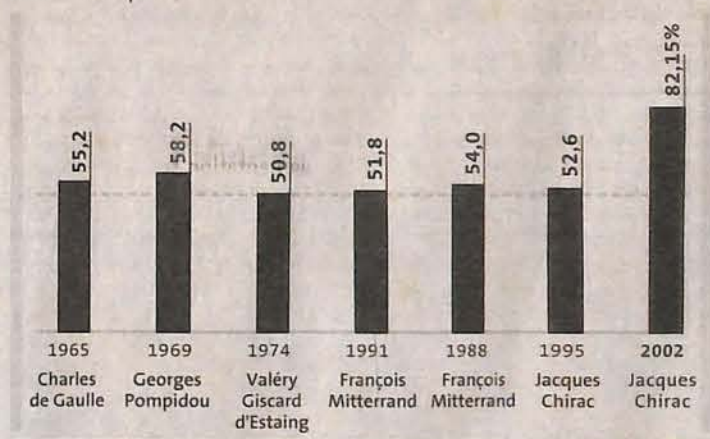
M. Chirac devrait prendre très vite une initiative pour sortir du conflit des généralistes, dont certains observent une grève des gardes depuis six mois : il a jugé qu'une consultation à 20 euros est légitime. Restent le dossier des retraites, qu'il assure vouloir ouvrir « immédiatement » mais traiter « en concertation », la « formation tout au long de la vie » et l'« assouplissement » des 35 heures. Il seront mistères vite sur la table avec les partenaires sociaux, mais prendront – au mieux – des mois avant d'aboutir.

Enfin, le président sortant, dont le nom est cité dans plusieurs « affaires », s'est engagé à installer – « immédiatement » après son élection – une « commission des sages » chargée de lui faire des propositions sur la réforme du statut pénal du chef de l'Etat. Elle doit, selon lui, travailler « dans la sérénité ». Autrement dit, avoir du temps devant elle.

Jean-Michel Bezat

LE PRÉSIDENT LE MIEUX ÉLU DE LA V^E RÉPUBLIQUE

Score du vainqueur, en %



Les chiraquiens préparent les législatives

Alain Juppé met en garde contre les risques d'« immobilisme » d'une nouvelle cohabitation

SITÔT acquise la réélection de Jacques Chirac, les dirigeants de la droite ont entamé la bataille des législatives. Se gardant de tout triomphalisme, les responsables de l'actuelle opposition ont invité les Français à donner une « majorité d'action » au chef de l'Etat en insistant, pour l'essentiel, sur les risques d'une nouvelle cohabitation. L'ancien premier ministre RPR Alain Juppé a ainsi fustigé « l'immobilisme et l'impuissance » qui résulteraient, selon lui, d'une nouvelle victoire de la gauche aux élections législatives. « Dans la montée de l'extrémisme, la cohabitation a joué un grand rôle parce que (...) c'est la confusion », a souligné pour sa part l'ancien secrétaire général du RPR Nicolas Sarkozy. Derrière ce mot d'ordre, d'autant plus commode qu'il était partagé par la gauche jusqu'à l'élimination de Lionel Jospin, les chiraquiens poursuivent, en coulisse, la bataille interne des investitures. Créée au surlendemain du premier tour, l'Union pour la majorité présidentielle (UMP) a poursuivi ses travaux au pas de charge. L'objectif a été fixé le 23 avril : investir dans chaque circonscription un candidat unique, qui s'engage à siéger dans le même groupe à l'Assemblée nationale et à participer, à l'automne, aux assises fondatrices de cette « grande formation du centre-droit et de la droite ». La

commission d'investiture de l'UMP, qui avait commencé ses travaux le 30 avril, devrait présenter une liste de candidats mardi 7 mai. D'ici là, l'UMP se sera dotée d'un siège national, situé au 11, rue Saint-Dominique, dans le 7^e arrondissement de Paris. L'un des responsables de l'UMP assurait, dimanche, que près de 200 des 577 circonscriptions seraient réservées à d'anciens membres de l'UDF et de Démocratie libérale qui ont rallié le parti du président. Une dizaine de cas, dont 4 à Paris, ne seraient pas encore réglés. Pour sa part, M. Chirac, qui évoquait la question des investitures devant les « barons » de la droite, dimanche soir à son QG de campagne, a exprimé une préoccupation : « Débrouillez-vous pour mettre des femmes. »

Décision a été prise de n'investir aucun candidat face au président de la Droite libérale chrétienne, Charles Millon, qui affrontera dans la 7^e circonscription du Rhône le ministre PS sortant chargé des relations avec le Parlement, Jean-Jack Queyranne.

La principale inconnue est le nombre de circonscriptions dans lesquelles l'UMP acceptera de ne présenter aucun candidat, afin de laisser le champ libre à des centristes ou à des libéraux bien implantés qui n'accepteraient pas de quit-

ter leur formation d'origine. C'est à cette aune que l'on mesurera le degré d'autonomie laissé par les chiraquiens à l'UDF et à DL. Dans les premiers jours qui ont suivi l'annonce de la création de l'UMP, la quasi-totalité des députés DL s'est ralliée à cette nouvelle formation. Le président – chiraquien – du groupe UDF de l'Assemblée nationale, Philippe Douste-Blazy, a affirmé de son côté que

« plus de trente » députés centristes avaient fait de même. Selon un responsable de l'UMP, de nouveaux noms devraient tomber dans l'escarcelle du parti du président. Il s'agirait de 2 des 4 députés DL (sur 43) qui n'avaient pas encore franchi le pas, François d'Aubert et François Goulard, ainsi que du centriste Pierre Méhaignerie.

Nonobstant la perspective de nouvelles défections dans leurs rangs, le président de l'UDF, Fran-

çois Bayrou, et son homologue de DL, Alain Madelin, ont montré, dimanche soir, qu'ils n'entendaient pas baisser les bras. Tout en saluant le « plébiscite pour la République » enregistré lors du second tour de l'élection présidentielle, M. Bayrou a souligné que « les angoisses de la France demandent des réponses nouvelles ». « Il sera très difficile d'être à la hauteur de cette exigence », a relevé le président de l'UDF. « Pour éviter la cohabitation, il faut montrer que ce qui nous guidera c'est l'esprit de rassemblement au lieu de l'esprit de clan », a conclu le député européen.

Plus isolé, M. Madelin n'en a pas été moins direct. Notant que M. Chirac n'avait « pas été élu pour un projet présidentiel, mais (...) pour faire barrage » à l'extrême droite, le président de DL a souligné que « ce sont les législatives qui vont compter et qui vont faire la différence ». Plaidant pour « le rassemblement le plus large possible », M. Madelin a souhaité « une nouvelle majorité qui puisse faire vraiment l'addition des sensibilités de chacun, des différences, et non pas rétrécir, comme c'est le projet de certains, l'opposition à une sorte de parti chiraquo-chiraquien ». « Je crois que Jacques Chirac n'en a pas aujourd'hui le pouvoir ni le mandat », a-t-il insisté.

Jean-Baptiste de Montvalon

ebs
European Business School

3^e CYCLES MASTER SPÉCIALISÉS
Finance / International / Ressources Humaines /
Communication-Marketing

Ingenieurs, IEP, Maîtrises, Médecins, ...
12 mois dont 5 mois de stage
Option Internationale aux USA

EBS - 169, quai de Valmy - 75010 Paris
Tél : 01 53 35 84 84
www.masterebs.com

Un dimanche pas comme les autres pour des Français ordinaires

Choissant Jacques Chirac, pour certains à contre-cœur, ou apportant à nouveau leur voix à Jean-Marie Le Pen, les électeurs se sont rendus aux urnes mus par des intérêts divers. D'Aubervilliers à Menton en passant par Béziers, récit d'une singulière journée d'élection

LA FRANCE a voté. En masse, ensemble, en chœur, même à contre-cœur pour ceux qui avaient le cœur à gauche, la France a voté Chirac, le seul nom qui restait pour dire non à Le Pen après le premier tour. Et tant pis si ce nom avait pour certains un goût de défaite ou d'amertume, l'heure n'était pas aux regrets. Au soir du 21 avril, la République ne semblait plus tenir que par un fil. Le 5 mai, la République a pansé ses plaies.

La tâche n'était pas facile. Il a fallu une journée entière, un peuple tout entier dans une France raccommodée par la peur du danger, comme si le péril extrémiste unissait mieux les citoyens que n'importe quel programme politique.

Dimanche, c'en était fini de ceux qui criaient à Hue et à « Che », qui se tâtaient entre Taubira et Mamère, ceux qui brandissaient l'icône Arlette ou la casquette du facteur Besancenot. Depuis deux semaines, la jeunesse avait donné de la voix pour indiquer la seule voie possible. Nul doute que cette clameur de la rue résonnait encore dimanche au fond des urnes. La France a voté, dans le calme inquiet qui règne autour d'un convalescent dont on ne sait pas encore s'il est tiré d'affaire.

La journée a débuté dans une certaine frénésie : partout on se bousculait derrière les rideaux gris des isolements, il y eut des heures de pointe autour de midi, des affluences de grands jours sinon de grands soirs, mais bien peu d'incidents, excepté ces deux individus cagoules apparus dans un bureau de vote du Mans et jetant à tout va des bouteilles remplies d'acide.

De Paris à Orange, de Carnac au pays de Gex, dans le Lot-et-Garonne ou à Paris, à Auxerre, Menton, Nice ou Béziers, on s'est précipité, ici pour confirmer sans complexe un vote Le Pen du premier tour, là surtout pour, bon gré mal gré, élire Chirac, éliminer Le Pen. « Il y a beaucoup de cartes que je tamponne pour la première fois », remarquait un assesseur de Béziers (Hérault), tandis qu'à Saint-Genis (Hautes-Alpes), une petite bourgade voisine de Gex, une jeune fille de 23 ans essayait de voter, bien que non inscrite sur les listes. « J'ai tenté ma chance, confiait-elle, étant donné la situation. »

Les « malgré eux » semblaient les plus enclins à parler, à l'image de Daniel rencontré au bureau Croulebarbe du 13^e arrondissement de Paris. « Voter était tristement indispensable, expliquait-il. Jusqu'au dernier moment, je n'étais pas certain : soit je votais blanc, soit je votais l'autre [sous-entendu Jacques Chirac]. J'ai opté pour la voie

la plus représentative. » Mais il ne cachait pas son dégoût, ce sentiment d'avoir « la nausée et les mains sales », vivant désormais dans l'espoir d'une victoire de la gauche aux législatives. « Chirac devra partir et il y aura à nouveau des élections. Pourvu que les abstentionnistes se réveillent », lançait-il.

A la mairie du 4^e arrondissement de la capitale, Alexis disait ne pas regretter son vote du premier tour en faveur d'un « petit » candidat, mais cette fois il a déposé un bulletin Chirac, en réprimant son envie de « se boucher le nez et de fermer les yeux ». Comme Marie-Claude, qui se sentait « drôlement contrariée » d'avoir dû voter pour le président sortant. « C'est un peu un SOS, il fallait le faire. » Dans le 20^e, Monique regrettait à haute voix de ne pas s'être déplacée au premier tour. Cette fois, elle dit qu'elle a « surtout voté contre quelqu'un ».

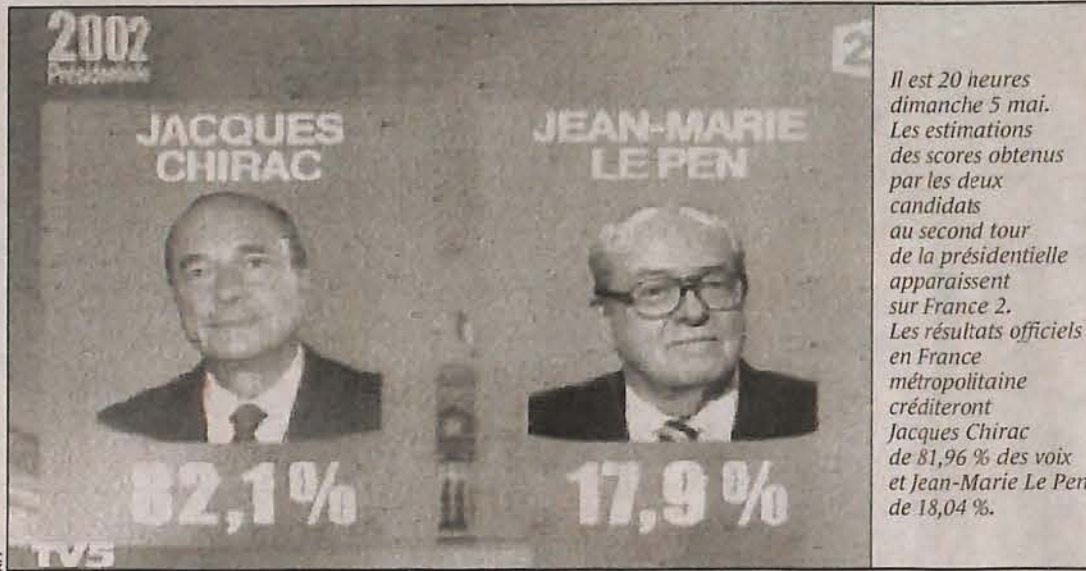
Camille, une élctrice de Versailles (Yvelines), avait donné sa voix à Jospin au premier tour. « Au début, je pensais voter blanc, j'étais en colère contre les résultats et contre les gens dans les rues qui n'étaient pas allés voter. Finalement, j'ai opté pour Chirac. » A Louveciennes (Yvelines), les deux sœurs Aurélie et Caroline ont fait de même, « pour que le Front national ne passe pas ». Le 21 avril, sans se consulter, elles avaient toutes les deux choisi Mamère.

A Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), dans un bureau où un assesseur observait qu'on travaillait « à la chaîne », Michel rasait les murs. « J'ai dû prendre Chirac », avait cet électeur d'Arlette Laguiller. « Vite, il faut que je me sauve d'ici. » Ici, c'était le bureau installé à l'école élémentaire Paul-Langevin, celui qui avait

« Moi j'ai voté pour la République, pas pour Chirac. Je n'ai aucun état d'âme »

enregistré au premier tour le plus fort score pour Le Pen, 31 %. Avant de s'éclipser, Michel affirmait qu'il voterait tout de même « Arlette », la prochaine fois.

Annie non plus n'aurait jamais imaginé qu'un jour elle glisserait dans l'urne le bulletin Chirac. Devant un bureau de Carnac (Morbihan), elle a lancé à une amie : « Je vais aller exercer mon devoir de citoyenne, pour la première fois depuis vingt ans. » Avait-on bien entendu ? Oui, vingt ans. Elle avait



18 ans lorsqu'elle vota pour la première et seule fois de sa vie. Ce qui l'a poussée vers les urnes ? « La classe incroyable » qu'elle a prise le 21 avril.

Et sa voix à Chirac ? « Dans une autre situation, cela n'aurait pas été mon choix. » Même écho quelques kilomètres plus loin, à Plouharnel (Morbihan), où plus de la moitié des inscrits avaient voté quand l'église sonnait les douze coups de midi. « C'est la première et la dernière fois que je vote Chirac », disait Mathieu, 20 ans, qui assumait son acte dignement, sans gants ni pinces à linge. Autant qu'il y ait le moins de voix possible pour Le Pen. »

A Marmande, le vieil Aldo, quatre fois vingt ans et des poussières, digérait mal que son département, le Lot-et-Garonne, ait été le seul en Aquitaine à faire la part si belle à Le Pen. « Ne m'en parlez pas, ça me rend malade. » Lui, l'immigré italien venu en France pour échapper au fascisme, il était soudain comme monté sur ressorts. Samedi, en regardant les « nouvelles » à la télévision, il s'est levé d'un coup puis a fouillé fiévreusement dans l'armoire. Il cherchait sa carte d'électeur. C'est qu'il n'avait pas voté depuis un bail, Aldo. Et dimanche matin, il a été un des premiers à déposer son bulletin. « Il faut pas le laisser passer, le couillon », disait-il.

C'est comme Fernand, dans le petit village d'Escassefort (Lot-et-Garonne), un peu plus loin en surplomb de la vallée. Ancien résistant, 84 printemps, le cœur à gauche, il a « suffisamment connu les boches et le fascisme comme ça ». Foin de scrupules jospiniens, il a « voté républicain ». A Menton, dans les Alpes-Maritimes, un département où Le Pen était arrivé

en tête au premier tour, d'autres électeurs « anti-FN » s'exprimaient sans détours.

Ainsi Aurélie Nieg, venue avec sa maman Conchettina Frizziero, 75 ans. Cette « fille de 1968 » d'origine italienne n'en revenait pas d'avoir voté Chirac « pour faire barrage au FN, bien sûr ! ». Et d'ajouter : « Si c'est pour avoir un autre Berlusconi ! » « L'idée générale, expliquait de son côté Patrick, 45 ans, c'est de contrer une idéologie dont on ne veut pas. Je n'ai pas hésité du tout à voter Chirac, même si ce ne sont pas du tout mes idées. Ça n'a pas été trop dur parce que je sais que c'est trop risqué. »

Tous ne partageaient pas les sages arguments de la raison. A 18 h 18, sur le site Internet de l'ex-candidat Jospin, Viviane se morfondait. Elle n'arrivait toujours pas à se convaincre d'aller voter pour le président sortant. « J'ai manifesté contre Le Pen le 1^{er} Mai. Mais voter Chirac m'est absolument impossible ! »

Un internaute anonyme lui répondait sans détours : « Moi, j'ai voté pour la République et pas pour Chirac. Je n'ai aucun état d'âme sur ce vote. Je me sentirais responsable si Le Pen devait être élu. » On ne saura pas si, comme beaucoup d'autres, cette jospinienne s'est résignée à voter pour le président candidat... Désabusé, un certain « RV » écrivait sur le site présidentielles.net : « Voilà, j'ai voté contre le facho en glissant dans l'urne le bulletin de l'escroc. Il ne reste plus qu'à attendre le score du gros borge haineux. »

Les électeurs chiraquiens, eux, sont restés plus discrets. A Aubervilliers, dans le bureau de vote installé à l'école élémentaire Paul-Langevin, Jimmy, 21 ans, déclarait avoir choisi le président sortant

« parce qu'il a une bonne tête ». Les programmes, il avait ne pas les connaître parce que, de toute façon, la politique, c'est pas son « truc ». « Je suis sûr que Le Pen ne passera pas, lançait-il confiant. Et puis les sept ans où Chirac a été président, ça allait plutôt bien. »

Ce n'était pas l'avis de Jean-Paul, un gendarme, et de sa femme Valérie, qui reconnaissaient

« Si Le Pen est élu et qu'il fait le con, on le foutra dehors dans cinq ans »

avoir choisi respectivement Le Pen et Mégrét au premier tour. « Il n'y a pas de honte à l'avouer. C'était pour marquer notre mécontentement. Et puis Le Pen a de bonnes idées. Il dit tout haut ce que pense le peuple. Le problème, c'est qu'il n'a pas de programme. Et puis, on n'aime pas trop les extrêmes. Alors là, on a voté Chirac. » A Menton, Joseph était un électeur heureux de Chirac, ayant voté pour lui au premier comme au second tour. « Je suis certain que Jacques Chirac a compris le message. Je suis complètement serein, confiait-il, je n'ai pas changé mes idées. »

Et pourtant, malgré l'enjeu, malgré le risque que faisait planer sur l'élection la manifestation d'un vote protestataire, d'autres préféreraient s'exclure du jeu. « Il y a des duels qui ne devraient pas exister », regrettait Paul, la cinquantaine, à Auxerre (Yonne). Refusant de choisir entre « le plus mauvais et le plus truand », il a voté blanc. Tout comme Jean, un retraité de Menton.

« Trop de promesses ne sont pas tenues, c'est un coup de semonce, prévenait-il. S'ils ne font rien, le prochain coup sera le bon. » Pourtant, Le Pen lui fait froid dans le dos. « La dictature, ça non ! J'avais dix ans en 1940, je ne veux pas connaître ça à nouveau. »

A l'Ariane, une cité de l'est de Nice, dans le bureau de vote de l'école Jean-Piaget, où le vote Le Pen avait atteint 43,25 % au premier tour, Alain, 58 ans, agent de France Telecom, exprimait aussi son désarroi : « J'ai pris un bulletin Chirac et j'ai dessiné une prison dessus. C'est un vote nul. » Ne craignait-il pas de favoriser le FN ? « Ça ne me gêne pas, répondait-il, j'aimerais bien voir ce que ça donne. »

En début d'après-midi à Lafox, en Lot-et-Garonne, le président de la société de chasse Clauder Baston arrivait à la mairie en compagnie de sa femme Yolande, une ancienne militante communiste. Verbe haut et moustache frémissante, il ne se faisait pas prier pour tempêter contre la classe politique en général « qui ne pompe rien à ce qui se passe en bas », et contre la gauche en particulier, « qui n'a rien trouvé de mieux que de se faire sanctionner sur l'insécurité et l'immigration ».

Lui qui a toujours voté à gauche n'allait sûrement pas voter Chirac, « un voleur et un cochon », et encore moins pour Le Pen, qui, entre parenthèses, ne lui fait pas peur. « S'il est élu et qu'il fait le con, on le foutra dehors comme les autres dans cinq ans. » Il est donc venu pour voter blanc. « J'ai mis un Kleenex dans l'enveloppe. Au moins, j'aurai pas trahi ma conscience. » A côté de lui, Yolande était un peu remuée : « En même temps, on se dit que si Le Pen passe, ce sera un peu de notre faute. »

Mais ce dimanche 5 mai, Le Pen n'allait pas passer, malgré l'enthousiasme qui continuait de régner depuis le matin dans les terres d'élection – et sur le sol natal – du leader frontiste. Bien sûr, il y avait des endroits comme à l'Ariane de Nice où ses supporters se montraient discrets. Mais elle avait encore des mots pour chérir son champion, la France lepéniste.

« Moi, j'ai toujours voté pareil, pour la droite », reconnaissait Andrée, 78 ans. Pour elle, la droite, c'est « lui ». « Il n'est pas le monstre grimaçant qu'on montre à la télévision, plaide la vieille dame qui a toujours vécu dans la ville natale de Le Pen et se targue d'avoir fréquenté « ses » amis proches. « Quand on le voit au marché, il est humain, il est gentil comme tous les hommes. Sur la plage, c'est un... »

A la République, Maghrébins et Africains ont fêté la victoire de M. Chirac

LA PLACE de la République, à Paris, a connu fêtes plus joyeuses et plus folles. Il n'est pas sûr qu'elle en ait connu de plus étranges, de plus insaisissables, de plus décalées

REPORTAGE

Il n'y avait ni élan ni rien qui ressemble à une quelconque impulsion de bonheur

et, au fond, de plus improbables. Il pleuvait ce soir-là, c'est un fait. Une pluie fine, glacée, qui faisait des milliards de pointillés dans les faisceaux de lumière dessinés par de gros projecteurs. Une pluie triste et hostile, qui courbait les épaules, s'immisçait dans les cols, et aurait réfréné les élan les plus gais, si toutefois il y en avait eu... Mais non. Dimanche soir, place de République, il n'y avait ni élan ni rien qui ressemble à une quelconque impulsion de bonheur. Rien qui dise l'euphorie.

Au rendez-vous fixé par l'état-major chiraquien pour célébrer sa victoire avec orchestre et décibels, n'avaient répondu qu'une minuscule poignée de fidèles du président, vite absorbés dans une foule essentiellement composée de Maghré-

bins et d'Africains, dont la plupart n'avaient d'ailleurs pu voter.

Il y eut des danses, pourtant. Des orchestres talentueux faisant se succéder le zouk, le raï et le disco. Des chanteuses généreuses, maîtrisant toutes les techniques pour chauffer un public, et frustrées de ne pas recueillir davantage d'adhésion. Des chanteuses frigorifiées – « I'm so cold ! », hurlait une interprète de Boney M – et assez stupéfaites de découvrir, depuis la scène, installée devant la fameuse statue, un auditoire à 90 % masculin. « Where are the women ? Je ne vois que des hommes ! Où êtes-vous, les femmes ? » Les hommes étaient entre eux, perchés sur les épaules des uns et des autres et agitant de nombreux drapeaux algériens et marocains.

Sid Ahmed Kherzat, un ingénieur de 33 ans, arrivé d'Algérie en 1992, avait voté Chirac dès le premier tour, le jugeant « beaucoup moins ambigu que Jospin sur la question du Moyen-Orient ». Ce soir, il célébrait cependant « la victoire de la démocratie », rassuré de l'élimination d'un Le Pen, « qui, exactement comme le FIS, exactement comme Hitler, voulait utiliser les urnes pour obtenir le pouvoir et puis le détourner ».

Ibrahim Yaffa, membre du RPR, mettait sur le compte de la perte générale de la foi religieuse la montée de l'insécurité et pensait que « toute l'Afrique gaulliste allait être rassurée en apprenant l'élection de

Jacques Chirac, un homme de quarante ans d'expérience, qui s'attaquerait enfin sérieusement à l'insécurité ». A condition que le président trouve le ministre de l'intérieur adéquat et que les Français restent unis aux législatives « pour donner à Chirac la majorité dont il aura besoin ».

SANS-FAUTE

Alexis Aguetant, lui, croyait à sa capacité de redonner à la France « la sérénité que la gauche caviar, enfermée dans ses palais parisiens, et non concernée par la violence, lui a fait perdre ». Comme premier ministre, lui verrait bien Jean-Pierre Raffarin ou Jean-Louis Borloo. Et, dans l'équipe, il rêverait qu'on intègre Malek Boutih, le président de SOS-Racisme, « à la fois si libre et si responsable ».

Blotties sous leur parapluie, surprises de ne pas croiser davantage de jeunes leur ressemblant, deux étudiantes se félicitaient du résultat. « Et pourtant je suis de gauche, disait Kenza. Mais une vraie déçue de la gauche. Celle d'avant le 21 avril, qui s'est montrée indigne en attaquant son adversaire sur son âge et sa santé, et s'est déconsidérée en exploitant l'affaire Schuller ! Et que dire de la gauche du 21 avril ! Celle qui s'est bouchée les oreilles devant le verdict des urnes, arrogante, méprisante, engueulant les électeurs ou cherchant à les culpabiliser ».

plutôt qu'à les comprendre ! Tenez, c'est incroyable, mais je me demande si la droite n'est finalement pas plus réceptrice. »

Car Chirac, depuis le 21 avril, leur paraît faire un sans-faute. Ni triomphant ni technocrate, juste, pour une fois, dans le discours et l'émotion, il pourrait bien, dit un jeune homme, donner à la politique « le supplément de chair et d'âme dont ont manqué Jospin, Aubry, Guigou et Fabius. Drôle de retournement, hein, pour un supermateur qui ne l'est sûrement pas plus que les autres ! Et qui sait rire ! Embrasser ! Faire rêver ! Vous l'avez vu sur scène tout à l'heure ? » Oui. On l'avait vu. Un peu figé, glissé entre deux airs créoles et coupé par de belles ovations. Une courte apparition dans cette soirée étrange qu'il aurait aimé enflammer. Mais sans trop insister.

La République, avait-il crié, « a refusé de céder à la tentation de l'intolérance et de la démagogie. Elle a dit sa volonté de changement et de renouveau dans l'ouverture et dans la concorde nationale. Ne laissons pas retomber ce souffle qui nous a portés, restons en éveil, défendons la liberté, défendons l'égalité, défendons la fraternité, faisons les vivre, soyons vigilants, soyons mobilisés, et je serai avec vous chaque jour pour ce combat... » Et il s'était éclipié.

Annick Cojean

ISM
INTERNATIONAL SCHOOL OF MANAGEMENT
www.ism-mba.edu
FULLY ACCREDITED*

***Programmes accrédités aux USA & Europe, exclusivement pour cadres et dirigeants. Séminaires en anglais, avec professeurs américains, compatibles avec votre vie professionnelle. Profil des participants : 30-45 ans, 36 nationalités, diplômés Enseignement Supérieur avec une moyenne de 10 années d'expérience professionnelle.**

Admissions : janvier, avril, octobre.

ieMBA International Executive MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION

■ "Part-time" sur 12 mois : 520 heures et thèse, 10 ou 15 séminaires mensuels à Paris et 1 ou 2 mois à New York, ou 22 séminaires mensuels à Paris

DBA DOCTORATE OF BUSINESS ADMINISTRATION

■ pour titulaires d'un MBA ou équivalent,

■ "Part-time" sur 24 mois : séminaires mensuels intensifs à Paris. 320 heures et thèse

MBA MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION

■ "Part or full-time" sur 12 mois, 520 heures et thèse : Paris, New York, Tokyo

e-PROGRAMS MBA - ieMBA - DOCTORATE OF BUSINESS ADMINISTRATION

International School of Management :
148, rue de Grenelle 75007 Paris
Tél. : + 33 1 45 51 09 09 - Fax : + 33 1 45 51 09 08
e-mail : ism.paris@wanadoo.fr - http://www.ism-mba.edu
Programmes gérés à New York par ISM, USA

PRÉSIDENTIELLE LE VOTE



Après l'annonce de la réélection de Jacques Chirac, des jeunes se sont rassemblés, dimanche 5 mai, place de la République à Paris.

... grand-père comme tous les grands-pères du monde. » Et de poursuivre : « C'est une joie qu'il soit au deuxième tour ! D'habitude, on vote pour lui faire plaisir. Aujourd'hui, j'ai le cœur qui bat, je voudrais tant qu'il réussisse... » A Carnac, Kristel, notaire et mère de deux enfants, essayait de comprendre la montée du vote Le Pen. « C'est la peur », lançait-elle. L'été, les maisons de vacances accueillent des jeunes du « 93 », de Sarcelles. « Ça crée des bandes », disait la jeune femme, sans préciser son vote.

A Agen (Lot-et-Garonne), Eddy Marsan, 38 ans, annonçait clairement la couleur avec son manteau de cuir noir et sa croix celtique au cou. Pour ce partisan de la reconduction hors des frontières de tous les étrangers à l'Union européenne, « l'histoire montre que la décadence est toujours venue de la figure de l'altérité ». A la sortie du bureau de vote, il voyait bien Le Pen à 40 %.

Dans le pays de Gex comme dans le reste du département de l'Ain, où les idées du leader d'extrême droite ont pris racine, Olivier et Patrice, tous deux chefs d'entreprise, ont voté Le Pen au second tour. Pour dire leur « ras-le-bol de l'insécurité, des dégradations, des insultes verbales ». Peu d'électeurs avouaient vouloir glisser – ou l'avoir glissé – un bulletin Le Pen, mais nombreux sont ceux qui dénonçaient l'insécurité rampante. « On n'en peut plus des jeunes qui fracassent les voitures », s'indignait Alexandre, alors qu'à l'inverse Paul, 50 ans, mécanicien de précision, estimait ne pas vivre dans une région « où les gens

devraient voter FN. Plus de 50 % de la population travaille de l'autre côté de la frontière... à l'étranger ».

A Béziers (Hérault), où les deux vainqueurs du premier tour furent Le Pen et l'abstention, un grand silence s'est fait lorsque, sur le coup de 11 heures, un vieil Arabe coiffé d'une toque est entré seul dans le bureau de vote de l'hôtel de ville. Sans dire un mot, les yeux plissés par l'âge, il a tendu ses papiers à la présidente. L'assesseur a écorché dramatiquement son nom, s'est repris, a bafouillé, a renoncé. « A voté », a abrégé la présidente. L'homme est reparti à pas feutrés, les conversations ont repris...

La tension régnait aussi à Orange (Vaucluse), dans le bureau de vote numéro 1 présidé par le maire FN de la ville, Jacques Bompard. Au fil des « Jacques Chirac » déclarés par les scrutateurs, le premier magistrat faisait la moue et s'enflammait : « On est dans une république bananière ! » Il concluait : « Quand je pense que les Arabes vont descendre dans la rue pour fêter ça. »

Mais à Orange, au second tour, Le Pen obtenait 34,24 % des suffrages, de quoi se consoler du relatif revers national. « Ce ne sera plus jamais comme avant, se félicitait Gilbert Brozzoni, encore tout à son plaisir d'avoir vu le visage du chef de l'extrême droite apparaître sur les écrans de télévision à 20 heures, au soir du 21 avril. Maintenant, les gens osent dire qu'ils votent Le Pen, on est réhabilités, on peut afficher nos opinions, alors qu'avant, il fallait faire attention. »

A Menton (Alpes-Maritimes), Alexandre Di Crescunzo, fonctionnaire de police à Monaco, restait lucide : « Je sais que Chirac va passer. » Mais sa flamme demeurait intacte. « Le FN passera dans cinq ans, et haut la main, si ce n'est pas avant, dans la rue. » S'il a voté Le Pen, il précise qu'il a d'abord voté FN car « Le Pen, il a parfois des prises de position qui ne me convien-

« Quand je pense que les Arabes vont descendre dans la rue pour fêter ça »

LE MAIRE (FN) D'ORANGE

nent pas, comme le détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale. Par contre, je m'identifie complètement à son programme. Voter pour Chirac qui a trahi la France pendant des années, c'est une honte. Ce qui gêne, c'est Le Pen. Gollisch ne fera pas les mêmes erreurs. »

A Saint-Isidore, dans la périphérie de Nice (Alpes-Maritimes), un village où le leader du FN avait obtenu son plus gros score (48 %), les électeurs, assez jeunes, n'hésitaient pas à évoquer leur attachement à l'extrême droite.

Jean-François et Joëlle, un couple d'une quarantaine d'années, se montraient « tout à fait sereins » après avoir voté Le Pen « aux deux tours ». David Giais, lui, dénonçait

« l'insécurité que l'on ressent partout. Pas directement ici, mais surtout quand on va en ville ». Le Pen est à ses yeux « le seul capable de serrer un peu l'étau ». Véronique, une étudiante en droit de 25 ans, lâchait : « J'ai voté pour celui qui ne passera pas. » Elle se sentait « offensée » par la mobilisation anti-Le Pen des jours derniers. « C'est un manque de respect pour l'opinion française », disait-elle, estimant que, face à l'insécurité, « Chirac ne fera rien ». Le Pen ? « C'est radical, je l'admets. Mais ce n'est que cinq ans. Si c'est trop terrible, on changera. »

Des propos qui auraient sans doute dévié le bérêt de cet ancien combattant d'Auxerre qui marmonnait à la sortie du bureau de vote : « On a vécu la guerre, on les connaît, les nazis. Hitler se disait pour les ouvriers, il leur avait promis une maison à chacun. Mais elles étaient là, sous terre, leurs maisons. » Du doigt, il a désigné le sol.

Eric Fottorino avec Stéphane Mandard et Cécile Ducourtioux (Le Monde Interactif) et la promotion 2002 (presse écrite) du Centre de formation des journalistes de Paris : David Allais, Nicolas Barotte, Stéphane Jourdain, Gurvan Le Guellec, Marie-Pauline Mollaret, Louise Prothery, Nicolas Reynaud, Delphine Saubaber, Sooren Seelow, Aude Soulaïne, Caroline Veunac

Des manifestants à Paris : « On a viré l'facho, faut dégager l'escroc ! »

6 000 personnes à la Bastille dimanche soir

PAS QUESTION de « retomber dans le train-train » ni de « baisser la garde » : cet avis a amené quelque 6 000 personnes à se rassembler à Paris, place de la Bastille,

REPORTAGE

« A coups de pied au cul, on arrivera à obtenir des mesures sociales »

sitôt les résultats du second tour de la présidentielle connus et un gros « ouf » de soulagement poussé. A l'appel des organisations du mouvement social (collectifs de chômeurs, de sans-logis, de sans-papiers...), de syndicats (Groupe des Dix-Solidaires, CNT) et de partis politiques (LCR, PCF, Verts), ces manifestants ont tenu à envoyer un avertissement au président fraîchement réélu : son programme « libéral à la sauce Medef » ne passera pas sans heurts.

La soirée a débuté dans un théâtre de poche, celui de la Main d'or, transformé en QG de campagne du mouvement social. Des postes de télévision portatifs, du genre de ceux que l'on emmène en camping, ont été installés à la buvette. On s'agglutine autour de ces mini-écrans, tandis que dans la salle de spectacle voisine on discute à l'aprem de la situation. « Ouuh, gauche caviar ! », siffle l'assistance lorsque Dominique Strauss-Kahn apparaît à l'image. A 20 heures, des applaudissements et des cris saluent l'annonce des résultats. Puis monte aussitôt une clameur : « Chirac en prison ! Le Pen à la Seine ! »

« J'ai 40 ans, j'ai voté pour la première fois de ma vie à droite, j'ai quand même les boules. Ce sont les voix de gauche qui ont fait élire Chirac », s'exclame Isabelle, une comédienne. « Maintenant va falloir se mobiliser pour lui montrer que ce n'est pas lui qu'on a élu », ajoute Yens, jeune instituteur de 28 ans. « C'est la gauche de rue qui a battu Le Pen », commente un syndicaliste. Dans un coin, tout en se réjouissant de voir le danger frontiste écarté, Dieudonné, le directeur du théâtre, laisse échapper son dépit : « Le nouveau président n'aura même pas l'élégance de démissionner. »

Les lieux se vident rapidement pour rallier la Bastille. Sur place, les pancartes interpellant Jacques Chirac sont déjà sorties. « On a viré l'facho, faut dégager l'escroc ! », brandit Anne, 37 ans, qui se présente comme « une simple citoyenne ».

Quelques jeunes se sont collés dans le dos la rose au poing des socialistes. « On est la Gauche socialiste, on est l'avenir du PS. Les autres sont des vieux », déclarent-ils crânement, à côté d'un podium monté par l'UNEF et SOS-Racisme. Le PCF est là avec son gros ballon gonflable, les Verts avec leurs fanions. « Je faisais partie de ceux qui ne militaient plus. Aujourd'hui, il y a tout un courant antilibéral qui ne demande qu'une chose : que ça bouge ! », explique Nicolas, 32 ans, arborant un autocollant du Parti communiste sur la poitrine. Quelques mètres plus loin, Alexis, 26 ans, militant des Verts, attend le « troisième tour, celui des législatives ».

Mais pour toute une partie des personnes présentes, ce troisième tour est avant tout « social ». Ceux-là décident de partir en « manif » de nuit, sous une pluie fine et persistante, direction le Quartier latin, se séparant ainsi des jeunes socialistes et du PCF. Derrière une banderole satinée – « nous voulons lutter contre l'extrême droite, nous luttons pour la justice sociale » –, les associations du mouvement social, la LCR, SUD, la CNT, Scalp, Alternative libertaire et une partie des Verts se mettent en marche, aux cris de « Chirac, deux heures ça suffit, démission », « Jacquot au cachot, Bernadette aux Baumettes », « le bruit et l'odeur, on n'oublie pas ».

ANARCHIE EN CHIRAQUIE

Boulevard Saint-Germain, campée sur le trottoir, une poignée de militants de Lutte ouvrière (LO) exhibent leurs deux bulletins de vote Chirac et Le Pen qu'ils n'ont pas, suivant le mot d'ordre de leur organisation, glissés dans l'urne. « Dégage ! LO n'est même pas foutu de défilé contre Chirac ! », les prend violemment à partie Alain Cyrulnik, de la LCR. Tandis que les libertaires entonnent un trépidant « anarchie en chiraquie », le cortège de la Ligue se félicite : « Sur France 2, ils disent que la manif de la Bastille, c'est celle de Besancenot », glisse l'un des responsables à Alain Krivine.

C'est alors qu'arrive le candidat du premier tour de la LCR. Olivier Besancenot vient de quitter les plateaux de télévision. « A coups de pied dans le cul, on arrivera à obtenir des mesures sociales », affirme-t-il, ajoutant : « Comme en Italie, il faut préparer la grève générale. » « Le printemps sera chaud », promettent les manifestants, avant de plier banderoles. Il est 23 h 38. Le premier défilé du quinquennat s'achève.

Isabelle Mandraud et Caroline Monnot

A Ezy-sur-Eure, Nadège a de nouveau voté Le Pen parce qu'« il faut bien tenter quelque chose »

ÉZY-SUR-EURE (Eure)

de notre envoyé spécial

Les vieux du village sont venus endimanchés et nombreux. Ils remplissent la petite salle qui fait office de bureau de vote, au rez-de-

REPORTAGE

Dans les petits bourgs, la proximité des quartiers sensibles inquiète

chaussée de la mairie. Le dimanche est froid et maussade. Une fois dehors, les électeurs de Marilly-sur-Eure (Eure) ne s'attardent pas. Certains se réfugient dans le bar-tabac, pour prendre un verre ou jouer au tiercé. Un peu avant 11 heures, Nadège arrive avec ses enfants, Thomas, 2 ans et demi, et Sandy, 12 ans. Depuis peu, la jeune femme habite dans un petit immeuble HLM à la sortie d'Ezy-sur-Eure, bourg de 3 000 habitants, aux confins de l'Eure et de l'Eure-et-Loir.

Dans beaucoup de villages de ce coin de campagne, entre Dreux et Evreux, la proximité des quartiers sensibles inquiète. A Marilly et à Ezy, Jean-Marie Le Pen est arrivé en tête au premier tour, avec plus

de 20 % des voix. Nadège a voté pour la première fois lors de l'élection présidentielle. A 31 ans, cette ouvrière, mère de famille divorcée, a apporté sa voix à Jean-Marie Le Pen au premier et au second tour. « Il faut bien tenter quelque chose, au point où on en est, murmure la jeune femme. On vit dans une société où il n'y a pas de changement, même quand on travaille dur. »

Toujours souriante, Nadège paraît plus que son âge, fatiguée par les treize années passées dans la petite usine métallurgique où elle travaille « huit heures debout ». Payée 945 euros par mois – « avec l'ancienneté » –, Nadège s'en sort grâce aux allocations familiales et à la pension alimentaire versée par son ex-mari.

« Je calcule jour par jour mais je ne dois pas de l'argent, c'est le principal », assure la mère de famille, peu convaincue par le bilan de Lionel Jospin et les mesures sociales qu'il a prises.

« Ça n'a rien changé, c'est de pire en pire, estime Nadège. Les 35 heures, ça nous a fait mal. On a plus de temps pour les loisirs, mais la paye a baissé. » Autre grief, la montée de l'insécurité. En 1998, on lui a volé sa voiture. En septembre 2001, elle a été agressée par des conducteurs irascibles, « des Arabes », dit-elle, qui lui ont cassé les rétroviseurs de son véhicule. « J'ai peur pour mes enfants, j'ai peur qu'ils tournent mal ou qu'il leur arrive quelque chose », explique la mère de famille.

Pour elle, le vote en faveur de Jean-Marie Le Pen représente un avertissement dont devra tenir compte Jacques Chirac : « Il va se dire que là, les gens en ont marre et qu'ils ont réagi. » Mais Nadège ne se fait pas d'illusions. « Chirac, explique-t-elle, il est plutôt pour aider les patrons, pas les petits ouvriers comme nous. »

La jeune femme ne sait pas trop ce qu'elle attend du président réélu. Pêle-mêle, elle évoque « plus de travail et de logements », « des lois plus dures pour ceux qui font des conneries ». En tout cas, elle est bien décidée à voter pour le FN aux législatives : « Avec des députés, Le Pen pourra donner son

opinion et essayer de faire bouger les choses. »

Pour Martine, au contraire, « Le Pen, c'est le retour au Moyen Âge ». Cette jeune femme de 33 ans, mariée et mère de deux enfants, habite et vote à Saussay, en face d'Ezy, de l'autre côté de l'Eure. Là aussi, le président du FN est arrivé en tête le 21 avril. Au second tour, Martine a décidé d'apporter sa voix à Jacques Chirac. « C'est un cas de force majeure. » Au premier tour, elle a voté « Arlette », Arlette Laguiller, en signe de protestation. « J'ai donné ma voix à un petit candidat, parce que je ne voulais ni de Jospin ni de Chirac, explique-t-elle. Pour moi, la gauche et la droite, c'est toujours le même résultat. »

IL N'AVAIT QU'À FAIRE MIEUX

Venue de la proche banlieue parisienne, où elle est toujours employée dans un groupe de travaux publics, Martine s'est installée dans un pavillon à Saussay, il y a huit ans, « pour la qualité de vie ». Aujourd'hui, elle se plaint, elle aussi, de l'insécurité et se dit profondément déçue par les politiques. « Arlette », au moins, elle donne l'impression d'être proche du peuple et de la réalité, de vivre les mêmes problèmes que nous, estime Martine. Et puis, elle est ce qu'elle a toujours été, elle n'a jamais changé. »

Electricité de Lionel Jospin au pre-

mier tour de la présidentielle de 1995, la jeune femme ne regrette pas son vote du 21 avril. « C'est trop facile de dire que c'est notre faute si Jospin n'est pas passé, et de partir une fois qu'il est battu, s'indigne Martine. Il n'avait qu'à faire mieux au gouvernement et peut-être que les gens auraient plus voté pour lui. »

Jacques Chirac est loin d'être le président de son cœur, mais la mère de famille va quand même voter pour la droite aux législatives. « Quitte à être à droite, autant y rester et y être complètement. Au moins, on verra la différence avec la gauche, s'il y en a une, explique Martine. Avec son gouvernement et sa majorité, Chirac ne pourra pas prendre la cohabitation comme excuse. »

Militaire de carrière, Gérard, lui aussi, est contre la cohabitation. Agé de 45 ans, cet habitant de Bois-le-Roi a donné sa voix à Jacques Chirac aux deux tours de l'élection présidentielle et il votera pour la droite aux législatives. « Il faut qu'il puisse appliquer son programme », souligne le militaire, pour qui cela signifie avant tout « une baisse des impôts » et « une application des peines prononcées par les tribunaux ».

Il avoue quand même ne pas être insensible aux idées de Jean-Marie Le Pen : « Cinq ans, c'est dangereux, mais si on pouvait l'avoir

pour un CDD, ça serait peut-être pas mal. » A Bois-le-Roi, le candidat d'extrême droite a obtenu près de 28 % des voix au second tour.

Frédéric Chambon

MEDECINE PHARMACIE
 ► Stage de pré-rentree
 Mise en condition (2 semaines en septembre)
 ► Encadrement scientifique annuel
 Par Faculté et par semestre.
IPESUP
 18 rue du Cloître Notre-Dame
 75004 Paris 01 43 25 63 30
 Enseignement supérieur privé www.ipesup.fr

MÉDAILLE D'OR 2001
 concours NF ameublement
DETAILLANT - GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
 Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

MIEUX QUE DES SOLDÉS

MATELAS • SOMMIERS
 Vente par téléphone possible
 fixes ou redevables - toutes dimensions
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX
 Garantie 5 et 10 ans

CANAPÉS • SALONS • CLIC-CLAC
 Duivier - Steiner - Coulon - Oiva - Bournas

MOBECO
 247, rue de Belleville - Paris 19^{ème}
 50, avenue d'Italie - Paris 13^{ème}
01.42.08.71.00 7/17
 5500 m² d'exposition
 LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

Pour Jean-Marie Le Pen, la bataille des législatives a commencé

Nettement battu, le candidat du FN progresse néanmoins de plus de 675 000 voix en métropole et conforte ses positions dans ses bastions. Le parti d'extrême droite espère arbitrer le scrutin de juin dans 237 circonscriptions

LE CANDIDAT Jean-Marie Le Pen a perdu, dimanche 5 mai, le second tour de l'élection présidentielle. Mais avec 18,04 % des suffrages exprimés en France métropolitaine, il a amélioré son score personnel du premier tour de plus de 675 000 voix et celui de l'extrême droite de plus de 14 400.

« En dessous de 30 %, ce serait un échec personnel pour moi et pour la France. A 25 %, cela fera toujours un électeur sur quatre », avait déclaré le président du Front national vendredi 3 mai. Dimanche, il a refusé

M. Mégret veut assurer « l'après-Le Pen »

Dès les premiers résultats connus, le président du Mouvement national républicain, Bruno Mégret, a déclaré : « Je regrette que la candidature de M. Le Pen du deuxième tour n'ait pas été plus rassembleuse et qu'elle ne débouche sur rien d'utile pour les Français. Même si la campagne anti-FN a été particulièrement odieuse, ce score démontre les limites de la stratégie lepéniste du tout ou rien, seul contre tous. Ce scrutin ne représente donc qu'une étape dans le combat pour nos idées, et je suis prêt à assurer l'après-Le Pen pour organiser, avec le MNR, l'avenir et le renouveau de la droite nationale et républicaine. Mon projet est de sortir de l'impasse protestataire, pour réaliser dans les quelques années qui viennent une percée gouvernementale, afin que les idées nationales cessent d'être diabolisées et caricaturées. » Il a confirmé son intention de présenter 577 candidats aux législatives de juin.

sé d'épiloguer et de faire son auto-critique. « Personne au Front national ne m'a demandé de m'en aller ! » s'est-il contenté de répondre aux journalistes qui lui rappelaient seulement ses déclarations.

Contenant mal sa colère et son mécontentement, il a qualifié le score de Jacques Chirac de « victoire équivoque, acquise à la méthode soviétique ». « Je voudrais simplement

VERBATIM

« Les plus belles espérances »

VOICI des extraits de la déclaration de Jean-Marie Le Pen prononcée dimanche 5 mai après les résultats du second tour :

« (...) Je remercie (...) les millions d'électeurs qui ont porté leurs suffrages sur ma candidature, la seule d'opposition au système. Ce faisant, ils ont démontré une extraordinaire capacité de résistance face à une campagne véritablement hystérique orchestrée par la totalité des pouvoirs en place, politiques, financiers, médiatiques et syndicaux, tous coresponsables de la situation dramatique de notre pays, tous unis dans la défense de leurs privilèges. (...)

Ce soir, le résultat que j'ai obtenu (...) nous place comme la première force politique française et nous permet de fonder, à court et à moyen terme, les plus belles espérances, en particulier pour les élections législatives.

Il est surtout le signal que la reconquête est en marche. Il faut dire, ce soir, mais vous en avez été tous témoins, que les conditions politiques dans lesquelles s'est déroulé le second tour étaient celles d'un pays totalitaire. Il est apparu très clairement que les représentants autoproclamés de notre République n'ont de démocrate que le

dire à Jacques Chirac que la roche Tarpéenne est près du Capitole », a-t-il ajouté. Assis devant un bureau, dans sa maison de Montretout à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), il a lancé, via la télévision, un défi au président de la République, au RPR, mais aussi à la gauche : « Je donne rendez-vous aux législatives à la coalition immorale qui s'est réunie derrière Supermément. Le bloc national s'est renforcé en pourcentage et en voix, et c'est avec cette base que nous allons aller aux élections législatives. » « Je n'aurai pas à attendre longtemps avant de voir se déchirer les alliés de cette coalition morbide », a-t-il insisté en affirmant : « Nous sommes la première formation politique française, quand on décompose la coalition chiraquienne, et que chacun aura repris ses billes. »

Plus tard, il a insisté, dans une déclaration solennelle, sur l'« extraordinaire capacité de résistance » de son électorat. « Aujourd'hui un clivage nouveau est apparu, entre le peuple et le syndicat de la faillite », a-t-il commenté, en appelant les « exclus, bcfoués, meurtris » et partisans du « sursaut national » à se mobiliser les 9 et 16 juin. Dès lundi, le parti devait se réunir en bureau exécutif, puis en bureau politique pour étudier les résultats et faire des projections pour les législatives. « Les résultats du premier tour de la présidentielle nous laissent espérer de pouvoir être au second tour des législatives dans 237 circonscriptions. Nous avons amélioré la dynamique le 5 mai », a estimé dimanche Carl Lang, secrétaire général du parti, qui pense qu'à présent l'électorat du FN « n'est plus un électorat de contestation, mais un électorat d'adhésion. »

Quoi qu'il en soit, M. Le Pen, qui évitait de répondre directement lorsqu'on lui demandait s'il serait lui-même candidat aux élections législatives, a répondu dimanche soir par un « non » catégorique. Plusieurs de ses cadres l'y poussaient pourtant. Cela aurait été à leurs yeux un moyen de « booster » la campagne. Son score, médiocre pour un second tour

masque. Rien n'a manqué en effet dans la diabolisation de Jean-Marie Le Pen, et notamment pas de multiples tentatives d'intimidation. (...) Ce sont les tenants du système qui gère si mal la France mais qui défend féroce ses intérêts, même les plus immoraux, comme on vient de le voir avec éclat. Ce sont eux qui se sont retrouvés derrière le chef de l'Etat sortant, qu'hier encore ils considéraient comme perdu de réputation.

Mais ces alliances de circonstances ne pourront éternellement tromper les Français. Aujourd'hui, un clivage nouveau est apparu entre le peuple et le syndicat de la faillite. Je suis le seul à incarner le changement dans le pays.

Nous sommes en effet la première force politique en France, et nous appelons les Français à adhérer, à s'engager d'abord dans la bataille législative qui doit nous donner des élus à l'Assemblée nationale. C'est pourquoi je donne rendez-vous, les 9 et 16 juin, à ceux qui ont voté pour moi au premier et au deuxième tour de cette élection et à ceux qui les rejoindront, afin de faire enfin entendre leur voix. La voix des Français, exclus, bcfoués, meurtris, mais aussi la voix du sursaut national et de la renaissance de la patrie dans la France retrouvée.



OLIVIER COSSAN/LE PARISIEN/MAX PPP

Dimanche 5 mai, Jean-Marie Le Pen a refusé d'épiloguer sur son résultat (18,04 % des voix en métropole) dans son discours prononcé depuis son quartier général, à Saint-Cloud. Deux jours auparavant, il avait déclaré : « En dessous de 30 %, ce serait un échec personnel pour moi et pour la France. A 25 %, cela fera toujours un électeur sur quatre. »

20 % et 25 % dans 27 autres. On remarque par ailleurs que, dans les dix départements où la progression de M. Le Pen est la plus forte (à l'exception du Var), le candidat des chasseurs, Jean Saint-Josse, avait obtenu des scores supérieurs à sa moyenne nationale : Corse-du-Sud, Somme, Haute-Corse, Pyrénées-Orientales, Alpes-de-Haute-Provence, Pas-de-Calais, Landes, Pyrénées-Atlantiques, Charente-Maritime). Plus que jamais se dessine une France lepéniste en forme

« Nous sommes la première formation politique française, quand on décompose la coalition chiraquienne »

de demi-lune, bordant la Méditerranée, remontant le long des frontières de l'Est, du Nord jusqu'à la Manche, à laquelle s'ajoutent l'Eure, l'Eure-et-Loir, l'Yonne, le Lot-et-Garonne et le Tarn-et-Garonne. A noter un grignotage extrême dans le Sud-Ouest.

Christiane Chombeau

LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR DANS LES DÉPARTEMENTS DE LA MÉTROPOLE

	Abstention	Blancs Nuls	Chirac	Le Pen		Abstention	Blancs Nuls	Chirac	Le Pen
	%	%	%	%		%	%	%	%
TOTAL	19,06	5,41	81,96	18,04	Lot-et-Garonne	16,62	7,08	77,96	22,04
Ain	19,03	5,42	78,78	21,22	Lozère	15,85	6,23	85,58	14,42
Aisne	19,60	6,58	75,43	24,57	Maine-et-Loire	17,26	4,81	87,93	12,07
Allier	19,13	6,72	85,21	14,79	Manche	18,60	4,86	85,31	14,69
Alpes-de-Haute-Provence	17,26	6,44	78,83	21,17	Marne	22,33	5,22	79,83	20,17
Hautes-Alpes	17,39	6,16	82,43	17,57	Haute-Marne	20,95	6,72	76,17	23,83
Alpes-Maritimes	23,93	4,61	71,32	28,68	Mayenne	17,43	4,86	88,59	11,41
Ardèche	17,02	6,39	82,12	17,88	Meurthe-et-Moselle	20,82	5,46	81,72	18,28
Ardennes	21,55	6,81	75,92	24,08	Meuse	19,54	6,29	78,22	21,78
Ariège	17,27	8,23	83,87	16,13	Morbihan	17,34	5,07	86,11	13,89
Aube	19,68	5,98	76,87	23,13	Moselle	22,35	5,36	78,12	21,88
Aude	17,78	7,82	77,93	22,07	Nièvre	20,99	7,23	81,76	18,24
Aveyron	15,26	6,33	88,14	11,86	Nord	22,32	5,51	78,28	21,72
Bouches-du-Rhône	19,12	4,92	72,54	27,46	Oise	19,76	5,79	74,92	25,08
Calvados	18,99	5,04	83,95	16,05	Orne	17,89	4,95	81,30	18,70
Cantal	17,12	5,24	88,52	11,48	Pas-de-Calais	21,10	6,65	77,81	22,19
Charente	18,78	6,51	85,18	14,82	Puy-de-Dôme	17,48	6,09	87,05	12,95
Charente-Maritime	18,75	5,59	83,72	16,28	Pyrénées-Atlantiques	17,46	6,43	87,49	12,51
Cher	19,85	6,21	83,07	16,93	Hautes-Pyrénées	17,26	7,11	86,55	13,45
Corrèze	13,96	6,27	90,89	9,11	Pyrénées-Orientales	19,36	7,01	74,87	25,13
Corse-du-Sud	30,88	6,17	77,70	22,30	Bas-Rhin	20,10	5,08	79,32	20,68
Haute-Corse	33,26	6,78	81,57	18,43	Haut-Rhin	20,02	5,54	77,65	22,35
Côte-d'Or	17,94	6,10	81,68	18,32	Rhône	19,03	4,23	81,27	18,73
Côtes-d'Armor	15,87	5,80	88,30	11,70	Haute-Saône	18,15	8,37	75,78	24,22
Creuse	19,17	6,22	88,34	11,66	Saône-et-Loire	20,56	6,75	81,90	18,10
Dordogne	15,28	7,07	85,70	14,30	Sarthe	19,43	6,02	84,43	15,57
Doubs	17,11	6,26	81,81	18,19	Savoie	19,56	5,53	81,26	18,74
Drôme	17,92	5,66	79,29	20,71	Haute-Savoie	19,89	4,87	81,80	18,20
Eure	19,26	5,36	78,22	21,78	Paris	17,06	2,74	89,97	10,03
Eure-et-Loir	19,32	5,37	79,26	20,74	Seine-Maritime	19,64	5,24	82,58	17,42
Finistère	17,35	4,91	89,44	10,56	Seine-et-Marne	19,81	4,72	80,64	19,36
Gard	18,35	6,70	73,34	26,66	Yvelines	18,04	3,83	85,59	14,41
Haute-Garonne	17,52	5,89	84,10	15,90	Deux-Sèvres	16,34	4,72	89,62	10,38
Gers	15,14	6,94	85,20	14,80	Somme	18,65	6,76	78,26	21,74
Gironde	18,03	5,85	83,77	16,23	Tarn	15,30	7,15	82,41	17,59
Hérault	18,52	6,70	75,53	24,47	Tarn-et-Garonne	15,66	6,92	78,41	21,59
Ille-et-Vilaine	17,03	4,58	89,82	10,18	Var	20,55	5,29	71,31	28,69
Indre	17,78	6,68	83,37	16,63	Vaucluse	17,86	5,76	70,36	29,64
Indre-et-Loire	18,71	5,09	84,85	15,15	Vendée	16,67	4,86	87,81	12,19
Isère	18,49	4,85	81,72	18,28	Vienne	17,03	5,09	87,65	12,35
Jura	17,58	6,91	81,15	18,85	Haute-Vienne	16,11	6,29	88,94	11,06
Landes	16,71	6,80	87,10	12,90	Vosges	19,23	6,50	78,81	21,19
Loir-et-Cher	18,29	5,74	80,79	19,21	Yonne	19,23	5,69	77,32	22,68
Loire	20,38	5,41	79,42	20,58	Territoire de Belfort	18,41	7,29	77,92	22,08
Haute-Loire	17,31	6,57	81,81	18,19	Essonne	18,99	4,33	84,96	15,04
Loire-Atlantique	18,49	4,77	88,82	11,18	Hauts-de-Seine	19,16	3,22	87,99	12,01
Loiret	18,34	5,13	81,25	18,75	Seine-Saint-Denis	23,46	4,11	82,56	17,44
Lot	14,46	6,93	87,91	12,09	Val-de-Marne	20,31	3,73	86,22	13,78
					Val-d'Oise	20,01	4,21	82,73	17,27

Groupe
SUP de CO Montpellier



Executive MBA

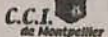
Part Time ou full time

anglophone ou francophone

www.supdeco-montpellier.com

MBA@supco-montpellier.fr

Tel : 04 67 10 26 26



PRÉSIDENTIELLE À L'EXTRÊME DROITE

Les jeunes frontistes oublient leur déception sur un air de Claude François

Partagés entre l'amertume devant le score de leur candidat et l'espoir des législatives, les militants étaient réunis chez Jean-Marie Le Pen

« *CE N'EST qu'un début, continuons le combat !* » C'est sorti comme ça, spontanément, à la fin du discours du vieux chef. Le slogan soixante-huitard, repris en

REPORTAGE

Les adultes, écrasés par les décibels, grignotent des petits fours

chœur sous le chapiteau dressé dans la propriété de Jean-Marie Le Pen à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), résumait l'état d'esprit des jeunes militants et sympathisants du Front national, dimanche soir 5 mai, une heure après l'annonce des résultats de l'élection présidentielle.

Pas question de céder à la déception que leurs aînés laissent transparaître. « *Notre électorat grossit d'élection en élection* », se rassurait Bruno, 23 ans, venu spécialement de Stuttgart, où il travaille : « *Je pensais vivre un tournant décisif ce soir ; il est différé, mais cela viendra.* » C'est le message que Jean-Marie Le Pen a voulu délivrer « à [eux] les jeunes », en remontant sur scène, une demi-heure après sa déclaration officielle : « *N'abandonnez jamais le combat, un jour, tôt ou tard, la persévérance et la ténacité finiront par payer.* »

Cette jeunesse-là avait été conviée, quelques minutes plus tôt, à quitter le « Paquebot », le siège du parti, distant de quelques centaines de mètres, pour rejoindre l'hôtel particulier de Montretout, où Jean-Marie Le Pen recevait ses amis. Accueillis par Jany Le Pen, tout sou-

rire sur le perron de la demeure, les nouveaux arrivés allaient donner un peu d'allant à une soirée qui avait débuté dans la morosité.

Bien avant l'annonce officielle du résultat, l'épouse du chef, envoyée à la rencontre des journalistes, révisait les objectifs du FN à la baisse : « *Entre 17,5 % et 18 %, ce serait déjà bien* », confiait M^{me} Le Pen, avec des accents de modestie. A tout hasard, certains cadres, comme Farid Smahi, conseiller régional d'Ile-de-France, dénonçaient par avance « *une probable magouille dans certains bureaux de vote* ». Pendant ce temps, dans son bureau, au premier étage de sa maison, Jean-Marie Le Pen, entouré de Samuel Maréchal, son gendre, de Louis Alliot et d'Olivier Martinelli, mettait une dernière main à son intervention.

« PARTI CHIRACO-TROTSKISTE »

Lorsque le visage de Jacques Chirac apparut sur les écrans géants, l'ampleur du score fit grimacer : « *Merci la gauche* », s'égosillèrent quelques-uns, tandis que l'écho répercutait : « *Chirac en prison !* » « *Ami personnel* » du leader du FN, Daniel Philippon avouait son « *amertume* » devant l'émergence du « *parti chiraco-trotskyiste* » : « *Nous nous attendions à une attitude plus française de la part des électeurs.* » Il est déçu comme un gamin devant un arbre de Noël dégarni : « *Oui, j'y ai cru au soir du 21 avril.* » Mathilde, 20 ans, y croyait encore « *tout à l'heure en prenant le métro pour venir ici* », mais la réalité des chiffres la fait frémir de colère : « *De Gaulle doit se retourner dans sa tombe ce soir.* » Nicolas, un jeune étudiant, se sent trahi : « *On a donné une chance aux Français, ils n'ont pas su la saisir.* »

Que fera le nouveau président de son « *score à la Bokassa* » ? La question hante toutes les conversations : « *Il est plus que jamais au service de la gauche* », estime Dominique Joly, un militant parisien. « *Peut-il gouverner sans nous, alors que six millions de personnes ont voté pour Jean-Marie Le Pen ?* » se demande son voisin. Mitterrand n'avait pas hésité à prendre des ministres communistes. Bruno est persuadé qu'il négociera avant les législatives, sous la pression de sa base : « *Je me mets à la place du pauvre député RPR qui va se faire couper en rondelles.* » Lapsus révélateur, en voulant parler des législatives, un vieux monsieur dit : « *Les triangulaires.* »

Candidate dans le Val-de-Marne, Lydia Schenardi compte profiter « *de l'effet premier tour* » : « *Nous ne laisserons pas la machine s'arrêter, dit-elle. Dès la semaine prochaine, nous commençons la campagne.* » Au contraire, Farid Smahi veut se donner le temps de la réflexion, pour ne pas se tromper de stratégie : « *Nous allons digérer tout cela, nous sommes des ruminants.* » L'enjeu des législatives n'a pas échappé aux jeunes frontistes, qui empruntent aux supporters de l'équipe de France de football un slogan de circonstance : « *Et un, et deux, et troisième tour !* »

Il n'en faut pas plus pour lancer la soirée. La sono déverse des tubes des *seventies*. Claude François fait danser les jeunes militants, qui arborent des tee-shirts « *Fier d'être français* ». On farandole comme à une noce, en faisant tourner des drapeaux tricolores, tandis que les adultes, écrasés par les décibels, grignotent des petits fours et sirotent du crémant.

Jean-Jacques Bozonnet

A Mulhouse, les législatives se joueront aussi sur l'insécurité

Avec 22,55 % des voix, le président du FN améliore son score du premier tour

MULHOUSE

de notre envoyé spécial

Entre le soulagement et l'inquiétude, Mulhouse (Haut-Rhin) a vécu le second tour de l'élection présidentielle avec des sentiments mitigés. En obtenant 22,55 % des suffrages dans la ville, Jean-Marie Le Pen a légèrement amélioré, dimanche 5 mai, son résultat du premier tour (+ 1,26 %) sans parvenir à exploiter tout le potentiel de l'extrême droite, puisque Bruno Mégret, président du MNR, avait rassemblé, le 21 avril, 4,78 % des voix. « *Le raz-de-marée républicain nous permet aujourd'hui de mieux respirer* », a commenté le maire socialiste de la ville, Jean-Marie Bockel. La persistance à un niveau supérieur à la moyenne nationale du vote pour l'extrême droite augure cependant d'un scrutin serré aux législatives. Là encore, l'insécurité sera au cœur des débats.

Comme pour prendre date, la plupart des candidats qui se disputent la cinquième circonscription du Haut-Rhin se sont retrouvés dimanche soir à l'hôtel de ville de Mulhouse lors du dépouillement du premier bureau. Le député sortant, M. Bockel, sera à nouveau opposé au conseiller régional du MNR, Gérard Freulet, qui a su depuis vingt ans fédérer un électoral exaspéré par l'augmentation de la délinquance urbaine. Cet ancien député du Front national (de 1986 à 1988) avait obtenu aux législatives de 1995 26,81 % des voix, occasionnant une triangulaire au second tour dont M. Bockel sortit vainqueur avec 41,66 % devant le candidat UDF Joseph Klifa (31,93 %). Si M. Freulet n'avait alors pas réussi à bonifier son capital (26,40 %), sa capacité de nuisance demeure intacte, comme en attestent ses 21,25 % au second tour

des municipales de mars 2001 à Mulhouse ou les 46 % réunis le même jour dans le canton de Mulhouse-Nord.

« *Je transcende largement le score national du MNR* », affirme M. Freulet, qui dénonce « *le double langage* » de M. Bockel : « *En tant que maire de Mulhouse, il reconnaît la montée intolérable de l'insécurité ; à Paris, avec sa casquette de député du PS, il ne fait rien. A la limite, c'est criminel.* » S'il

« On ne guérit pas le cancer de la violence avec de l'homéopathie »

ARLETTE GROSSKOST (RPR)

était élu à l'Assemblée nationale, M. Freulet militerait pour une réforme de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à la délinquance juvénile et pour une augmentation des policiers dans les zones sensibles de la cinquième circonscription. « *Le quartier des Coteaux est devenu une zone de non-droit et le centre-ville est mort la nuit tombée car les gens ont peur, s'insurge M. Freulet. La vidéosurveillance mise en place par M. Bockel n'est qu'un aveu de faiblesse. Pour passer une soirée tranquille, je suis obligé d'aller à Bâle, en Suisse.* »

Comme le Haut-Rhin n'échappe pas à la division de l'extrême droite, M. Freulet pourrait être concurrencé par une candidate du Front national, Martine Binder, l'épouse du conseiller régional (FN) de l'Alsace. Ce dernier attend toutefois « *les consignes de M. Le*

Pen ». Pour compliquer davantage le jeu, un conseiller municipal de Mulhouse, René-Albert Ehlinger, a annoncé sa candidature en se prévalant du soutien de Philippe de Villiers, le président du Mouvement pour la France. « *M. Ehlinger, qui a été élu aux municipales sur ma liste, fera au mieux 1 %, et si M^{me} Binder devait effectivement concourir, cela ne m'empêchera pas de faire un bon résultat* », estime M. Freulet.

Même s'il en a « *payé le prix fort au sein du Parti socialiste* », M. Bockel ne regrette pas d'avoir placé la sécurité au centre des débats à Mulhouse depuis cinq ans. « *Je comprends le désarroi des gens, dit-il. Nous l'avons sous-estimé au PS. Ma démarche est connue ici et je continuerai à m'investir dans cette voie. Le discours populiste de M. Freulet ne fait qu'exacerber les tensions. Cela fait vingt ans qu'il dit la même chose. D'ailleurs, il est en perte de vitesse.* »

Si le maire de Mulhouse s'attend à une législative disputée, il en attribue la cause à la vague porteuse dont pourrait bénéficier, après la réélection de Jacques Chirac, la candidate (RPR) Arlette Grosskost, qui fera équipe avec Jean Rottner (UDF). Pour cette avocate, qui se présente pour la première fois à une élection législative, « *on ne guérit pas le cancer de la violence avec de l'homéopathie, car la détresse morale ne justifie pas les transgressions de la loi* ». Ni M. Bockel, « *tenu par la culture de l'excuse* », ni M. Freulet, « *inexistant et de connivence avec le député sortant* », ne sont, selon M^{me} Grosskost, « *à la hauteur de l'enjeu défini par les résultats des deux tours de la présidentielle à Mulhouse.* »

Elie Barth

PRÉSIDENTIELLE LE DÉBAT À GAUCHE

François Hollande, premier secrétaire du Parti socialiste

« C'est autour du PS que tout peut se reconstruire »

Pour M. Hollande, Jacques Chirac n'a pas été élu sur un programme mais sur un mandat simple : « faire vivre les institutions et rejeter l'extrémisme »

Vous avez critiqué la cohabitation et fait campagne pour un président actif. Comment allez-vous défendre, si vous sortez vainqueurs des élections législatives, l'idée d'une nouvelle cohabitation ?

En 1997, c'est Jacques Chirac qui, après une dissolution ratée, a engagé une cohabitation qu'il a laissée s'écouler tout au long de la législature. En 2002, il n'est pas élu sur un programme, sur un projet, sur une politique, comme en 1995, mais sur un mandat simple : faire vivre les institutions et rejeter l'extrémisme. Tout est donc ouvert, et le gouvernement qui sera formé à l'issue des élections législatives aura toutes les compétences prévues par la Constitution pour mener à bien, sans entraves, son action.

Cette lecture plus parlementaire des institutions ne mène-t-elle pas à une VI^e République et à une Assemblée constituante ?

La Constitution prévoit déjà une lecture parlementaire qui, dans les circonstances actuelles, peut trouver largement son champ d'application. Pourquoi faudrait-il changer de République puisque celle-ci autorise déjà la configuration don-



Dimanche soir, au siège du Parti socialiste, rue de Solferino, à Paris, après l'annonce de la victoire de Jacques Chirac. « La gauche a fait son devoir, et même davantage », a déclaré François Hollande, avant d'appeler au rassemblement pour les élections législatives.

nant au premier ministre et au Parlement la compétence principale ? En revanche, ce qu'il faut envisager c'est le renforcement des droits de contrôle des Assemblées, une étape nouvelle dans la limitation du cumul des mandats, une introduction d'une part de proportionnelle dans le scrutin législatif et un nou-

vel acte de décentralisation. Autant que la Constitution, c'est l'organisation de l'Etat qu'il faut changer, ses modes de décision, son rapport avec les citoyens et les acteurs sociaux, et sa rapidité d'action.

Votre programme législatif traduit-il un coup de barre à gauche ?

Le programme des socialistes tiendra compte des messages et des interpellations des électeurs du premier tour, mais aussi de la formidable mobilisation civique du second tour. Il traduira une exigence de dialogue, de concertation, de démocratie au service d'objectifs simples et concrets.

Priorité sera donc donnée au renforcement et à l'efficacité du service public, à l'intégration républicaine, au rôle de l'Europe par rapport à la maîtrise nécessaire de la mondialisation. Mais le socle sur lequel nous posons nos nouveaux engagements reste l'action menée par Lionel Jospin depuis 1997, même si nous avons tiré des leçons du scrutin présidentiel.

Après votre échec du 21 avril, l'urgence n'est-elle pas de refonder le PS et de reconstruire la gauche ?

Le Parti socialiste doit, à chaque étape, se refonder. Il pourra le faire d'autant plus vigoureusement, cette fois-ci, que le sursaut civique a provoqué une vague sans précédent d'adhésions, et que l'intérêt pour la politique s'est sans doute largement accru dans ces quinze derniers jours. La force du PS, c'est le mélange de générations, mais c'est aussi sa capacité à couvrir un espace politique large allant du centre gauche jusqu'à la gauche mouvementiste. C'est enfin son sens de la synthèse qui doit lui permettre aujourd'hui de répondre plus facilement que d'autres aux aspirations les plus diverses de la société. Le PS est la force principale de la gauche. Il le demeure même dans l'échec, et c'est autour de lui que, à chaque fois, tout peut se reconstruire. C'est pourquoi je lance un appel au rassemblement de la gauche dans une structure permanente de dialogue et de débat au-delà même des élections à venir.

Sur quelles bases, avec qui et jusqu'où entendez-vous bâtir vos alliances pour les élections législatives ?

Avec qui le voudra à gauche, sur une base de fidélité, de loyauté et de sens des responsabilités. Ce qui n'est pas acceptable, ce n'est pas la pluralité, c'est la perte de l'esprit d'équipe, du travail fait en commun, du projet partagé. C'est la raison pour laquelle je propose d'aller plus loin que la gauche plurielle au sens d'un approfondissement de notre union commune. Quant au Mouvement des citoyens (MDC), s'il veut se situer à gauche, qu'il le dise vite. Le temps des confusions est terminé.

« Le programme des socialistes tiendra compte des messages des électeurs »

Après le départ de Lionel Jospin, qui peut prétendre mener la « gauche unie » à la bataille des législatives ?

Le premier secrétaire du Parti socialiste aura forcément son rôle à jouer. Mais Lionel Jospin ne sera pas remplacé en quelques jours. C'est une équipe qui doit solidement gagner ses galons démocratiques. Mais rien ne sera possible au regard de ce qui s'est produit ces derniers jours sans la participation de l'ensemble des militants de la gauche à la construction de l'avenir, en dialogue avec les forces de la jeunesse, du travail et de la culture.

Propos recueillis par Michel Noblecourt

Choisir des consultants qui ne vous laissent pas le choix, est-ce vraiment un choix ?



Chez Unilog Management, nous vous conseillons, nous agissons, mais vous gardez la maîtrise. Nous vous permettons de choisir dans le foisonnement des solutions possibles tout en vous éclairant sur les conséquences de ces choix.

Vous êtes partie prenante dans la mise en œuvre des projets grâce à une répartition des tâches équilibrée. Et à l'issue de notre intervention, les compétences nécessaires vous sont transférées.

Avec nos 600 consultants, nous vous aidons à faire émerger vos projets en Europe et à les mener dans une cohérence d'ensemble. Nous les rendons indissociables de résultats tangibles. Les richesses internes de votre entreprise sont mises au cœur de la réussite de ces projets. **Notre ambition ? Etre le catalyseur des idées et des énergies.**

Unilog
management

Un programme législatif plus marqué à gauche

PEU APRÈS 22 heures, dimanche, Laurent Fabius est entré dans le bureau de François Hollande au siège du Parti socialiste. « J'ai entendu ta déclaration, c'était bien », a-t-il lâché sobrement. Auparavant, sur TF1, le ministre de l'économie avait estimé que « la gauche a toutes ses chances » pour les élections législatives, à trois conditions : « l'unité », « l'écoute », et être « mieux à gauche ». Préparé sous la responsabilité de Martine Aubry, le programme législatif du PS reprend très largement le projet présidentiel de Lionel Jospin, mais avec de notables inflexions à gauche. Sous réserve d'ultimes ajustements, lundi matin 6 mai, un projet d'une douzaine de pages devait être adressé dans la journée aux fédérations afin qu'elles en débattent. Amendé par les militants, ce programme doit être adopté, mardi 7 mai, par un conseil national.

Cette première version assigne huit objectifs sur cinq ans : « des emplois plus nombreux et mieux rémunérés » ; « un programme global contre l'insécurité » ; « des services publics renforcés pour réduire les inégalités » ; « des générations solidaires » ; « des territoires humains » ; « une République citoyenne » ; « une Europe plus forte et plus sociale » ; « un monde plus juste et plus fraternel ». En préambule, le PS s'engage à « écouter, débattre, accroître la participation de chacun sur ce qui le concerne » et à « démocratiser » la société. Sur chacun des chapitres revient, comme un leitmotiv, la formule « les socialistes proposent concrètement ».

CLIN D'ŒIL À SES ALLIÉS

A l'objectif du « plein emploi » s'ajoutent ceux de « lutter plus fortement contre la précarité » et d'« augmenter le pouvoir d'achat des Français », ce qui montre l'influence d'Henri Emmanuelli et de la Gauche socialiste. Le PS propose 200 000 contrats de retour à l'emploi pour les chômeurs âgés et défend toujours « un droit à la formation tout au long de la vie ». Mais pour réduire, comme le souhaitait M. Jospin, le nombre de chômeurs de 900 000 en cinq ans, il envisage, suivant M. Emmanuelli, de basculer « progressivement » les cotisations patronales sur la valeur ajoutée. Il veut aussi « taxer le travail

précaire dans les entreprises qui en abusent », « renforcer la protection des salariés contre les licenciements abusifs ou injustifiés » et « faire rembourser », aux entreprises qui délocalisent, les aides publiques.

S'il garde l'idée d'une conférence avec les partenaires sociaux, il propose, clin d'œil à ses alliés communistes et Verts, « une hausse du smic pleinement indexée sur la croissance », une amélioration des bas salaires, une extension de la prime pour l'emploi et « une augmentation du revenu disponible pour les bénéficiaires de minima sociaux ». A la diminution de moitié de la taxe d'habitation, il ajoute une baisse de la TVA à 5,5 % sur les produits culturels et la restauration en contrepartie d'un relèvement des salaires. De même, sur les retraites, insiste-t-il sur la défense du système de répartition, la retraite à 60 ans et l'idée de permettre aux salariés moins âgés qui ont cotisé quarante ans de pouvoir y prétendre.

Sur la sécurité, entre « une fermeté sans faille » contre la délinquance et une « prévention nouvelle », la patte de Julien Dray se retrouve, mais une « police des transports en commun » apparaît. Sur les services publics, qui doivent « être présents partout du quartier au village », le PS prône un « immense chantier de réformes » pour améliorer leur « efficacité », mais il refuse « toute privatisation » et s'oppose à toute « nouvelle ouverture à la concurrence » tant qu'une directive européenne ne clarifiera pas « les services d'intérêt général ».

Sur les autres sujets, nombre de propositions de M. Jospin sont réitérées, comme, pour les jeunes « un contrat d'autonomie » et des « contrats volontaires de solidarité », ou même « un toit à tous les SDF ». Face à une V^e République qui « a vieilli », des réformes feraient l'objet d'un référendum. Le statut pénal du chef de l'Etat serait « modernisé » afin qu'il soit « jugé, comme chaque citoyen, sur ses actes passés ». Continuité aussi sur l'Europe et la mondialisation avec, toutefois, la mention expresse, omise par M. Jospin, d'une « taxation des mouvements de capitaux, dans l'esprit de la taxe Tobin ».

PRÉSIDENTIELLE LE DÉBAT À GAUCHE

Le Parti socialiste et ses alliés réunis à la Mutualité

1 000 participants rassemblés samedi sur le thème « rassembler, ouvrir, changer, mobiliser la gauche »

POURTANT annoncés, Arnaud Montebourg (PS) et Dominique Voynet (Verts), ne sont pas venus. Cela n'a pas empêché les quelque 1 000 participants réunis à la Mutualité, à Paris, samedi 4 mai, sur le thème « Rassembler, ouvrir, changer, mobiliser la gauche », de débattre de 14 heures à 20 heures. Socialistes, Verts, rénovateurs communistes, gauche mouvementiste, simples citoyens, ou responsables associatifs, chacun y est allé de son vague à l'âme ou de ses aspirations, en 3 minutes, sous la surveillance d'une militante d'Act-Up. « Une psychothérapie collective », a jugé Clémentine Autain, élue (app. PCF) à la mairie de Paris.

UN « NOUVEL EPINAY »

Les critiques n'ont pas manqué contre le gouvernement sortant. Yves Cochet, ministre de l'environnement, a eu beau dire que l'on était « passé des valeurs républicaines aux valeurs boursières », il s'est fait huer quand il a avoué qu'il se sentait « orphelin de Lionel Jospin ». Marie-Noëlle Lienemann, ministre du logement, a été prise à partie à de nombreuses reprises, en particulier par Jean-Baptiste Eyraud, fondateur de Droit au logement (DAL). « Je sais ce que je veux : des candidatures uniques à gauche et un contrat de gouvernement qui montre que la gauche a compris ce qui s'est passé le 21 avril », a néanmoins affirmé M^{me} Lienemann. « Je me fous des partis », a aussi lancé la représentante de la Gauche socialiste. Ces derniers étaient également dans le collimateur.

La « vieille politique », loin des préoccupations des citoyens, a été jugée responsable de bien des maux. Elle a pourtant fait son retour avec la question des législatives. Joël Roman, co-rédacteur en chef de la revue *Esprit*, a plaidé

pour « le plus de candidatures uniques possible à gauche », celle-ci ne pouvant pas « prendre le risque de retrouver la majorité avec l'extrême droite », lors de triangulaires. Pierre Tartakowsky, d'Attac, a évoqué un « nouvel Epinay », congrès de réunification de toute la gauche, en vue d'une « transformation sociale ». Le rénovateur communiste Patrick Braouezec s'est opposé à ce que « les identités » disparaissent au sein de la gauche, proposant une reconstruction appuyée « sur les forces du mouvement social ».

A l'entrée, Juana, une plasticienne de 24 ans, distribuait des tracts du Mouvement spontané, un rassemblement d'« étudiants, lycéens, chômeurs ou salariés ». Dehors, 200 jeunes qui manifestaient, dans un petit nuage de haschich, à l'occasion d'une Journée mondiale du cannabis, se sont trouvés aux prises avec les CRS. « C'est la seule ville du monde où cette manifestation est interdite », a souligné l'ancien candidat des Verts, Noël Mamère.

Pour lutter contre « le terrible affaiblissement de la gauche », qui a « concentré ses efforts sur les classes moyennes », M. Mamère a suggéré d'axer les législatives sur trois thèmes : un plan d'urgence contre toutes les formes de précarité, la restauration du service public, un référendum constitutionnel pour la naissance de la VI^e République. Christiane Taubira, ex-candidate du Parti radical de gauche, a été très applaudie. Pour la LCR, François Duval a assuré : « Nous sommes prêts à débattre avec tout le monde. Pas pour se payer la gauche. Mais il faut discuter de ce qui n'a pas marché et faire des propositions communes. » Bien des débats et des rencontres en perspective.

Béatrice Gurrey

A Marseille, les enfants de l'immigration sont « soulagés »

MARSEILLE

de notre correspondant régional
Loin des liesses et effusions récentes, le local du Front national à Marseille est désert à 19 h 30,

REPORTAGE

Sur le Vieux-Port, jeunes, sans-papiers et militants de la LCR se côtoient

dimanche 5 mai. Quelques militants feignent d'ignorer les estimations sorties des urnes devant une poignée de journalistes qui font de même. A 20 heures, le score du second tour s'affiche sur l'écran de télévision dans une ambiance de plomb. Sourire catastrophé, Jackie Blanc, secrétaire départemental du parti, se dit « joyeux » et déclare : « Nous avons incarné la force tranquille, face à des adversaires qui ont montré un visage haineux. Chirac a été élu avec les voix de l'extrême gauche et même celle du juge Halphen. La France a choisi un supermarché et un supereuroscop. » Dépités, les rares militants évoquent un entre-deux tours « comme on n'en a jamais vu, même à Pékin, à Moscou ou au Vietnam ». Et ils se déclarent prêts à en découdre aux élections législatives, persuadés qu'avec 28 % dans les Bouches-du-Rhône leur parti pourra conquérir plusieurs des seize circonscriptions du département.

« VIVE CHIRAC ! VIVE CHIRAC ! »

A la mairie, Jean-Claude Gaudin, le maire (DL) de Marseille, compte et recompte les résultats dans sa ville. Ils lui montrent que l'extrême droite, si elle progresse en voix, perd très légèrement en pourcentages. Mais il préfère attendre un peu pour prendre la parole.

C'est à quelques pas de là, sur le Vieux-Port, à 20 h 30, qu'a lieu le premier rassemblement de joie. Spontané, il regroupe à peu près exclusivement des enfants de l'immigration – et leurs parents. Deux

femmes, voile sur la tête, hurlent leur joie : « Vive Chirac ! Vive Chirac ! » Des jeunes gens frappent dans leurs mains, hilares. « On est soulagés, soulagés », explique un homme hystérique. Une quinzaine d'adolescents juchés sur une voiture font le premier tour du rond-point en criant pour saluer la victoire de Jacques Chirac : ils arborent un drapeau algérien... Un groupe de sans-papiers fait cercle en lançant des mots d'ordre, quand arrive un petit bataillon de la LCR, oriflammes rouges claquant dans le vent. Un autre cercle se forme autour de ces militants dont le haut-parleur lance : « Le Pen on t'a battu, contre Chirac, on continue » et l'inoxydable « Première, deuxième, troisième génération... » qui remporte un meilleur succès.

Les jeunes gens, juchés sur la voiture, s'emparent d'un drapeau rouge qui côtoie alors le vert de leur pavillon algérien. Une femme danse et chante en arabe, un jeune homme se dit incapable de traduire : « Elle fait l'ambiance, c'est bien », dit-il, mais son voisin explique qu'elle réclame « les papiers ». En tout, il n'y aura jamais eu plus d'un millier de personnes dans ce groupe qui s'égaille après un petit parcours sur la Canebière.

A la mairie, dans la salle de presse, Renaud Muselier, premier adjoint RPR, est très entouré. Il explique à tout le monde qu'il a laissé « son portable ouvert ». Lui, qui se rêve en ministre de la jeunesse et des sports depuis des mois, croit plus que jamais à son étoile. Jean-Claude Gaudin, rayonnant, vient alors lire son texte qui se conclut ainsi : « A Marseille, Jacques Chirac réalise le score sans précédent de 75 % (...) C'est un nouveau témoignage de la clarté des choix républicains et le meilleur rempart contre l'intolérance et l'exclusion. Que cette leçon soit bien retenue pour les élections législatives ». Ses collaborateurs annoncent une conférence de presse pour mardi matin 7 mai : les candidats de l'union de la droite y seront présentés. Les législatives sont lancées.

Michel Samson

A Lyon, la gauche cherche à nouer de nouvelles alliances pour préparer les législatives

Alors que M. Chirac a atteint 85,03 %, le PS, dimanche soir, oscille entre satisfaction et inquiétude. Selon les projections, aucun de ses candidats ne pourrait se maintenir seul au second tour

LYON

de notre envoyé spécial

Une victoire peut en cacher une autre. Alors que plus de 10 000 supporters avaient envahi, la nuit

REPORTAGE

Les Lyonnais se sont réjouis dans la discrétion, voire l'atonie

précédente, la place des Terreaux pour célébrer dans l'allégresse la victoire historique de l'Olympique lyonnais, sacré champion de France de football, c'est dans la discrétion, voire l'atonie, que les Lyonnais se sont réjouis des résultats de l'élection présidentielle dimanche soir. Selon son habitude, la capitale des Gaules a amplifié le mouvement général du pays en accordant 85,03 % de ses suffrages au président sortant, tandis que le département du Rhône était légèrement en retrait avec 81,27 %.

La seule extériorisation d'un

« ouf » de soulagement massive-ment ressenti a été le fait de quelques centaines de jeunes manifestants rassemblés place Bellecour, à l'appel de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) – avec le renfort de militants d'Attac, de Ras l'Front et de la Confédération nationale du travail (CNT), auxquels se joignirent quelques représentants du PS. Plus que les slogans, bien rodés, c'est la diffusion par une sono des déclarations du 19 juin 1991 de Jacques Chirac relatives au « bruit » et à « l'odeur » qui constituait la plus grande originalité de ce baroud d'honneur appelant à un « troisième tour social ».

EXPECTATIVE PARTAGÉE

A la préfecture, naguère rendez-vous obligé de la classe politique, les journalistes venus chercher les résultats se trouvèrent souvent assez seuls entre deux passages plutôt furtifs de leaders et élus dont les déclarations – du salut devant le « sursaut » à l'affirmation d'une « exigence » – témoignaient d'une expectative largement partagée. Jean-Michel Dubernard, député (RPR), disait « savourer un grand moment républicain » et se prépa-

rer à « donner une majorité à Chirac », en avouant : « Ça ne sera pas facile ». Michel Mercier, sénateur (UDF) et président du conseil général du Rhône, se réjouissait pareillement sans toutefois réussir à masquer ses inquiétudes de centriste vis-à-vis des tentations hégémoniques de l'Union pour la majorité présidentielle (UMP).

Le maire (PS) de Lyon, Gérard Collomb, arrachait un sourire à l'assistance en confiant qu'il avait « voté deux fois pour Chirac » grâce à la procuration de son père, « âgé de 95 ans ». Le successeur de Raymond Barre évoquait la « responsabilité » qui devrait être la règle de tous les hommes politiques pour « s'attaquer à des déséquilibres évidents » dès lors que la « démagogie » avait été « écartée par l'écrasante majorité des Français ».

Au siège du PS, les militants, dévorant des pizzas autour de Sylvie Guillaume, première secrétaire fédérale, affichaient une satisfaction studieuse. « Si l'on transposait mécaniquement les résultats du premier tour sur les législatives, dans les 14 circonscriptions du Rhône, aucun des candidats de la gauche plurielle ne réunirait isolément les 12,5 % des

inscrits, observait M^{me} Guillaume. Nous avons déjà tenu trois réunions avec nos partenaires du PCF et des Verts, et de nouvelles rencontres sont programmées. Nous n'excluons pas des contacts avec d'autres formations, comme la LCR ou A gauche autrement, d'où nous sont parvenus quelques signes. »

Jean-Jack Queyranne, ministre sortant des DOM-TOM, déclarait au Monde : « Charles Millon [son futur adversaire dans la 7^e circonscription] joue les pigeons voyageurs parce que, après son alliance objective avec le FN au conseil régional, il se sentait indésirable à Lyon. On voit bien désormais dans quel camp il se situe. »

A la permanence de campagne du FN, le champagne avait un goût amer, et Liliane Bourry, secrétaire départementale et conseillère régionale, ne pouvait qu'inciter les militants accablés à « crier leur opposition à ce système décadent ». « Plus rien ne pourra être comme avant », affirmait-elle, tout en confirmant que Bruno Gollnisch serait, une nouvelle fois, candidat dans la 13^e circonscription.

Robert Belleret

Club NOKIA
Pour devenir membre du Club et recevoir gratuitement : un...
personnalisés pour votre mobile...
enregistrez-vous sur www.clubnokia.fr

NOKIA 6310i

Sans fil et sans mobile apparent

Les nomades vont vite se convertir au nouveau Nokia 6310i...

- ... comme indépendance : il est **tri-bande** (il peut fonctionner sur trois réseaux GSM 900/1800/1900 et 5 continents...)
- ... comme innovation : il intègre la technologie **Java™** et vous permet de télécharger toutes sortes d'applications (dictionnaire bilingue, guide de votre destination...)
- ... comme intelligence : car sa fonction **portefeuille électronique** facilite les transactions sur le WAP grâce à son « coffre-fort » sécurisé et protégé par un mot de passe.
- ... comme incroyable : équipé de la technologie **Bluetooth™**, le Nokia 6310i se connecte sans fil vers un PC compatible, un kit voiture ou oreillette.

Incontournable, quand on doit se connecter sur Internet et que son mobile est dans la pièce d'à côté !

NOKIA
CONNECTING PEOPLE™

www.nokia.fr

Après les congratulations, droite et gauche reprennent leurs marques

Sur les plateaux de télévision, les responsables politiques de tous bords anticipent les suites de l'élection présidentielle. La bataille des législatives a déjà commencé, et chacun cherche à se repositionner vis-à-vis de son électorat

► **A qui la victoire ?** Sur le plateau de TF1, Alain Juppé, Laurent Fabius et Bruno Gollnisch regardent le sourire du président du Front national s'évanouir en direct, son allocution à peine terminée, vers 20 h 15. L'heure n'est pas à commenter la défaite du président du Front national. La question est de savoir à qui revient vraiment la victoire de Jacques Chirac, réélu président de la République avec un peu plus de 82 % des suffrages. M. Juppé salue « tous ceux qui ont fait le choix de la République », se gardant bien « de trier les voix ». « C'est le président de tous les Français », répète l'ancien premier ministre. M. Fabius contre-attaque aussitôt : « Les résultats sont nets : Le Pen 17 %, démocratie 82 % », dit M. Fabius, qui remercie « en particulier » les électeurs de gauche, pour lesquels « il n'était pas facile de voter comme ils l'ont fait ». « Personne ne peut confisquer le résultat », ajoute-t-il. François Bayrou reconnaît le « très beau score » du président, mais y voit « un plébiscite pour la République ». Crispé toute la soirée, Nicolas Sarkozy assure qu'il faut « entendre le vote protestataire » et rend hommage « à ceux

qui n'ont pas nos idées et qui ont fait un choix utile et noble ».

Sur France 3, Jean-Pierre Raffarin, présenté comme premier ministre, « très ému » de la victoire de son champion, reste modeste. « Nous n'avons pas à triompher mais à nous réjouir », dit-il. Philippe Douste-Blazy ressent « beaucoup d'humilité » face au message des Français. Sur la même chaîne, Dominique Strauss-Kahn martèle : « Le président n'a pas été élu sur un programme mais dans un référendum contre l'extrême droite. » Olivier Besancenot, ancien candidat de la LCR, célèbre la « victoire des jeunes » mais refuse de dire s'il a utilisé le bulletin Chirac pour battre l'extrême droite.

Sur TF1, M. Gollnisch ne peut que prendre acte de la défaite, tout en dénonçant « une campagne hystérique » de second tour. Marine Le Pen, sur LCI, fustige « un score à la Ceausescu et une campagne à la Pol Pot ».

► **Les législatives, déjà.** La soirée n'est que peu avancée, mais déjà le « troisième tour » fait irruption. Certains, comme Gilles de Robien, Nicolas Sarkozy ou Bernard Kouchner estiment qu'il est



« un peu tôt pour rentrer dans les législatives ». M. Bayrou précise sur TF1 : « L'union [à droite], cela veut dire que l'on se respecte les uns les autres. » A cette condition près, menace-t-il, « il n'y aura pas de voix discordante ». M. Juppé assure le

président de l'UDF de son respect, « comme à Toulouse », lorsque ce dernier s'était invité à la convention de l'Union en mouvement. « Tout cela est plein d'étoiles favorables », ironise François Bayrou. A gauche, M. Fabius juge que le



débat qui n'a pas eu lieu lors de la présidentielle sera tranché « aux législatives, à trois conditions » : être unis à gauche, avoir une bonne écoute des Français, et « non être plus à gauche, mais mieux à gauche ». Pour la secrétaire nationale des Verts, Dominique Voynet, « la gauche peut gagner, elle doit gagner, si elle est capable de se présenter unie devant les électeurs ». L'union est sur toutes les lèvres. « Nous avons souffert d'une gauche plurielle, plus plurielle qu'unie », estime Martine Aubry. Même Jean-Pierre Chevènement se dit, sur France 2, « prêt à discuter avec le PS et ses alliés pour trouver une formule d'accord qui sera d'autant plus large que nous serons d'accord sur le fond ». M. Besancenot invite ceux « qui veulent se laver les mains » d'avoir voté Chirac à « un troisième tour social ».

► **Vers une nouvelle cohabitation ?** Une perspective qui fait horreur à la droite : « C'est la confusion, le blocage, c'est peut-être la revanche de l'extrême droite », argumente M. Juppé sur France 2, qui

veut « convaincre les Français d'aller jusqu'au bout du chemin ». Pour M. Bayrou, qui a combattu la cohabitation « depuis 1988, heu... 86 », c'est « la pire des réponses » à apporter aux attentes des Français. La gauche, gênée, invoque des circonstances exceptionnelles. Sur LCI, le ministre socialiste Pierre Moscovici juge que « la cohabitation, dans ce quinquennat nouveau, avec un président élu dans ces conditions, aurait un sens tout à fait différent ». Pour Noël Mamère, partisan d'une VI^e République, c'est l'occasion de « proposer un référendum constitutionnel qui ne permette plus une nouvelle cohabitation ».

La gauche se montre aussi très vigilante sur d'éventuelles alliances entre la droite et l'extrême droite. Sur France 3, Michèle Alliot-Marie, présidente du RPR, s'oppose vivement à DSK à ce sujet. « Je ne vous permets pas de dire que le RPR ait eu la moindre intention de composer avec le FN », rétorque-t-elle à l'ancien ministre des finances, qui se dit « très curieux de voir si l'on allait voir de nouvelles alliances entre la droite et l'extrême droite » dans les cinq ans qui viennent.

► **Quel gouvernement ?** Mais la préoccupation immédiate est celle du gouvernement de transition, qui devra travailler jusqu'aux législatives. Alors que l'on présente, sur France 2, à M. Sarkozy, une enquête Ipsos qui le donne comme « premier ministre favori des Français et des sympathisants de la droite », celui-ci garde un air contracté et se refuse à tout commentaire. M. Raffarin, sur LCI, n'est pas plus loquace. A titre personnel, il estime qu'il « faut ouvrir la politique à la société civile », mais ajoute : « Vous ne me ferez pas dire des choses que je ne peux pas vous dire, puisque ce n'est pas à moi de former un gouvernement et que je ne suis pas informé... »

Béatrice Gurrey et Thomas Deltombe

Chassés-croisés dans les coulisses des chaînes de télévision

AU SIÈGE de TF1, c'est le PDG, Patrick Le Lay, qui accueille les personnalités politiques. Tous les témoins sont venus. Même le candidat de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) : « M. Besancenot est venu entouré de trois gros bras », commente M. Le Lay. « Je leur ai proposé à boire mais ils ont d'abord dit non avant de se raviser », poursuit le PDG. Quelques invités triés sur le volet occupent un petit salon au deuxième étage du bâtiment. Parmi eux, devant les écrans de télévision, Martin Bouygues, actionnaire et opérateur de TF1. Avant 20 heures, estimations en poche, on commente sobrement les résultats avec un seul souci : l'audience.

L'animation est à l'étage du dessous, chez LCI. Quelques minutes avant 20 heures, la chaîne info est déjà une ruche. Yves Cochet (Verts) va « boire un coup » avant de passer sur le plateau. Marie-France Stirbois (FN) évite le bar pour filer au maquillage, la porte-parole du candidat Jacques Chirac, Roselyne Bachelot, sourit aux caméras. Dans son sillage une équipe de l'émission « 7 à 8 » de TF1 prépare un reportage. A 20 heures, la rédaction de LCI fustige l'avance de France 2. « C'est une honte », gronde un des cadres de LCI : la chaîne publique vient de diffuser le résultat quelques secondes avant 20 heures.

Sur France 3, Elise Lucet a troqué sa tenue crème du 1^{er} tour pour le noir : « C'est son sens du décalé », sourit Hervé Brusini, directeur de la rédaction nationale. Dès la prise d'antenne, à 18 h 40, l'ambiance est nettement plus détendue qu'au soir du 21 avril. Contrairement au 1^{er} tour, le buffet dressé dans le couloir séparant les studios de la régie fait déjà recette. Marine Le Pen arrive à 19 h 25, elle est bientôt rejointe dans la loge de maquillage par Jean-François Copé (RPR) et Gilles de Robien (UDF). Martine Aubry n'a d'autre choix que de s'asseoir

dans le fauteuil encore chaud que lui laisse la fille de Jean-Marie Le Pen. Les deux femmes feignent l'indifférence. A l'antenne, Roland Cayrol (institut CSA) s'escrime à défendre les sondages. Jamais loin de son garde du corps, M^{me} Le Pen patiente devant les studios, une cigarette dans une main, le téléphone portable dans l'autre. Quelques secondes plus tard elle dénoncera « la campagne de rééducation psychologique dont les Français ont fait l'objet dans l'entre-deux-tours ». En coulisses, le brouhaha ne cesse que pour la déclaration officielle du vainqueur. François Hollande enchaîne la sienne dans une ambiance nettement plus dissipée.

« DES LÉGISLATIVES D'ENFER »

Sur France 2, David Pujadas prend une première fois l'antenne à 18 h 50 pour donner le chiffre de l'abstention. Le journal télévisé est avancé pour l'occasion. Michèle Cotta, la directrice générale, prévoit déjà « des législatives d'enfer » et disserte sur le nom du futur premier ministre. Olivier Mazerolle s'approche de David Pujadas : « On n'a pas Le Pen, il était avec nous au premier tour, alors, là, il sera avec TF1, c'est pas grave, on le prendra une minute après eux. »

A quelques mètres, Dominique Strauss-Kahn est déjà au maquillage, accompagné de sa femme, Anne Sinclair. Il y a quinze jours, elle était en pleurs, là, elle sourit. 20 h 23, l'intervention de Jacques Chirac est religieusement écoutée ; quelques instants plus tard, avec l'image de François Hollande, les rangs se dispersent. Nicolas Sarkozy sort du plateau accompagné par Michèle Cotta, sous l'objectif d'une caméra de France 2. Colère de M^{me} Cotta : « Pourquoi vous me filmez ? L'autre jour on m'a filmée en train de dire bonjour à Le Pen, et tout le monde m'est tombé dessus. »

José Barroso, Guy Duthell et Antoine Jacob

ÉPARGNE SALARIALE

CAFÉ COURT INSTANTANÉ SUCRÉ

CAFÉ LONG INSTANTANÉ SUCRÉ

CAFÉ AU LAIT INSTANTANÉ SUCRÉ

CAPPUCCINO (CAFÉ INSTANTANÉ + CHOCOLAT + LAIT) SUCRÉ

CAFÉ DÉCAFFÉINÉ COURT

LABEL SOCIALEMENT RESPONSABLE

Le 9 avril 2002, le Comité Intersyndical de l'Epargne Salariale a décerné son label à la gestion "socialement responsable" de Crédit Lyonnais Asset Management.

L'épargne salariale, un bon stimulant pour l'entreprise.

Les récentes dispositions sur l'épargne salariale ouvrent de nouvelles perspectives. Nos spécialistes sont à votre disposition pour vous accompagner dans la mise en place de solutions adaptées à la stratégie et aux objectifs de votre entreprise. Avec le groupe Crédit Lyonnais, vos salariés bénéficient d'une gestion de leur compte individuel certifiée ISO 9002 et de moyens de communication interactifs (plate-forme téléphonique, minitel, site Internet sécurisé).

Pour plus d'information, appelez le 01 42 95 65 04 ou connectez-vous sur le site www.pacteo.com

* Au travers de Crédit Lyonnais Epargne Entreprise, filiale spécialisée dans la tenue de compte en épargne salariale.



CREDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT

PRÉSIDENTIELLE LES RÉACTIONS

Les félicitations d'Ernest-Antoine Seillière (Medef), les mises en garde de Bernard Thibault (CGT)

Le patron des patrons souhaite implicitement une victoire de la droite aux législatives. Le leader cégétiste demande au prochain gouvernement d'« entendre » les salariés

A L'EXCEPTION du président du Mouvement des entreprises de France (Medef), Ernest-Antoine Seillière, et du secrétaire général de la Confédération générale du travail (CGT), Bernard Thibault, qui ont commenté, le 5 mai dans la soirée, les résultats du second tour de l'élection présidentielle, la majorité des organisations patronales et syndicales n'avaient pas réagi, dimanche soir, à la victoire de Jacques Chirac.

La réaction du Medef, qui avait jugé entre les deux tours que le programme économique et social de Jean-Marie Le Pen aurait des « effets désastreux » pour la France, a été très rapide. En milieu de soirée, la principale organisation patronale française rendait public le texte d'un télégramme que son président, Ernest-Antoine Seillière, en déplacement professionnel à Séoul, en Corée du Sud, a adressé à M. Chirac pour saluer sa réélection. « Au nom de tous les entrepreneurs de France et du Medef qui les représente, je vous adresse mes plus vives félicitations pour votre réélection au terme d'un magnifique combat », déclare M. Seillière. Le leader patronal, sans jamais appeler explicitement à voter en faveur des candidats de la droite républicaine aux élections législatives, a laissé percer tout le mal qu'il penserait d'une nouvelle cohabitation. « Je souhaite que vous soyez en mesure de mener, avec le gouvernement de votre choix et l'appui de la société civile, les actions de réforme et de modernisation indispensables pour assurer à notre pays la croissance et l'emploi dans les cinq prochaines années », écrit-il.

Dans une déclaration adoptée à l'unanimité, lundi 29 avril, par le bureau du conseil exécutif, M. Seillière avait déjà formé ce vœu et fait savoir que, dans ces conditions, le Medef serait prêt à « tenir pleinement son rôle pour la



Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault (au centre), lors de la manifestation historique du 1^{er} Mai à Paris. « J'espère bien que le futur gouvernement ne reprendra pas à son compte la philosophie libérale portée notamment par le Medef. Quel cas nous irions à certaines complications », averti le leader cégétiste dimanche.

réforme, le dialogue, la croissance et l'emploi ».

Le président du mouvement patronal, dont le mandat expire à la fin de l'année, explique, depuis plusieurs semaines, qu'il ne prendra la décision de se représenter

Le Medef se dit prêt « à tenir pleinement son rôle pour la réforme, le dialogue, la croissance et l'emploi »

— ou pas — à la tête du Medef qu'une fois les législatives passées et la composition du nouveau gouvernement connue.

De son côté, Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, sensible à la proximité du programme économique et social du

candidat Chirac avec les propositions du Medef, a conseillé, dès dimanche soir sur France 2, au futur gouvernement de prendre « de véritables distances avec la philosophie libérale sur le plan économique et social qui est portée notamment par le Medef ».

M. Thibault « espère bien que le futur gouvernement ne reprendra pas à son compte cette philosophie exclusivement patronale ». « Auquel cas, a-t-il averti, nous irions effectivement à certaines complications, et je pense, du point de vue politique, à une situation encore plus grave. » Après avoir rappelé que sa centrale, « avec beaucoup d'autres », avait appelé à faire barrage à l'extrême droite au second tour, « du fait des enjeux qui étaient en présence », M. Thibault a souligné que le président sortant avait été élu avec un score sans commune mesure avec tous ses prédécesseurs : « Nous y sommes pour quelque chose », a jugé le secrétaire général d'une CGT qui n'a pas ménagé ses efforts pour convaincre ses fédérations, ses

unions territoriales et l'ensemble de ses adhérents de participer au sursaut républicain en se mobilisant le 1^{er} Mai et en votant, le 5, pour M. Chirac.

Le leader cégétiste a également souhaité « ne pas être confronté à un gouvernement « enfermé dans ses certitudes » et « qui ne prenne pas le temps d'entendre notamment ce que les organisations syndicales ont à dire ». Sur ce point, M. Thibault, qui a épinglé plusieurs fois le gouvernement Jospin pour son manque de concertation sociale, formule des « recommandations » assez proches de celles de Nicole Notat. Dans une interview publiée dans *Le Monde* du 3 mai, la secrétaire générale de la CFDT avait invité le prochain gouvernement à adopter une nouvelle « méthode de travail » avec les partenaires sociaux. M^{me} Notat ne croyait pas, pour autant, que la mobilisation syndicale du 1^{er} Mai débouche automatiquement sur un « troisième tour » social.

Claire Guélaud

Les associations de défense des droits de l'homme appellent à la vigilance

PLUSIEURS ORGANISATIONS de défense des droits de l'homme, qui avaient appelé à faire barrage à l'extrême droite, ont exprimé, dimanche soir, leur satisfaction, tout en recommandant la vigilance dans la perspective des législatives.

► **Michel Tubiana, président de la Ligue des droits de l'homme (LDH)**, parle de « sanction sans équivoque » pour M. Le Pen. Selon lui, le Front national doit rester « infréquentable » et il ne faut accepter « aucune alliance » avec lui lors des scrutins des 9 et 16 juin. « Mais les cinq millions d'électeurs qui ont voté pour Le Pen montrent qu'il nous faut nous ouvrir à un débat sur une autre forme de République qui ne laisse personne de côté », ajoute-t-il.

► **Patrick Gaubert, président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra)**, juge que le score de Jacques Chirac est « honorable ». « Il aurait pu être meilleur, mais on revient de trop loin pour ne pas se réjouir ! », ajoute-t-il. « Les vrais problèmes

commencent aujourd'hui, en vue des législatives, où nous demanderons qu'en cas de triangulaire le candidat [de la gauche ou de la droite républicaine] le moins bien placé se désiste », afin de battre celui de l'extrême droite, qu'il appartienne au Front national ou au Mouvement national républicain (MNR) de Bruno Mégret.

► **Malek Boutih, président de SOS-Racisme**, s'est déclaré « plutôt heureux que l'on ait fait barrage à l'extrême droite ». Mais il s'est dit « inquiet pour les trois semaines à venir ». « Il ne faut pas que le front républicain et la mobilisation citoyenne soient étouffés par un retour aux discours d'avant le 21 avril, notamment sécuritaires », a-t-il estimé.

► **Mouloud Aounit, secrétaire général du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP)**, a dit ressentir un « immense soulagement » devant la défaite de M. Le Pen. Il a estimé que « la mobilisation a permis ce sursaut ». Mais il s'est aussi déclaré

« extrêmement inquiet » du score réalisé par le mouvement d'extrême droite. Il prouve, selon lui, « que le mal est profond et l'électorat frontiste fidèle ».

► **Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF)** se dit « fier du sens des responsabilités manifesté par le peuple français, qui a choisi massivement la démocratie ». Il se félicite que les Français aient « rejeté le danger que représentait Jean-Marie Le Pen, champion de l'extrême droite, antisémite, raciste et xénophobe ». Le CRIF s'inquiète cependant du nombre « encore trop important d'électeurs qui se sont égarés ».

► **L'UNEF (Union nationale des étudiants de France)** estime que « les mobilisations ont payé ». « Après avoir été écrasé dans la rue, souligné-t-elle dans un communiqué, le FN est écrasé dans les urnes ». « Le combat ne s'arrête pas là. La jeunesse de France ne baissera pas la garde », ajoute l'UNEF, qui « dénoncera toute alliance avec l'extrême droite aux législatives ».

La défaite de M. Le Pen est accueillie avec joie à l'étranger

Les pays de l'Union européenne se félicitent de cette « réponse forte de la démocratie »

DANS TOUTE L'EUROPE, au Proche-Orient, en Afrique, la défaite du Front national a été accueillie avec beaucoup de soulagement. Dimanche soir 5 mai, les messages de félicitations à Jacques Chirac ont afflué.

► **GRANDE-BRETAGNE.** Le premier ministre travailliste, Tony Blair, a salué « une victoire pour la démocratie et une défaite pour l'extrémisme et la politique répugnante que représente Le Pen ». « Je félicite le président Chirac pour ce qui semble devoir être une victoire impressionnante et méritée », a indiqué M. Blair dans un communiqué.

► **ALLEMAGNE.** Le peuple français a rejeté « sans ambiguïté » l'extrémisme, a estimé le chancelier allemand, Gerhard Schröder, dans un télégramme à M. Chirac. « Une politique de la démagogie, du mépris de nos valeurs communes et de l'abandon de l'Europe n'est pas un modèle d'avenir », M. Schröder ajoute que les citoyens européens, « en particulier en Allemagne et en France, attendent des réponses communes aux défis qui nous attendent ».

► **ITALIE.** Le président de la République italienne, Carlo Azeglio Ciampi, a salué la « vitalité de la démocratie » en France. A gauche, Piero Fassino, secrétaire général des Démocrates de gauche (DS), principal parti de l'opposition de centre-gauche, a estimé que « la France a donné une réponse démocratique forte (...). Mais tous les motifs de préoccupation et d'inquiétude suscités par les résultats du premier tour demeurent, et la gauche européenne doit prendre en compte les angoisses et les peurs qui ont poussé tant de citoyens à regarder vers la droite ».

► **ESPAGNE.** « Le Parti populaire », comme parti ayant de profondes convictions démocratiques, centristes et pro-européennes, ressent une profonde satisfaction en raison du résultat frappant du second tour de scrutin, a déclaré le responsable de la politique internationale du Parti populaire espagnol, la formation du président du gouvernement, José María Aznar. Pour M. Moradas, « le résultat du premier tour a choqué toute l'Europe »

non seulement en raison de « l'ascension météorique de Jean-Marie Le Pen », mais aussi en raison « de l'échec des socialistes français », conséquence de « leur manque de contact avec les citoyens ».

► **SUÈDE.** Le premier ministre social-démocrate suédois, Göran Persson, s'est dit « positivement surpris » et s'est félicité du « front contre les extrémistes de droite ».

► **BELGIQUE.** Le ministre des affaires étrangères, le libéral Louis Michel, a salué le « sursaut des démocrates français » et « l'attitude de Jacques Chirac qui, ni pendant sa campagne pour le deuxième tour ni avant, ne s'est jamais laissé entraîner sur les terrains minés par la démagogie et les simplismes de l'extrême droite ».

► **RÉPUBLIQUE TCHÈQUE.** La France « avance sur le bon chemin » sous la conduite de Jacques Chirac, a estimé le président tchèque, Vaclav Havel.

► **UNION EUROPÉENNE.** A Bruxelles, le président de la Commission européenne, Romano Prodi, a déclaré que « les politiques

extrémistes et isolationnistes de Jean-Marie Le Pen ont été rejetées en bloc ».

► **ÉGYPTE.** Le président égyptien, Hosni Moubarak, a estimé qu'il s'agit d'un « triomphe de la liberté et de la tolérance ».

► **MAROC.** « Le peuple français manifeste, une fois encore, avec éclat, son attachement aux valeurs de liberté, de tolérance et de fraternité qui donnent à l'humanisme français son caractère original », a souligné le souverain Mohammed VI.

► **AFRIQUE DU SUD.** « La décision claire du peuple français confirme l'attachement continu de la République française aux principes de liberté, d'égalité et de fraternité », a estimé le chef de l'Etat, Thabo Mbeki. Les résultats du scrutin « nous donnent confiance en la France comme partenaire fiable dans nos efforts pour transformer l'Afrique du Sud en un pays prospère, non racial et démocratique, enrichi par son caractère multiracial, multiethnique et multiculturel ».

LES RÉACTIONS POLITIQUES

► **Arlette Laguiller (Lutte ouvrière)** a fustigé, dans un communiqué, « les dirigeants de gauche » qui « se sont prostitués pour rien » en appelant à voter Chirac. Selon M^{me} Laguiller, qui a obtenu 5,72 % des voix le 21 avril et qui a appelé à voter blanc ou nul au second tour, « Le Pen aurait été très facilement battu avec les seules voix de la droite ».

► **Le Parti des travailleurs (PT)** estime que « tous ceux qui ont appelé à voter Chirac ce 5 mai portent et porteront la responsabilité de la politique anti-ouvrière que ce gouvernement va mettre en place immédiatement ». Le parti de Daniel Gluckstein, qui a recueilli 0,47 % des suffrages au premier tour, n'avait pas donné de consigne de vote.

► **La Ligue communiste révolutionnaire (LCR)** a appelé à préparer « dès ce soir » une large mobilisation « contre les projets rétrogrades de la droite et du Medef ». « Ce n'est en rien la politique antisociale et sécuritaire de Chirac qui a été plébiscitée », estime la LCR, pour qui c'est la « gigantesque » mobilisation populaire « dans la rue comme dans les urnes » qui a conduit à la défaite de Jean-Marie Le Pen.

► **Robert Hue, le président du Parti communiste français**, a estimé que Jacques Chirac, malgré sa large victoire, « ne peut se prévaloir d'un vote en faveur de sa personne » ni de « la politique qu'il se propose de conduire ». Le PCF appelle à des candidatures uniques à gauche aux législatives pour contrer la droite et l'extrême droite.

► **Daniel Vaillant, ministre (PS) de l'intérieur**, a salué le « sursaut civique » de la participation, supérieure d'environ 10 points à celle du premier tour, et adressé ses « félicitations » à Jacques Chirac. S'exprimant Place Beauvau moins d'une heure après l'annonce de la réélection du président sortant, M. Vaillant a estimé que le « score sans précédent » du vainqueur devrait inciter les « responsables politiques » à l'analyser et à le « prendre en compte ».

► **Marylise Lebranchu, ministre (PS) de la justice**, a qualifié, dimanche, à Morlaix (Finistère), de « grand soulagement » la victoire de M. Chirac, tout en l'estimant « injuste ». « Les législatives se feront en militant pied à pied. La remise en question est là (...). La reconquête de l'espace public, laïque, c'est à la gauche de la faire », a-t-elle déclaré.

► **Thierry Mandon, président de la Convention pour la VI^e République (C6R)** et maire (PS) de Ris-Orangis (Essonne), a estimé que l'élection de Jacques Chirac est une « victoire à la Pyrrhus ». Pour la C6R, qui se réjouit du « plébiscite républicain », le score « albanais » de M. Chirac « exprime la nécessité d'une nouvelle organisation du système politique et institutionnel ». « En attendant le bon, virons la brute et gardons le truant », conclut M. Mandon.

► **Jean-Pierre Chevènement, candidat du Pôle républicain à la présidentielle**, s'est dit « prêt à discuter avec le Parti socialiste et ses alliés pour trouver une formule d'accord » en vue des élections législatives. « Nous sommes ouverts à la reconstruction de la République, et la gauche, si elle suit ce chemin, reprendra des couleurs », a-t-il ajouté sur France 2.

► **Génération Ecologie-les Bleus (GE-les Bleus)**, le parti de Brice Lalonde, s'est félicité de la réélection de Jacques Chirac. Il l'a appelé à mettre en place « un gouvernement d'ouverture où toutes les forces réelles, y compris écologistes, seraient représentées ».

► **Christiane Taubira, candidate du Parti radical de gauche** au premier tour de la présidentielle, s'est déclarée « ravie » de la défaite de Jean-Marie Le Pen. « Ça va mieux », a déclaré M^{me} Taubira, qui s'est félicitée de « la mobilisation de la gauche ».

► **Christine Boutin (diss. UDF)**, candidate au premier tour, a salué l'élection de M. Chirac, estimant que « la confiance doit pouvoir revenir ». « Nous [le] félicitons de ce résultat porteur d'un nouvel accord entre la plus haute autorité de l'Etat, les responsables politiques de tous niveaux et les Français eux-mêmes », a-t-elle déclaré dans un communiqué.

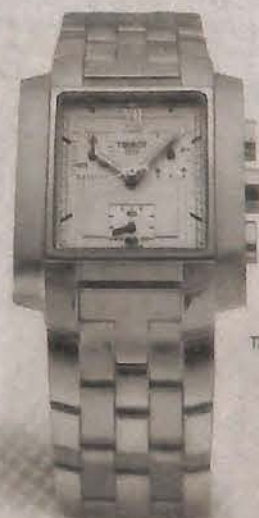
► **François Loos, président du Parti radical (composante de l'UDF)**, a appelé à « rassemblement de tous les républicains pour les législatives ».

► **Jean Tiberi, ex-maire de Paris**, s'est félicité du résultat obtenu par M. Chirac, qui « a maintenant une assise forte ». « Le président élu est celui de tous les Français, quelles que soient les intentions des uns et des autres », a commenté le député et maire (exclu du RPR) du 5^e arrondissement, rappelant qu'il avait « soutenu le président sortant dès avant le premier tour, d'une manière claire et nette ».

Menace de grève de la Coordination des généralistes

DANS UN COMMUNIQUÉ rendu public dimanche 5 mai, la Coordination nationale des médecins généralistes, qui se dit « forte de 30 000 membres », a appelé « dès à présent le nouveau gouvernement et le nouveau ministre de la solidarité et de la santé à faire preuve de sagesse et de réalisme ». Tout en se démarquant des syndicats médicaux qui ont organisé des « viaducs sans toubis » pendant les ponts du mois de mai, la Coordination nationale a annoncé sa décision de « programmer, à partir du 15 mai, la cessation d'activité illimitée ou le déconventionnement d'un ou plusieurs départements par jour ». Elle précise qu'elle suspendra son calendrier d'actions si ses revendications sont satisfaites immédiatement.

La Coordination nationale réclame notamment la consultation à 20 euros et l'indemnité de déplacement à 10 euros, l'annulation des sanctions en cours, la suppression du service de garde obligatoire et la participation aux négociations. Félicitant Jacques Chirac pour sa réélection, elle l'assure qu'« elle a bien entendu le message des promesses préélectorales ».



INNOVATORS by TRADITION

Pour obtenir l'adresse des points de vente composez le 01 53 81 22 87.

TISSOT
MONTRES SUISSES DEPUIS 1853

www.tissot.ch

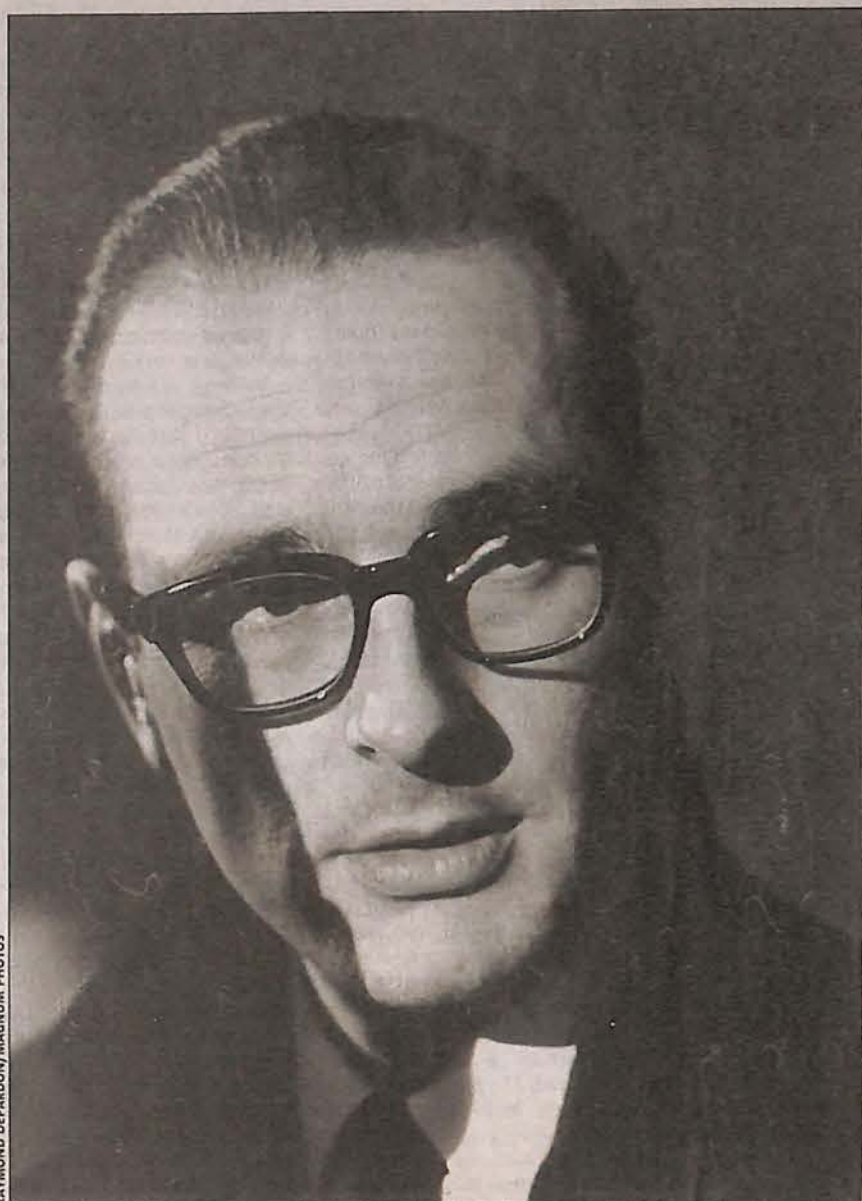
JACQUES CHIRAC

CET homme-là revient de loin. Dans vingt ans, peut-être ne gardera-t-on de ce 5 mai 2002, signant la reconduction de son mandat à l'Elysée, que le souvenir d'un score encore jamais vu lors de l'élection d'un président sous la V^e République. Mais les chiffres ne disent jamais grand-chose de ce qu'est un destin. Et celui-là ne ressemble aux autres en rien.

Jacques Chirac revient de loin, donc. D'un septennat médiocre empoisonné par des scandales politico-financiers, d'une cohabitation de cinq ans avec la gauche, résultat d'une dissolution décidée avec le seul avis d'un petit groupe de conseillers ; de cette confrontation finale avec un leader d'extrême droite haï qui, depuis tant d'années, n'a jamais cessé de l'insulter. De la solitude enfin, née, consolidée, recuite par ces trahisons, ces combats, ces défaites annoncées et ces sursauts de la dernière chance, qui ont parsemé quarante années d'une vie politique consacrée à la conquête de l'Elysée.

Il revient de loin et seuls ceux qui l'ont accompagné ces derniers jours précédant sa victoire ont pu mesurer les effets physiques de ce soulagement-là. Ils l'ont vu dès le soir du premier tour de la présidentielle, ce 21 avril où, apprenant qu'il serait désormais confronté au président du Front national, Jean-Marie Le Pen, après la défaite de son rival socialiste Lionel Jospin, Jacques Chirac a soudain compris qu'il avait d'ores et déjà gagné. « Il a pris, en quelques secondes, une longue inspiration de tout son être », remarque Nicolas Sarkozy, qui l'a toujours, avec agacement parfois, attentivement observé, « comme s'il retrouvait l'air après une plongée en apnée ».

L'image est sans doute juste. Car au regard des sept années qui ont précédé, Jacques Chirac pourrait presque faire figure, à 69 ans, de miraculé. Oh, bien sûr, si l'on



RAYMOND DEPARDON/MAGNUM PHOTOS

Jeune, il craignait l'ennui par-dessus tout. Réélu après une carrière politique semée de revers et d'amitiés trahies, le président s'est forgé un destin d'exception

assez combien les mères sont importantes dans le parcours d'un homme ambitieux. François Mitterrand, à la fin de sa vie, parlait encore de la sienne avec dévotion. Dans la légende familiale chiracienne, Marie-Louise est le premier moteur de l'ascension. Il garde de cet amour-là une confiance à toute épreuve. Le goût de plaire. La volonté de l'emporter, même au prix de deux ou trois gros mensonges. Mais peut-être aussi une longue difficulté à s'émanciper, qui frappe lorsqu'on regarde la vie politique.

Car c'est la politique qu'il choisit vite. Non pas qu'il développe un fort esprit militant à Sciences-Po, puis à l'ENA. Mais c'est au fond la seule chose « convenable » qui lui permette de vivre aussi l'aventure. La guerre d'Algérie, qu'il a faite comme sous-lieutenant, lui a en effet laissé le goût des émotions fortes. La seule chose qui lui fait peur, désormais, c'est l'ennui. Il va donc s'arranger pour garder un subtil équilibre entre ses aspirations bourgeoises et son envie de conquête. Juste avant de partir en Algérie, il a épousé Bernadette Chodron de Courcel,

Queuille est le grand-père de la femme de Jérôme Monod, à l'époque patron de la Datar. Il lui demande de le lui présenter. Queuille, en bon radical, n'aime ni les gaullistes ni les pompidoliens. Mais le jeune homme lui fait un tel cinéma... Il est adoubé. Part en campagne. Neutralise ses adversaires. Visite les cent dix-sept communes de la circonscription. Promet monts et merveilles. Il est élu et Pompidou bluffé. Quelques semaines après, en 1967, il est secrétaire d'Etat aux affaires sociales chargé de l'emploi. Chirac fait désormais partie de cette génération de nouveaux gaullistes dont la référence n'est plus directement de Gaulle lui-même, mais celui qui sera son successeur à l'Elysée, Georges Pompidou.

Il va connaître, dans ces années-là, beaucoup de ceux qui vont compter ensuite dans sa carrière politique. Son actuel conseiller politique à l'Elysée, Jérôme Monod, donc. Il en fera, moins de dix ans plus tard, le secrétaire général du RPR avant de le propulser à la tête de la Lyonnaise des eaux, l'entreprise qui fournit alors en eau potable bon nom-

UNE AMBITION AU SOMMET

regarde l'ensemble de son parcours, le « miracle » a été maintes fois réédité, tant il est vrai qu'aucun homme politique de la V^e République – exception faite, sans doute, de François Mitterrand – n'a été autant de fois donné pour politiquement mort avant de finalement l'emporter. Mais il n'empêche que cette énergie, tout entière employée à se forger un destin, est proprement extravagante.

Ce n'est pas forcément avec cette matière-là qu'au regard de l'Histoire se forment les grands hommes. Et rien ne dit encore que Jacques Chirac aura la dimension de faire face à la situation complexe qui est celle de la France d'aujourd'hui. Mais c'est cet élan vital, cet appétit de pouvoir, ce goût des autres aussi, qui ont tissé, malgré la minceur de son bilan politique, la longévité de son aventure romanesque. Et c'est curieusement cela que tous ses rivaux, qui ont parfois été pendant plusieurs décennies la fine fleur de la politique française, ont chaque fois sous-estimé.

Si l'on reprend le cours de son étonnante histoire, c'est bien cette volonté de se hisser à un niveau que les autres ne le croyaient pas capables d'atteindre qui frappe. Et Lionel Jospin, qui l'a côtoyé pendant cinq ans – la plus longue cohabitation de la V^e République –, n'est pas le premier à n'avoir pas saisi le propre de la mécanique chiracienne. Comment aurait-il pu penser

que celui qui n'avait pas été jusque-là un grand chef d'Etat pouvait être resté un combattant hors pair ? De toutes parts, de la gauche mais aussi et surtout des rangs de la droite, montaient alors les témoignages sévères sur ce qu'a pu être, pendant tant d'années, Jacques Chirac : un homme changeant, habité d'une ou deux convictions tout au plus, peu regardant sur les moyens de parvenir au pouvoir, traître parfois à son propre camp.

Avant sa mort, l'ancien ministre Edgar Faure, qui l'aimait pourtant bien, disait encore, de sa voix zézayante : « Penser, pour lui, c'est d'abord penser à ce que pensent les autres... » Son ancien conseiller politique, Edouard Balladur, s'était présenté contre lui deux ans auparavant, en 1995, montrant ainsi en quelle piètre estime il tenait ses capacités à diriger le pays. Quand à ses prédécesseurs à l'Elysée, ils n'ont pas toujours été les moins cruels dans leur jugement. Pendant des années, François Mitterrand a douté qu'il soit tout simplement « au niveau requis » par la fonction de président. Valéry Giscard d'Estaing a longtemps soutenu, après la victoire de 1995, qu'il n'irait pas au bout de son mandat. Au plus fort des scandales financiers qui ont ponctué le septennat chiracien, c'est encore le même Valéry Giscard d'Estaing qui lâchait, méprisant, un « il finira comme Kohl » qui ne faisait pas référence au rôle du chancelier dans la réuni-

fication allemande mais bien à cette humiliation de devoir terminer sa vie politique dans un face-à-face avec les juges. Allez construire une dimension présidentielle avec cela...

C'est pourtant cet homme-là qui s'est attelé à conquérir l'Elysée puis à s'y maintenir. L'ascension fut longue et pleine de soubresauts. Mais c'est sans doute là que Jacques Chirac s'est forgé ce cuir épais qui l'a jusqu'ici placé hors d'atteinte de tous ceux qui voulaient l'abattre. Pour Chirac, le pouvoir a en effet été un long combat. La bataille de sa vie. Son démon intérieur. On n'imagine jamais tout ce qu'il faut d'énergie, de séduction et de luttes fratricides, de petites lâchetés intimes et de grands renoncements pour conquérir le sommet de l'Etat. Sur le champ de sa vie politique, c'est une longue cohorte de fidèles malmenés et un bon paquet d'adversaires, depuis qu'il s'est lancé en 1967, à 34 ans, dans son parcours électoral.

Ce n'est pas tant son père qui lui a donné ce goût-là. Abel Chirac, employé de banque devenu homme d'affaires, entretenait des rapports difficiles avec son fils et ne s'intéressait pas vraiment à la politique. « Je n'ai jamais su comment il votait », a toujours assuré Jacques Chirac. Mais pour Marie-Louise, sa mère, rien n'a jamais été trop beau pour lui. Né le 29 novembre 1932, dix ans après une petite sœur, Jacqueline, morte à 18 mois d'une broncho-pneumonie, il est l'enfant-roi. On ne dira jamais

rencontrée à Sciences-Po. Une héritière comme en rêvent les Rastignac. Son père dirige les Faïenceries de Gien et les Emaux de Briare. L'oncle a été un résistant gaulliste de la première heure. Bernadette a fait ses études dans les meilleures institutions privées. Le capital, l'histoire, l'éducation. Avec cela, un ambitieux est bien paré. La jeune femme a cru faire la même bonne affaire : le jeune Chirac est beau comme un acteur américain, « avec ce physique, il aurait pu faire n'importe quel mariage », a dit Marie-Louise à sa belle-fille d'emblée.

Il est énarque. On peut espérer la vie d'une épouse de haut fonctionnaire, de préfet peut-être. Elle va vite comprendre qu'elle s'est trompée. La Cour des comptes, corps auquel le jeune Chirac appartient à sa sortie de l'ENA, est un décor « bien trop emmerdant », dit-il, pour lui. Il s'arrange donc pour rentrer en 1962 au cabinet du premier ministre Georges Pompidou. Puis, comme il s'ennuie encore, il s'arrange pour se trouver une circonscription. Il a jeté son dévolu sur celle d'Ussel, en Corrèze. C'est la terre d'élection du pape du radicalisme, Henri Queuille. Trois fois président du Conseil, 25 fois ministre, il a donné aux Corrèziens l'habitude d'être arrosés de subventions, couverts de décorations.

Chirac a repéré que le bon docteur

bre de collectivités locales et qui finance tant de campagnes électorales... Edouard Balladur aussi, qui exerce son magistère silencieux auprès de Georges Pompidou. Les « copains » qui ont pris d'assaut, comme lui, des circonscriptions aux législatures de 1967 : Jean Charbonnel, Bernard Pons et Pierre Mazeaud, actuel membre du Conseil constitutionnel, nommé par Jacques Chirac. Et puis, surtout, un tandem de choc : Pierre Juillet et Marie-France Garaud.

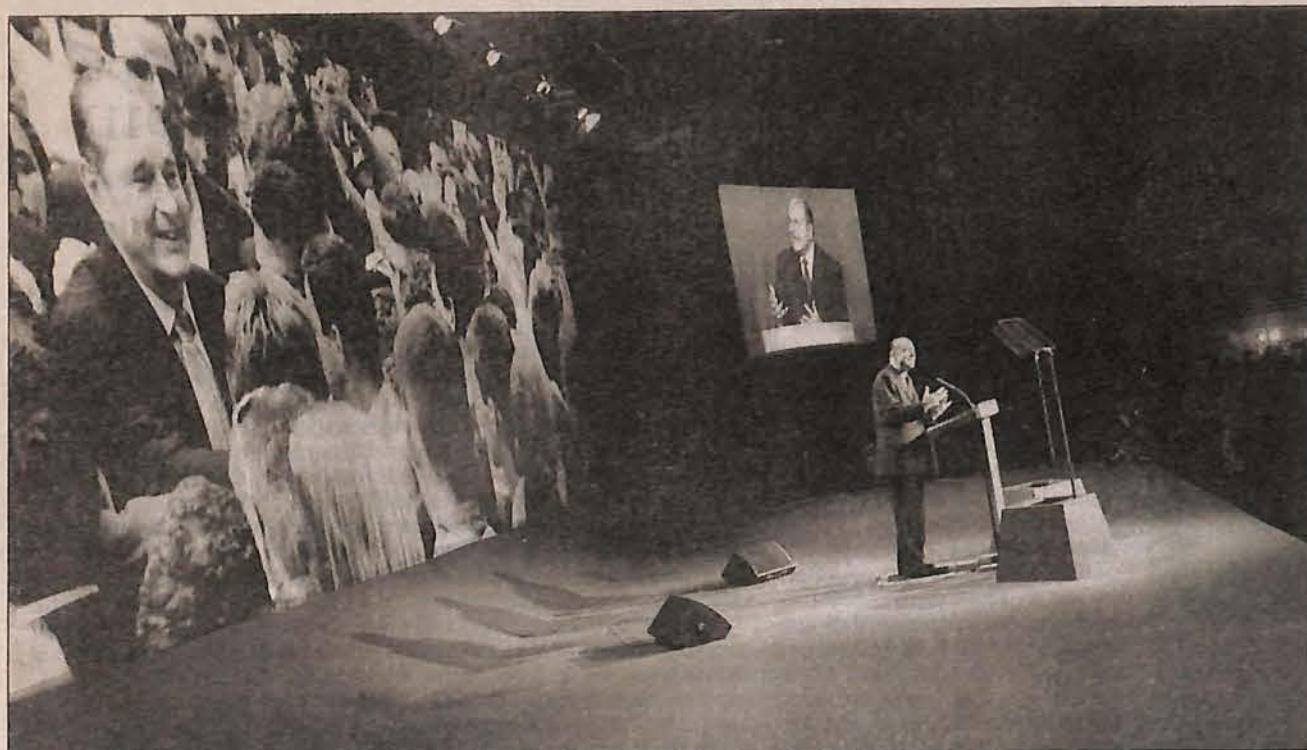
Les relations que Chirac a tissées avec eux ont tant pesé sur l'image qu'il a pu ensuite avoir qu'il faut s'y arrêter. Car Chirac est déjà, à l'époque, ce qu'il montrera ensuite : une incroyable machine à gagner qui croit avoir besoin d'un cerveau. Il peut être sûr de son instinct, de son charme, de son habileté, il dévalue systématiquement ses capacités intellectuelles. Encore aujourd'hui, Chirac raconté par Chirac possède au mieux une intelligence moyenne. A l'ENA ? « Je n'étais pas génial... » Au RPR, dans les années 1980 ? « Pour les idées, voyons Edouard... » Devant Alain Juppé ? « Il est le meilleur d'entre nous. » De Dominique de Villepin, son secrétaire général à l'Elysée ? « Quand je lis une page, il en a dévoré quatre. Il pige à une vitesse fantastique ! » Mais on ne multiplie pas de telles déclarations sans introduire le doute sur sa propre légitimité. Et ce doute commence avec sa relation au tandem Juillet-Garaud.



27 mai 1968, Paris (photo à gauche) : le premier ministre Georges Pompidou, Jacques Chirac, secrétaire d'Etat à l'emploi, et le secrétaire général de la CGT, Georges Séguy. 3 mai 1974, Paris (au centre) : Jacques Chirac et Jacques Chaban-Delmas, deux jours avant l'annonce de sa candidature à la présidentielle. 25 août 1976 (à droite) : M. Chirac vient de remettre sa démission du poste de premier ministre au président Valéry Giscard d'Estaing.



HORIZONS



3 mai, Villepinte : dernier meeting de campagne de Jacques Chirac avant le second tour de la présidentielle.

Ces deux-là sont les conseillers de Georges Pompidou et, à dire vrai, de tous ceux qui comptent à droite. Lui est un gaulliste aux accents barrésiens. Un personnage d'Ancien Régime au fond, une sorte de Mazarin, terriblement méprisant et hautain mais diablement inspiré. Elle est la séduction du pouvoir incarnée. Un sourire ravageur. Une intelligence étincelante. Une cruauté sophistiquée. C'est peu dire qu'elle a vampiré Chirac. Juillet et Garaud ont repéré tout de suite ce jeune ambitieux qu'ils vont pouvoir propulser sur le devant de la scène mais dont ils pourront tirer les fils de marionnette. Ils vont donner à Chirac ce corps gaulliste qui lui manque, lui qui, en bon élu d'une terre radicale, n'a aucune idéologie définie.

L'énergie et le charme de Chirac sont un bon terreau. Il a la poignée de main facile et franche. Après les événements de 1968, il a montré qu'il était capable de tenir sa part dans les négociations de ces accords de Grenelle qui ont remis la France au travail. Un an plus tard, lorsque le général de Gaulle a quitté le pouvoir et que Georges Pompidou est devenu président, ils en font donc un ministre avec plus ou moins de bonheur. Aux relations avec le Parlement, il est médiocre. A l'agriculture, archi-populaire. A l'intérieur, politiquement efficace pour préparer les élections. Avec la mort de Pompidou, en avril 1974, ils décident d'aller plus loin. La « nouvelle société » qu'a prononcée Jacques Chaban-Delmas, qui croit pouvoir être élu à l'Elysée, les hérisse. Chirac va devenir leur guerrier.

Ce sont eux qui imaginent la trahison de Chaban par Chirac, qui emmène 43 parlementaires gaullistes se rallier à Valéry Giscard d'Estaing. La trahison est payante : il devient en 1974, à 41 ans, l'un des plus jeunes premiers ministres du plus jeune président de la République. Les cadavres en disent parfois long sur la psychologie d'un assassin. Et Chaban est le premier mort de Chirac. Talonné par ses jockeys, Chirac a quitté Matignon sur un coup d'éclat en 1976. Il a juré à Giscard qu'il était saturé de pouvoir, au bord de la dépression, décidé à abandonner la politique.

En fait, il a tout bonnement décidé de devenir le chef du mouvement gaulliste. Pour ce faire, il a repéré quelques lieutenants qui peuvent l'aider, parmi lesquels Charles Pasqua. Celui-là est un as des manœuvres de couloirs et des urnes bien remplies. Ils dérobent le mouvement à la barbe des barons gaullistes et fondent le Rassemblement pour la République.

Puis il s'attaque à Paris. Pour un Rastignac, c'est un début à tout. Et Chirac a compris que ce serait un formidable tremplin politique. La capitale a changé de statut administratif. Elle a des moyens financiers énormes. L'Hôtel de Ville est prestigieux. Il s'y met comme il sait le faire. Trois marchés le matin. Un quartier entier

l'après-midi. Une commerçante lui résiste ? Il lui achète aussitôt quelque chose, une paire de chaussures, un vase, n'importe quoi, pourvu qu'elle soit conquise. Il y forge la légende chiraquienne du bulldozer électoral. Et, surtout, il met la main sur un véritable trésor de guerre qui va lui permettre pendant les vingt ans suivants de s'assurer un train de vie politique de premier ministre, avec des dizaines de collaborateurs de haut niveau, parmi lesquels un paquet de jeunes énarques, notamment, Alain Juppé, et des moyens financiers quasi illimités. Les giscardiens n'ont même pas compris ce qui leur arrivait. Ils vont bientôt réaliser l'ampleur des dégâts.

Sur le plan idéologique, Chirac est toujours aussi « contrasté ». En créant le RPR, il a évoqué son désir de construire un « travailisme à la française ». Mais le voilà qui, lors des élections européennes de 1979, fustige ce Giscard d'Estaing, européen convaincu, qu'il accuse d'être au fond le militant du « parti de l'étranger ». Cela crée un tel scandale que Pierre Juillet et Marie-France Garaud, qui sont à l'origine de cet hallucinant appel lancé depuis l'hôpital Cochin, où Chirac se remet d'un grave accident de voiture, n'y survivront pas. Mais maintenant ?

Voici le deuxième assassinat qui approche. Depuis 1976, Giscard se méfie de Chirac : « Ce type-là est capable de tout », dit-il. Il a raison. Chirac se présente non seulement au premier tour de la présidentielle de 1981, mais il n'appelle que du bout des lèvres à voter Giscard au second tour. Le soir du 10 mai 1981, au siège du RPR, la plupart des cadres ont voté François Mitterrand. Giscard ne s'en relèvera

me coup de poignard de Chirac contre les représentants de son camp laisse des traces au sein des électeurs de droite. Il faut l'avoir à l'esprit pour comprendre la haine qui a ensuite divisé RPR et UDF pendant près de vingt ans. Mais tant que Chirac règne en maître, il s'en moque éperdument. Une seule chose le préoccupe : il croyait que les socialistes ne tiendraient pas trois mois. Et voilà que François Mitterrand s'avère beaucoup plus coriace qu'il ne le pensait. Il a plus que jamais besoin d'un programme, d'une philosophie politique pour le vaincre.

Depuis le départ du tandem Juillet-Garaud, il a fait revenir auprès de lui cet Edouard Balladur rencontré chez Pompidou. Balladur est tout le contraire de Chirac. Il est réfléchi quand l'autre parle comme une mitraillette. Il lit volontiers les penseurs économiques quand Chirac préfère l'action. C'est en partie lui qui va donner à Chirac sa stature d'homme d'Etat en le poussant, notamment, en 1992, avec Jérôme Monod et Jacques Friedman, à dire oui au traité de Maastricht, qui instaure la monnaie unique européenne. Chirac deviendra à partir de là un Européen convaincu. Pour l'heure, Edouard Balladur va bâtir le nouvel engouement politique du RPR pour le libéralisme. Chirac n'a pas du tout vu la contradiction qu'il pouvait y avoir à prôner successivement le travailisme, la lutte contre l'Europe, le pragmatisme radical et maintenant cet ultralibéralisme qui louche vers les succès américains de Ronald Reagan. Ses adversaires moquent cette démagogie et ce manque de conviction mais ses amis louent « sa formidable disponibilité intellec-

pendant les deux ans de leur cohabitation, il comprend qu'il n'est pas prêt.

La défaite de Chirac va être sévère. Sans appel. Humiliante. Pendant tout l'été 1988, Chirac promène dans les couloirs de l'Hôtel de Ville une mine de six pieds de long. Du désaveu cinglant qu'il vient de subir, il ne dit rien. Mais Bernadette a résumé cette souffrance de la manière la plus juste : « Décidément, les Français n'aiment pas mon mari... » Le fils adoré de Marie-Louise n'est pas aimé ? Il va falloir que cela change. Un soir, il reçoit ses collaborateurs pour leur confier : « Je dois repartir. Je n'ai pas le choix. Acceptez-vous de m'aider ? » Faut-il ne pas s'imaginer d'autre destin quand tout, pourtant, pourrait vous pousser à bifurquer vers autre chose...

DANS la solitude qui suit les défaites, le clan Chirac s'est ressoudé. Bernadette, d'abord, qui, malgré les incartades de son mari, continue à recevoir ses alliés politiques et à le remplacer dans bien des manifestations officielles. Mais aussi sa fille cadette, Claude. Depuis le milieu des années 1970, les Chirac vivent une tragédie intime dont ils parlent peu. Leur fille aînée, Laurence, est malade. Une anorexie grave qui leur a fait remuer ciel et terre pour trouver les médecins qui pourraient la guérir. En vain. Peut-on mesurer plus cruellement la relativité du pouvoir ? Laurence vit en retrait du milieu que fréquentent ses parents. Et Claude, la cadette, voudrait se donner une utilité. Les collaborateurs de Chirac voient donc d'abord dans son arrivée au sein du cabinet, à l'Hôtel de Ville, les effets de la culpabilité d'un père qui voudrait au moins rattrapper les choses avec sa cadette. Elle va devenir l'un des éléments les plus essentiels de la galaxie chiraquienne.

Car Jacques Chirac a décidé de reconquérir les Français et il s'y prend méthodiquement. A partir de la fin de 1988, il entreprend de reconstruire son image, consulte les meilleurs conseillers en communication, apprend à maîtriser la télévision. Et, surtout, débute ses plongées en province qui vont faire son succès. Une fois par mois, il part avec Claude passer deux jours dans un département français, à la rencontre de chefs d'entreprise, de présidents d'association, d'artisans. Il substitue au dessein qu'il pourrait avoir pour la France le désir d'embrasser tous les Français.

Sur le plan politique, les choses ont été magnifiquement arrangées. Très vite, il a compris que les scandales du mitterrandisme finissant obéraient les chances de la gauche de l'emporter aux législatives de 1993. Depuis 1988, il tente de maintenir un mur presque étanche pour empêcher toute alliance avec le Front national. Il mène la droite à la victoire dans une campagne de rouleau-compresseur. Mais il a décidé de laisser reposer sa victoire. La cohabitation de 1986 l'a humilié. Mieux, il en a tiré la certitude que celui qui tient Matignon ne peut ensuite parvenir à emporter l'Elysée. « C'est un boulot de chien, dit-il du rôle de chef de gouvernement, on n'a pas le temps de penser. » Il a donc tout prévu : Edouard Balladur, son conseiller le plus proche, « le meilleur », a dit comme toujours Chirac, ira à sa place. Malgré les mises en garde d'Alain Juppé, de Philippe Séguin, de Giscard même, qui n'en revient pas de voir son ancien « meurtrier » prêt à mettre en place ce Balladur dont il ne doute pas que Matignon lui donnera des ambitions présidentielles. Chirac ne veut rien entendre. Charles Pasqua, qui s'est éloigné parce qu'il ne souffre plus de voir l'engouement de « Jacques » pour « Edouard », résume alors les choses : « Chirac a décidé de jouer à la roulette belge. Celle où l'on place six balles dans le barillet. »

L'enfer va commencer. Car jamais défection n'aura été plus rapide et plus complète que celle des anciens supporters de Chirac. Tout se passe comme s'il payait soudain sa négligence volontaire à l'égard des idées et ses « meurtres » passés. Les députés UDF, qui n'ont pas digéré 1981, se jettent dans les bras du nouveau premier ministre. Les élus RPR les suivent par dizaines. Nicolas Sarkozy est devenu ministre le plus en vue en même temps que son

stratège. Patrick Devedjian est son porte-parole. Jusqu'à Michel Roussin, l'ancien directeur de cabinet du maire de Paris, qui connaît tout des secrets politiques et financiers des Chirac et qui a fini pourtant par se lasser et a accepté un ministère. Ils peuvent bien tutoyer depuis dix ans Chirac, ce qu'ils aiment avant tout, c'est pouvoir respecter Balladur. On connaît la suite. La vogue balladurienne et la solitude absolue de Chirac. La stratégie de pouvoir mise en place par Edouard et la « fracture sociale », ce concept miraculeux adopté par Jacques afin de repousser sur sa droite son rival. Le déclin de l'un et la remontée de l'autre. La victoire du 7 mai 1995 et cette absence de réconciliation avec les balladuriens qui a tout compromis.

Plusieurs hommes et femmes ont émergé de cette période. Dominique de Villepin, beau hussard lyrique dont Chirac a fait dès 1995 son secrétaire général à l'Elysée. Claude Chirac, devenue désormais l'incorruptible conseillère en communication de son père. Du camp des battus, on retiendra surtout Nicolas Sarkozy, le seul à avoir transformé son rôle de traître en celui de brillant et agaçant baron de la droite. Mais c'est dans le camp des vainqueurs que Chirac a trouvé le nouvel élément de tandem : Alain Juppé. Il a retiré de cette période une relation exceptionnelle avec Chirac, qui a trouvé en lui ce cerveau qu'il cherche, ce fidèle qui lui manquait, et peut-être ce dauphin qu'aucun homme politique n'espère jamais vraiment.

Edgar Faure, qui l'aimait pourtant bien, disait de Chirac : « Penser, pour lui, c'est d'abord penser à ce que pensent les autres... »

C'est aussi à la solidité de ce duo, à son enfermement peut-être, que l'on doit les débuts manqués du septennat de Jacques Chirac. Car Juppé à Matignon est un fusible que Chirac n'a jamais accepté de faire sauter. Malgré les mouvements sociaux de 1995. Malgré les soubresauts de la droite. Malgré son rejet par l'opinion. C'est en partie pour le maintenir qu'il a engagé la dissolution de 1997. Désastreuse dissolution, soldée par la victoire de la gauche, qui vaudra à l'Elysée de recevoir un courrier acerbe par sacs entiers.

Cinq ans de cohabitation n'ont pourtant pas entamé le démon du pouvoir chiraquien. Peut-être, tout de même, les échecs politiques, la minceur de son bilan, les instructions menées par les juges l'ont-elles rendu seulement plus incertain sur sa réélection. « Les socialistes ont un boulevard devant eux », a très vite jugé Alain Madelin. Lionel Jospin donne pourtant quelques belles armes à Jacques Chirac. Et d'abord ce quinquennat dont il pousse l'adoption alors qu'il sert au premier chef ce président de 69 ans qui, s'il porte encore beau, a bien conscience que les Français calculeront qu'un nouveau septennat l'amènerait à l'Elysée jusqu'à 76 ans... Puis cette inversion du calendrier électoral qui va pousser la Gauche plurielle à se diviser. Chirac, lui, croit surtout que l'orgueil du premier ministre le perdra.

Les moins de 20 % obtenus par Jacques Chirac au premier tour de la présidentielle de 2002 sont pourtant le résultat de tout ce passé. Le résultat des déceptions et de l'exaspération devant le bilan du septennat, mais aussi de la fidélité de cet électeur qui l'a toujours jugé si sympathique et si humain. Le score du second tour est celui des circonstances. Mais il est à l'image, dans son extravagance même, de l'aventure étonnante de celui qui revient pour cinq ans à l'Elysée.

Raphaële Bacqué

C'est cet élan vital, cet appétit de pouvoir, ce goût des autres aussi, qui ont tissé, malgré la minceur de son bilan politique, la longévité de son aventure romanesque

pas. « Si vous vous présentez contre moi, vous laisserez du venin », avait-il dit à Chirac. Il ne croyait pas si bien dire. Vingt ans après, le venin est intact dans la chair de l'ancien président. Ce n'est pas tant l'ascension de Chirac qu'il ne digère pas. C'est la façon dont il l'a tué. Car Chirac n'y est pas allé de main morte. Il a laissé Charles Pasqua organiser le dénigrement systématique de la campagne giscardienne. Alors que *Le Canard enchaîné* a révélé que l'empereur de Centrafrique Bokassa avait offert au président des pierres précieuses, les Pasqua boys ont apposé nuitamment, sur les affiches du candidat, juste à la place des yeux, des diamants autocollants...

Après la trahison de Chaban, ce deuxi-

tuelle ». La droite gagne les élections législatives de 1986, Chirac devient premier ministre, Balladur, en charge de l'économie, fait figure de vice-premier ministre, on lance les privatisations et roulez jeunesse ! C'est si bon d'être en action.

Seulement Chirac a rencontré son maître. François Mitterrand, président démuné de pouvoir par la cohabitation, n'a rien perdu de son acuité politique. Sans doute a-t-il perçu en Chirac un potentiel. « Peut-être cet homme lisse dont le regard s'isole quelquefois va-t-il sortir du rôle où il enferme sa carrière, a-t-il écrit en 1976, peut-être va-t-il prendre une autre mesure de ce qu'il est, de ce qu'il peut. » Mais lorsqu'il le voit face à lui, au conseil des ministres,

25 mars 1987, Paris (photo de gauche) : Jacques Chirac et François Mitterrand sous l'Arc de triomphe lors de la cérémonie du 30^e anniversaire de l'Euro.

6 mars 1993 (à droite) de gauche à droite : Bernard Pons, Philippe Séguin, Edouard Balladur, Jacques Chirac, Alain Juppé et Charles Pasqua aux assises du RPR.



DANS LA PRESSE FRANÇAISE

LE FIGARO

Jean de Belot

Si le président de la République a obtenu les suffrages de quatre électeurs sur cinq, rarement la cohésion nationale n'a paru si faible, rarement l'avenir du pays n'a semblé si incertain. Les électeurs ont donné pour l'avenir une feuille de route aux termes clairs, dans la droite ligne de celle qui avait porté Jacques Chirac à l'Élysée en 1995. Il avait dès cette campagne compris la réalité du pays. C'est donc là que le président doit reprendre le fil de son parcours. Car les questions de la France d'aujourd'hui sont en fait les mêmes que voici sept ans. En désormais plus graves, plus ardues, plus dangereuses. L'Histoire lui donne, cette fois, la responsabilité d'écrire une page susceptible de l'y faire entrer.

LIBÉRATION

Serge July

Jacques Chirac est réélu. Mais son talent s'arrête là : il a rassemblé une écrasante majorité de Français dans un référendum qu'il n'avait pas anticipé. Ce référendum impromptu a été gagné par le peuple français. Et la fonction présidentielle sort de l'épreuve un peu plus minoquée. Le vainqueur est en effet le premier président élu sans majorité présidentielle. Ce deuxième tour confirme le changement fondamental qui s'est opéré dans la pratique des institutions depuis la première cohabitation : l'élection présidentielle n'est plus l'échéance décisive. Désormais, ce sont les rendez-vous législatifs qui déterminent les pouvoirs du chef de l'Etat : le plein exercice du pouvoir ou le placard.

LA TRIBUNE

Philippe Mudry

Les mesures promises seront prises rapidement, n'en doutons pas, mais comment seront-elles élaborées, reçues sur le terrain et appliquées ? Là réside le défi essentiel. A mesure que les exigences de la mondialisation et de la construction européenne s'imposent davantage aux gouvernements, la voix de ceux qui subissent les conséquences de leurs décisions mais qui ont le pouvoir de les sanctionner se fait moins entendre. C'est à une véritable refondation de l'Etat, passant par une redéfinition des pouvoirs aux niveaux européen, national et local que Jacques Chirac devra présider et à laquelle il devra, s'il veut combler le fossé qui se creuse, faire adhérer les Français.

LA CROIX

Bruno Frappat

Depuis hier soir, comment ne pas constater, et éprouver, un soulagement démocratique ? Une grande partie du peuple s'est ressaisie, mobilisée à la rescousse de la France. Elle a mesuré les enjeux de ce qui nous guettait : déclin, abaissement, fermeture, tromperie, régression, dépression. La France a meilleure mine. Qu'elle n'oublie pas la peur qu'elle s'est faite et sache dialoguer, sans haine, avec la partie d'elle-même qui, jusqu'au bout, aura cru à la valeur de l'enfermement.

Hommage inattendu du « Financial Times » à Jospin

Le quotidien de la City tempère sa satisfaction après l'élection de Jacques Chirac par l'« énorme soulagement » que Le Pen n'ait été qu'« un populiste vieillissant au programme économique incohérent »



RÉJOUISSONS-NOUS, mais pas trop : telle est, en substance, le conseil que le *Financial Times* fait partager à ses lecteurs lundi 6 mai, après « la retentissante victoire » de Jacques Chirac, dans un éditorial intitulé : « Pas de quoi pavoiser ». Bien sûr, constate le quotidien britannique, le rejet massif des idées xénophobes de Jean-Marie Le Pen suscite « un énorme soulagement non seulement en France mais partout en Europe ». Pourtant, ajoute-t-il aussitôt, le résultat ne devrait mettre personne à l'aise. Car le fait que tant d'électeurs français aient soutenu « un populiste vieillissant au programme économique incohérent » devrait suffire à « donner l'éveil dans toutes les chancelleries d'Europe ».

La France devrait être la première à s'alarmer. « Il y a dans ce pays un plus grand soutien pour l'extrémisme politique que dans n'importe

quelle autre démocratie européenne. On devrait y faire preuve d'un peu plus d'humilité avant de chapitrer l'Autriche ou l'Allemagne à propos de leur propre extrême droite ». D'autant, estime le *FT*, que si M. Le Pen avait été « un candidat plus crédible, il aurait pu provoquer de bien plus grands ravages ». Revenant sur les rai-

sons de la montée de l'extrême droite en France, il poursuit : « Les électeurs se sentent dans un état d'insécurité sociale, économique et politique. Ils jugent que les vieux politiciens sont déconnectés de cette réalité. Le manque de programmes politiques et de choix clairs avive ce sentiment. »

PERFORMANCE ÉCONOMIQUE

Il est rare que le journal préféré de la City rende hommage à l'action et au comportement d'un dirigeant socialiste. C'est pourtant ce qu'il fait lundi, à l'égard de Lionel Jospin, et sous la signature de son correspondant à Paris, Robert Graham. Le premier ministre sortant, écrit-il, « quitte la scène politique comme le roi Lear de Shakespeare, en étant plus à plaindre qu'à blâmer ». Il y a quelque chose de tragique dans le destin de cet homme politique qui a gouverné son pays

avec intégrité et compétence pendant cinq ans et qui disparaît du paysage si brutalement. En l'espace de deux semaines, il est presque devenu une non-personne, se réfugiant depuis quelques jours dans un silence à peu près total. Les livres d'histoire rappelleront avec sévérité l'arrogance avec laquelle il a conduit sa campagne et s'est trompé sur l'humeur de l'électorat, mais ils jugeront avec beaucoup plus de bienveillance ses années de pouvoir. »

Car, note le *Financial Times*, orfèvre en la matière, « la performance économique de la France » pendant les années Jospin « fut meilleure que celle de tout autre pays européen, grâce à un bon équilibre entre la progression de la consommation intérieure et une hausse modeste des dépenses publiques ». En tant que réformateur, M. Jospin « était hanté par l'expérience du gouvernement précédent, celui d'Alain Jup-

pé ». Ce qui ne l'a pas empêché, rappelle le journal, de mener à bien une série de réformes : l'introduction des 35 heures, le gel du développement des centrales nucléaires, la loi sur la parité, l'autonomie limitée pour la Corse.

Élevant le débat, le *FT* avait tiré d'avance la leçon de ces deux semaines hors du commun que la France vient de vivre. En conclusion d'un éditorial paru à la veille du scrutin et empruntant son titre à la célèbre phrase où Winston Churchill décrivait la démocratie comme « le pire des systèmes à l'exception de tous les autres », le journal ajoutait : « Churchill avait raison, mais à condition que les partisans de la démocratie la renouvellent continuellement ».

Jean-Pierre Langellier

★ www.news.ft.com

La presse de province salue la résistance du « camp républicain »

Soulagés par l'écrasante victoire de Jacques Chirac, les éditorialistes s'interrogent sur l'attitude du président réélu

LE SOULAGEMENT de la presse quotidienne régionale est manifeste au lendemain de l'élection présidentielle et du net coup d'arrêt infligé au candidat du Front national. « Ne boudons pas notre plaisir d'être pleinement français », proclame Jean-Claude Souley dans *La Dépêche du Midi*. Ce refus de l'extrême droite, « c'est d'abord la victoire du peuple français », qui « a redonné à la France une image conforme à son histoire, à ses valeurs, à l'idée qu'elle se faisait d'elle-même ». Dans *L'Alsace*, Francis Laffon souligne qu'« une digue avait sauté, le 21 avril, mais la suivante a résisté, et bien résisté. Le camp républicain, dans son ensemble, est renforcé ».

Filant la métaphore, Pascal Arnaud, de *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, rappelle qu'« on aurait tort de croire le dan-

ger [de l'extrême droite] disparu ». « Le second tour endigue les effets du premier, mais il n'abolit pas le flot. » La réaction est semblable au *Télégramme de Brest*, où Hubert Coudurier estime que « Le Pen constitue un repoussoir idéal, permettant à la fois de prendre la mesure des frustrations sociales, sans pour autant constituer le remède aux maux qu'il dénonce. Reste que ces angoisses sont bel et bien là, qu'elles pourrissent le tissu social du pays et que la fracture que dénonçait Jacques Chirac en 1995 n'a guère été résorbée ».

Pour François-Régis Hutin, à *Ouest-France*, il ne faut pas que les électeurs du FN soient marginalisés, car « ces électeurs sont des Français comme les autres, attachés autant que les autres à notre pays ». « Aujourd'hui, l'heure est à la compréhension pour tous, à

l'écoute de tous », conclut-il. De manière générale, les quotidiens régionaux s'accordent aussi pour rappeler à Jacques Chirac les défis qui l'attendent. Pour Alain Plombat, du *Midi libre*, « de tous les succès électoraux de Jacques Chirac, ce dernier triomphe, paradoxalement, est celui qui appelle le plus de discernement ». Cette victoire l'« oblige à un devoir de mémoire ». Elle le contraint à la plus délicate mutation de sa trajectoire personnelle. Il lui faudra agir après avoir tant promis, il faudra prouver après avoir tant critiqué. »

Le rédacteur en chef de *La Voix du Nord*, Philippe Caron, appelle, pour sa part, Jacques Chirac à « être un nouveau président », capable d'inventer « une nouvelle façon de gouverner. Avec moins de marketing de communication et plus de force de conviction et de per-

suasion. » « Pour historique qu'elle soit, cette victoire qu'on annonçait sans risque comporte potentiellement pour [Jacques Chirac] tous les risques politiques. Le plus important serait de confondre le message d'un premier tour, qui le plaçait certes en tête de tous les candidats, et le sens du second, qui lui assure cette élection de maréchal », commente pour sa part l'éditorialiste de *La Provence*, René Gérard.

Le président sortant a en effet bénéficié d'un contexte bien particulier, souligne Olivier Picard, des *Dernières Nouvelles d'Alsace* : « 80 % de participation pour un scrutin d'où le candidat socialiste était exclu, c'est une performance démocratique exceptionnelle. Car si le pays tout entier s'est dressé contre l'extrême droite, la gauche a fait preuve, il faut le souligner, d'une loyauté impeccable. Savoir voter

pour un adversaire au nom de la défense des libertés n'était pas si évident, même si ce geste constituera, à n'en pas douter, un atout pour les échéances futures. »

Enfin, l'attention des éditorialistes est déjà tournée vers les législatives du mois de juin. Pierre Taribo, qui dans *L'Est républicain* appelle Jacques Chirac à « mener une véritable politique de rassemblement », craint déjà que « la perspective des élections législatives incite plutôt les élus-majors à renouer avec leurs calculs de boutiquiers ». Mais, comme le souligne *La Dépêche du Midi*, ces élections « constitueront bel et bien un troisième tour à quatre ou double, ce sont elles qui nous diront si, à 82 %, le roi est nu. Ou non. »

Vincent Fagot
lemonde.fr

Le raz-de-marée Chirac vu par la presse européenne

« L'Europe respire », mais la réélection du président français est loin de faire l'unanimité

LES QUOTIDIENS européens ont accueilli la réélection de Jacques Chirac avec un mélange de soulagement et d'inquiétude. En Belgique, *La Dernière Heure* évoque « un score stalinien pour un président par défaut ». *La Libre Belgique* (centre droit) écrit que « Chirac gagne bien sûr haut la main », mais « la France reste malade de l'extrême droite » et « ses voisins conservent des raisons de redouter, chez eux, la répétition de ce que l'on appelle le syndrome du 21 avril ». Pour le journal flamand *De Standaard*, « l'électeur français a dit qu'il ne voulait pas de quelqu'un qui prône l'intolérance », mais « il est cynique, absurde et déplorable

qu'un opportuniste éblouissant par les scandales soit devenu le symbole de la tradition républicaine ».

En Allemagne, la *Berliner Zeitung* titre sur « le vote de la mauvaise conscience », tandis que *Die Welt* (centre droit) juge que « ces résultats montrent que les forces démocratiques françaises restent bien vivaces ». La *Süddeutsche Zeitung* ajoute que c'est « Le Pen qui a, malgré lui, uni la France ».

En Grande-Bretagne, le *Daily Telegraph* (droite) écrit en français que, plus ça change, « plus c'est la même chose », et estime que « la campagne du perdant a mis fin à l'apathie politique ». Le *Guardian*

(gauche) analyse : « Si un nouveau fascisme n'a pas triomphé, il n'a pas échoué non plus (...). Il s'agit d'un courant profond qui gagne en force, comme une tumeur qui grossit sur le flanc de la société française ». Le tabloïd *The Sun* ne fait pas dans la nuance : « C'est Chirac, mais ça empest. »

En Espagne, *El Mundo* (centre droit) est euphorique : « La France freine Le Pen, l'Europe respire soulagée. » *ABC* (droite) rend hommage à « discours écœuménique » de M. Chirac. *El País* (centre gauche) considère en revanche celui-ci comme « un président privé de crédit pour une république agoni-

sante ». Comme *El Mundo*, il s'inquiète des dangers d'une nouvelle cohabitation.

En Italie, *La Repubblica* salue « le plébiscite pour Chirac » mais estime que « la blessure n'a pas été effacée ». « Les problèmes demeurent », ajoute *La Stampa*. *Il Giornale* titre « Plébiscite contre l'homme noir » et « le spectre de la cohabitation revient ». Le quotidien du frère de Silvio Berlusconi éditorialise aussi sur « L'occasion de la droite ».

Patrice de Beer
avec nos correspondants
à Berlin, Bruxelles, Londres,
Madrid et Rome

SUR LE NET

Les documents cités sont accessibles à l'adresse www.lemonde.fr/surlenet

Législatives

■ La brochure « L'Assemblée nationale, organisation et fonctionnement » décrit le mode d'élection des députés.

www.assemblee-nat.fr/elections/fiche.asp

■ France-Politique retrace l'évolution de l'effectif des différentes familles politiques à l'Assemblée sous la cinquième république. <http://francepolitique.free.fr/AN5bis.htm>

■ Le Cevipof a mis en ligne les cartes d'implantation politique des différents partis et regroupements politiques pour le premier tour de l'élection législative de 1997 en France métropolitaine.

<http://elections2002.sciences-po.fr/Carlo/1971ndx.html>

■ La France électorale publie les cartes des résultats du premier tour par candidat et par famille politique, en échelles absolue et relative et par circonscription législative.

www.eludefrance.net/cartes2002.htm

■ L'Insee fournit les données du recensement de la population française de 1999 en faisant correspondre ses résultats avec les circonscriptions électorales.

www.insee.fr/fr/ffc/circo_leg/accueil_leg.htm

■ La publication des résultats nationaux du recensement permet la comparaison avec les situations particulières.

www.insee.fr/fr/ffc/circo_leg/catpop.pdf

■ Le site de l'Assemblée nationale donne accès à l'ensemble des textes qu'elle a adoptés pendant la dernière législature ainsi qu'au compte-rendu des séances.

www.assemblee-nationale.fr/ta/

et www.assemblee-nationale.fr/cra/

■ Le site Mon-deputé.com fait correspondre aux lois adoptées la liste des députés qui les ont voté et à chaque député son vote pour chaque loi, approuvée ou rejetée.

www.mon-depute.com

vincent.truffi@lemonde.fr

FUTONS OMOTÉ LA RÉFÉRENCE

CONFORT, MAINTIEN ET DOUCEUR DES PRIX

LE VRAI FUTON :
MATELAS de fabrication traditionnelle, 100% coton, fait main pour un parfait maintien

INTERNET : www.omote.fr - RENSEIGNEMENTS : appel gratuit

N° Vert 0 800 44 30 30

Abonnez-vous au Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :

LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois par prélèvement automatique.

☐ M. ☐ Mme Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Offre valable jusqu'au 30/06/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal.

201MQPAE

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde.

Je resterais libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : _____

Signature : _____

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR
N° 134031

Organisme créancier : **Société Editrice du Monde**

21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom : _____

Prénom : _____

N° : _____

Code postal : _____ Ville : _____

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT

DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

N° : _____

Code postal : _____ Ville : _____

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

Code Etablissement : _____ Code Guichet : _____ N° de compte : _____ Clé RIB : _____

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc. :
Téléphonez au 01-44-97-54-54 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 € TTC/min)

Le Monde (USPS-009729) is published daily for \$ 692 per year *Le Monde* 21, bis rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518

Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2983 USA - Tél. : 800-426-50-03

République oblige

Suite de la première page

Grâce à un vote républicain dont l'énoncé et la clarté montrent la force de l'obligation faite à Chirac par ses concitoyens. République oblige.

La situation née du scrutin du 5 mai est en effet inédite : Jacques Chirac est désormais l' élu de huit Français sur dix ; il incarne un choix de société commun à toutes celles et ceux qui continuent de croire à la devise républicaine ; il est donc élu sur des principes et non réélu sur son projet ; élu au moins autant, sinon plus, par la gauche que par la droite, car cette dernière ne pourrait être, en France, nettement majoritaire qu'avec les voix de l'extrême droite.

A situation inédite, président inédit : il revient à celui qui a une si longue carrière politique derrière lui d'inventer, d'innover s'il ne veut pas que l'élan du 5 mai se dissipe. Pour l'heure, Jacques Chirac est entre deux infinis : il est celui qui, au premier tour, de toute la Cinquième République, a rassemblé le plus petit nombre de suffrages sur son nom et sur son projet propre ; il est aussi celui qui, au second tour, de toutes les Républiques, a rassemblé le plus grand nombre de ses concitoyens ! De cet homme-là, on craint le pire : qu'il se replie sur son petit noyau du premier tour, comme il l'avait fait en 1995 ; et on

attend le meilleur : qu'il se hisse à la hauteur de la confiance qui lui a été accordée le 5 mai.

Et cet homme-là, manifestement, se cherche encore, hésitant entre de Gaulle — « J'ai compris », pour « je vous ai compris » — et Mitterrand « Je serai toujours à vos côtés » pour « Je serai toujours parmi vous ». Pour reprendre la vieille distinction freudienne, le « moi » chiraquien a du mal à se trouver entre le « ça » — la politique à la petite semaine du Chirac première manière — et le « surmoi » que lui demandent les Français, c'est-à-dire une synthèse capable de transcender nos divisions et de faire ressortir une unité tendue vers l'avenir et qui compense la faiblesse de la position de la France sur la scène européenne et mondiale.

Voilà donc l'homme qui incarne le mieux la vision la plus traditionnelle de la politique — camp contre camp, clan contre clan — tenu désormais de changer celle-ci, sans le secours de deux notions clés qui ont armé ses prédécesseurs : la « majorité présidentielle », et son envers, la « cohabitation ». Désormais, à l'intérieur du cercle républicain, toute majorité qui se dégagera des élections législatives sera celle du président. De la même façon, la « cohabitation », c'est-à-dire l'institutionnalisation, au sommet de l'Etat, de la lutte pour le pouvoir, n'est plus possible, faute de sens : quel que soit le cas de figure, le gouvernement sera issu d'une majorité, de droite ou de gauche, qui a voté Chirac ! Ainsi celui qui, de tous les présidents, aura

été au cours de son premier mandat le président le plus faible, devient inattaquable, incassable, pour peu qu'il garde le contact avec le rôle que lui ont consenti les Français le 5 mai.

Celui-ci ne peut plus être celui qui lui assignent les porte-parole de la droite : à savoir l'instrument d'une reconquête absolue du pouvoir, l'aspiration — au demeurant légitime — à un quasi-monopole de celui-ci, la remise en cohérence du régime, version Pompidou, ou version Chirac 1995-1997 ; la sanction viendrait alors très vite, de la part d'une population qui se sentirait de nouveau flouée. Ce rôle ne peut pas être non plus celui dans lequel la gauche voudrait cantonner Jacques Chirac : celui d'une simple référence républicaine sans autre « mission » que celle — qui n'est pas mince — du roi d'Espagne. Si, comme Chirac l'a proclamé lui-même, le vote du 5 mai est un « choix fondateur », il va lui falloir, oui, « présider autrement » ! C'est-à-dire inventer une présidence qui soit à la fois un magistère moral — notre histoire est ainsi particulièrement ironique — et une force d'impulsion, au-dessus des partis, au-delà des majorités. Rude affaire pour un homme qui ne s'est jamais vraiment posé de questions, et dont la problématique a toujours été celle-ci : gagner, et après « on verra » ! Cette fois, il va devoir réfléchir à deux fois.

D'autant plus rude affaire que les problèmes sont là, bien là, et sont désormais redevenus les siens, et non ceux d'un gouvernement qu'il lui suffisait de critiquer. Car les cinq millions d'électeurs de Le Pen sont là, hélas, pour nous le rappeler : la France est en crise politique. Crise ouverte depuis le 21 avril et l'accident électoral du candidat socialiste. Confirmée le 5 mai avec ce plébiscite baroque et sans précédent, la réélection d'un président hier minoritaire par ses propres adversaires qui, auparavant, n'avaient de cesse de le décrier. Mais aussi sourde, rampante et larvée, depuis que l'extrême droite s'est installée à demeure dans le paysage politique national.

Car le diagnostic n'a pas changé par rapport à ce que nous écrivons, dans ces colonnes, depuis bientôt vingt ans, depuis 1984 et la première percée significative du Front national — aux élections européennes : ce n'est pas essentiellement une crise sociale ou économique qui fait le lit de ce parti xénophobe, mais une crise politique, une crise du lien politique dans toutes ses dimensions, d'institutions monarchiques fatiguées à un jacobinisme territorial épuisé, en passant par les maux divers qui affectent le système scolaire, la scène télévisuelle, l'engagement militant, etc. Cette crise du lien politique se nourrit évidemment d'une crise du lien social — dont témoigne l'insécurité — et d'une crise du lien national — qui libère le racisme — qu'elle aggrave.

C'est ce lien politique qu'il faut aujourd'hui reconstruire, de haut en bas, de bas en haut. Cela ne résoudra certes pas toutes les difficultés d'une vieille nation bousculée par les incertitudes d'un monde à inventer, celui de l'Europe et de la mondialisation. Mais il n'y a pas d'autre levier pour changer la donne, créer le mouvement, renverser la situation, transformer la crise en renaissance. Tel est l'enjeu que Jacques Chirac a aujourd'hui en main, et dont le choix du premier ministre, puis du gouvernement, est la première concrétisation. Tel est aussi l'enjeu pour la gauche dont le sursaut républicain l'oblige, elle aussi, à se dépasser. « La vraie victoire fait sa fortune du hasard et se moque de la nécessité, des convenances, modes et conservatismes qui pèsent depuis toujours. » Il y a un an, le plus proche collaborateur de Jacques Chirac, Dominique de Villepin, énonçait cette recommandation au détour de sa narration de l'épopée napoléonienne des Cent-Jours, où l'on pouvait lire, déjà, un précis pour temps d'inquiétude et de sursaut. Réélu par la gauche autant, sinon plus, que par la droite, Jacques Chirac saura-t-il entendre, nous entendre ?

J.-M. C.

Renaissance PAR SERGUEI



Un triomphe en trompe l'œil

Suite de la première page

A Lyon, autre bastion du PS, M. Chirac a également fait mieux qu'au plan national, avec 85 % des suffrages. Plus édifiant encore : à Nantes, où Lionel Jospin l'avait devancé au premier tour, le président-candidat s'est retrouvé crédité de 90 % des bulletins de vote, de même qu'au Mans (Sarthe), où il obtient 88,3 %, et à La Roche-sur-Yon (Vendée), où il dépasse 92 % des suffrages. Département largement acquis à la gauche, le Puy-de-Dôme — où le PS compte 5 députés sur 6 et 2 sénateurs sur 3, contrôle le conseil général et la ville de Clermont-Ferrand — a donné à M. Chirac 87 % des voix.

Semblable engouement était annoncé, de fait, par les nombreux appels des partis, syndicats et associations de gauche — à l'exception notable de Lutte ouvrière — à manifester contre le Front national, puis à voter pour le président-candidat. Dans le même temps, les leaders de la droite se montraient plus réservés, l'ancien premier ministre (RPR) Alain Juppé allant jusqu'à estimer qu'en défilant pour exprimer leur refus de l'extrême droite les manifestants étaient « un peu à côté de la plaque » (Le Monde du 30 avril). M. Chirac lui-même aura attendu son dernier meeting, le 2 mai à Villepinte

(Seine-Saint-Denis), pour rendre hommage à « la jeunesse de France », massivement descendue dans les rues pour crier son opposition aux idées de Jean-Marie Le Pen. La veille, un million et demi de personnes avaient manifesté, dans toute la France, sans qu'aucun des partis rattachés à M. Chirac fût associé au mouvement — auquel de rares personnalités de droite s'étaient jointes.

D'évidence, ces défilés populaires préfiguraient une réaction civique : alors que l'abstention s'était élevée à 28,4 % au soir du premier tour, elle s'est limitée à 19 % au second tour, sans que l'augmentation du nombre des votants se traduise, comme on pouvait s'y attendre, par une forte progression des votes blancs et nuls — qui auraient pu exprimer l'impossibilité, pour une part de l'électorat de gauche, de se prononcer pour la réélection de M. Chirac. Ici encore les recommandations de nombreuses personnalités de la gauche, soucieuses d'empêcher un « gaspillage » des votes, semblent avoir pesé sur l'attitude des électeurs. Alors qu'il atteignait 3,37 % des suffrages exprimés au premier tour, le taux de bulletins blancs et nuls n'a que légèrement augmenté (5,4 %), attestant qu'à la démonstration civique s'est ajoutée une volonté citoyenne dépourvue d'états d'âme : celle qui a consisté à choisir un candidat pour « faire barrage » à l'autre.

Défait par cette coalition sans précédent — et sans lendemain —, Jean-Marie Le Pen a échoué à créer la dynamique qui lui aurait permis de

gravir une marche supplémentaire dans son ascension en effleurant les 30 %, mais il sort de son duel perdu moins affaibli qu'il n'y paraît. S'il n'accroît que faiblement son influence, augmentant d'à peine 15 000 voix le total des suffrages recueillis au premier tour par sa candidature et celle de Bruno Mégret, il peut se flatter d'avoir absorbé l'électorat de ce dernier, scellant ainsi la marginalisation du MNR — et l'échec de son rival. Le chef du Front national peut aussi constater l'implantation profonde de son parti dans ses terres d'élection.

LE PEN : ENVIES DE VENGEANCE

Il enregistre ainsi ses meilleures performances (entre 29,6 % et 27,5 %) dans quatre des six départements de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (le Vaucluse, le Var, les Alpes-Maritimes et les Bouches-du-Rhône), dépasse 25 % dans le Gard, les Pyrénées-Orientales et l'Oise, et franchit 20 % des suffrages dans 34 départements. Signe d'une notabilité réussie, les trois villes dirigées par des maires d'extrême droite — Orange (Vaucluse), Marignane et Vitrolles (Bouches-du-Rhône) — ont offert à M. Le Pen des scores oscillant entre 32 % et 40 %.

Fort de cette persistance, qui aura marqué toutes les élections générales en France depuis 1984, et des premières projections sur les législatives à venir, le président du Front national pouvait, dès dimanche soir, lancer des avertissements à la droite, contre laquelle il s'apprête à maintenir ses candidats partout où ils

seront en mesure de le faire. Entré dans la course à l'Elysée pour la quatrième fois avec pour objectif affiché de faire battre M. Chirac, M. Le Pen aura, en définitive, abouti au résultat inverse. Aussi n'a-t-il guère dissimulé ses envies de vengeance. La multiplication des triangulaires qu'il paraît en mesure de provoquer dans plus de 300 circonscriptions pourrait faire du Front national l'arbitre des législatives, sinon celui de l'Assemblée.

Au lendemain d'un triomphe en trompe l'œil, cette menace ajoutée aux contraintes du président réélu. Outre que la majorité qui l'a reconduit l'entraîne très au-delà des frontières de son camp, M. Chirac est désormais contraint de mener une nouvelle campagne avec l'obligation de la gagner. Si le chef de l'Etat remporte les élections législatives, il pourra faire sienne la victoire du 5 mai, qui l'a érigé en rempart de la démocratie contre l'extrémisme, occultant du même coup l'audience véritable de la gauche dans le pays. S'il échoue, M. Chirac restera le seul président de la V^e République à n'avoir jamais disposé de sa propre majorité parlementaire : en 1995, il avait trouvé — et gardé — une Assemblée largement ralliée à Edouard Balladur ; après la dissolution manquée de 1997, il avait dû composer avec celle de M. Jospin. Un nouvel insuccès le condamnerait à être, durablement, un président entre parenthèses.

Hervé Gattegno et Anne-Line Roccati

Le Monde
ÉDITORIAL

De la France à l'Europe

EN VOTANT massivement contre Jean-Marie Le Pen et les thèses xénophobes du Front national, les Français ont aussi montré, dimanche 5 mai, qu'ils étaient moins fermés à l'Europe que les résultats du premier tour de l'élection présidentielle auraient pu le laisser croire. Les jeunes qui se sont mobilisés dans la rue, les abstentionnistes qui ont trouvé le chemin des bureaux de vote ont dit aussi qu'ils n'attendaient rien du repliement sur soi, de l'exaltation mythique des frontières, qu'elles soient dirigées contre l'immigrant ou contre la libre circulation des marchandises, des idées et des hommes au sein d'une nouvelle communauté, en construction depuis près de cinquante ans sous le nom aujourd'hui d'Union européenne.

Sans doute l'Europe a-t-elle été la grande absente de la campagne électorale, comme si les candidats des forces démocratiques n'osaient pas aborder le sujet, à cause soit de la tiédeur de leurs convictions, soit des préventions supposées d'un électorat traumatisé par les directives tatillonnes de Bruxelles. Il aura fallu attendre le traumatisme du 21 avril pour que, face à un candidat prônant l'abandon de l'euro, on redécouvre que l'Europe n'avait pas seulement des inconvénients, que — pour ne citer que cet exemple — près de la moitié du revenu des agriculteurs français provenait de la politique agricole commune.

Bien sûr, l'Europe n'est pas au-dessus de tout soupçon. Si nos partenaires ont suivi avec une attention soutenue le scrutin présidentiel et la résistible

ascension de Jean-Marie Le Pen au premier tour, c'est parce qu'ils avaient le sentiment que la mésaventure française pouvait se reproduire chez eux. D'ailleurs, elle s'est déjà produite, en Autriche, aux Pays-Bas, au Danemark, voire en Italie... Souvent accusée à tort de tous les maux européens, la Commission de Bruxelles elle-même s'interroge sur le fossé existant entre sa pratique technocratique et les attentes des citoyens européens.

La mauvaise surprise du 21 avril comme le sursaut du 5 mai posent la question des institutions françaises. Par ricochet, ils soulignent aussi l'impérieuse nécessité de réformer les institutions européennes afin de réhabiliter le politique par rapport à la domination de l'économisme et de la bureaucratie. Les dirigeants européens font des discours à n'en plus finir sur la transparence et la légitimité. Ils ont pourtant attendu des années avant de songer à une vraie réforme débouchant sur une véritable Union politique.

C'est le rôle dévolu à la Convention présidée par Valéry Giscard d'Estaing que de proposer des institutions à la fois efficaces et démocratiques. Des institutions ne donnant pas aux citoyens l'impression d'une ingérence permanente dans leurs habitudes, mais les associant à une cause plus ambitieuse que leur horizon quotidien. C'est cet exercice d'instruction civique à l'échelle de l'Europe qui peut, entre autres, ériger un rempart contre la tentation de l'extrême droite.

Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenzi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin

Directeur artistique : François Lichon

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard

Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :

Alain Debove, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :

François Bonnet (International) ; Anne-Line Roccati (France) ; Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Franck Nouchi (Culture) ; Josyane Savigneau (Le Monde des Livres) ; Serge Marti (Le Monde Économie)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette
Directeur exécutif : Eric Pailoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Éditrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

A NOS LECTEURS

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ DES LECTEURS DU « MONDE ». La Société des lecteurs du Monde tiendra son assemblée générale annuelle le samedi 25 mai 2002 à 15 heures, à la Maison de l'Unesco (125, avenue de Suffren, Paris 7). Les actionnaires qui n'auraient pas reçu leur dossier de

convocation peuvent prendre contact avec le secrétariat de la Société (21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05 ; tél. 01-42-17-25-01/01-42-17-28-43 ; fax 01-42-17-21-17). Les pouvoirs ou votes par correspondance doivent parvenir au siège de la société, le 22 mai au plus tard.

RECTIFICATIF

MAURICE CLAVEL. Nous avons écrit par erreur, dans Le Monde du 26 avril, que certains conseillers de Jacques Chirac lui avaient suggéré d'accepter le débat avec Jean-Marie Le Pen et, à la première

incartade, de quitter le plateau « à la Bernard Clavel ». Il fallait lire, évidemment, Maurice Clavel. Ce dernier, en décembre 1971, avait quitté un débat télévisé qui l'opposait au maire de Tours, Jean Royer, en lançant : « Messieurs les censeurs, bonsoir ! »

Le Monde est édité par la Société Éditrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437

ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunschbourg
94852 Ivry cedex



Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Cour

21 bis, rue Claude-Bernard - 75218
75218 PARIS CEDEX 05

Tél : 01-42-17-30-00 - Fax : 01-42-17-30-24

PRINTED IN FRANCE

Le Monde

CAHIER RÉSULTATS

Le second tour de l'élection présidentielle

LA LECTURE des résultats du second tour de l'élection présidentielle ne laisse pas place au doute. C'est bien dans les terres traditionnellement acquises à la gauche et où Lionel Jospin avait obtenu ses meilleurs scores au premier tour que Jacques Chirac réalise ses plus fortes progressions. Ainsi effectue-t-il entre les deux tours un bond de quelque 70 points dans des départements tels que les Hautes-Pyrénées, où il n'avait recueilli que 16,29 % des suffrages le 21 avril, la Loire-Atlantique, l'Ariège ou... la Haute-Garonne, le département dans lequel le premier ministre sortant exerçait également les fonctions de conseiller général.

On ne manquera pas de noter, dans ce paysage « abracadabrantesque », cette coïncidence relevée par l'AFP, qui avait sélectionné avant le second tour 150 villes tests : les quatre communes, parmi celles retenues, où le pourcentage de bulletins blancs et nuls est le plus élevé sont, dans l'ordre décroissant, Château-Chinon (8,44 %), fief de l'ancien président de la République François Mitterrand ; Colombey-les-Deux-Églises (7,87 %), haut-lieu gaulliste s'il en est ; Cintegabelle (7,20 %), terre d'élection de M. Jospin ; et Sarrazin (6,97 %), où se niche la propriété du couple Chirac et dont l'épouse du chef de l'État est l'élue.

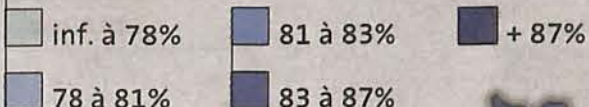
Pourtant, si le nombre de bulletins blancs et nuls atteint un nouveau record pour une élection présidentielle (5,41 % en métropole), c'est bien l'impressionnante mobilisation démocratique entre les deux tours qui marquera ce scrutin. L'abstention enregistre ainsi un recul moyen de 8 points. Ce sont notamment les départements franciliens qui connaissent la plus forte progression de la participation : dans les huit départements d'Ile-de-France, l'écart positif entre les deux tours excède 10 points.

Jean-Marie Le Pen échoue dans son pari d'agréger sur son nom, au second tour, des votes de provenance composite. Son résultat reste contenu dans les limites de l'extrême droite, en additionnant les scores obtenus au premier tour par le président du Front national et par Bruno Mégret. Même dans le département où il réalise son meilleur résultat, le Vaucluse (29,64 %), il ne parvient pas à franchir la barre des 30 % qu'il s'était fixée comme objectif. Ce total correspond d'ailleurs quasi strictement à l'addition des suffrages de M. Le Pen au premier tour (25,79 %) et de ceux de M. Mégret (3,95 %). Plus significatif encore est le fait que M. Le Pen enregistre dans près de trente départements un recul en pourcentage par rapport à son score du premier tour. Et c'est en Corrèze, avec 9,11 % des suffrages exprimés, qu'il obtient son plus mauvais résultat en métropole.

Voilà au moins un motif de satisfaction pour le président réélu. « Sa » Corrèze a opposé un net refus au représentant de l'extrême droite. Mais le chef de l'État aura quelque difficulté à se prévaloir de ce triomphe apparent. S'il obtient, en effet, un score inédit pour un président élu au suffrage universel sous la V^e République, avec plus de 82 % des suffrages exprimés, il restera aussi celui qui, au premier tour, n'avait attiré sur son nom qu'un peu moins de 20 % des suffrages exprimés, et seulement 13,75 % des électeurs inscrits. La carte de ses meilleurs scores du second tour est bien loin de se superposer avec celle du premier tour. Une preuve supplémentaire, s'il en était besoin, que c'est plus à la mobilisation résultant de l'électrochoc du premier tour qu'à celle de ses propres partisans que M. Chirac devra son écrasante victoire du second tour.

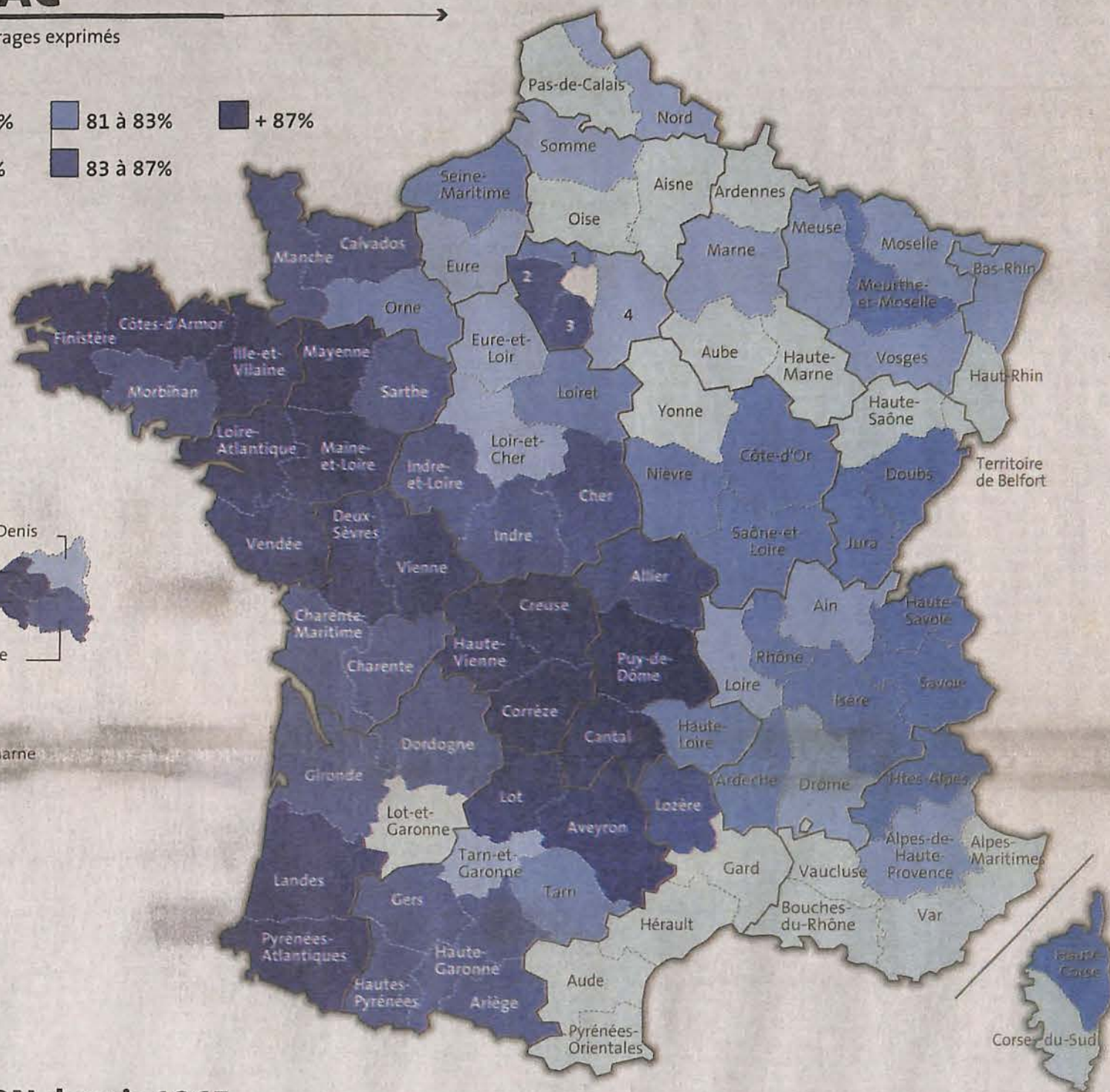
CHIRAC

en % des suffrages exprimés



Seine-Saint-Denis
Paris
Hauts-de-Seine
Val-de-Marne

1-Val-d'Oise
2-Yvelines
3-Essonne
4-Seine-et-Marne



L'ABSTENTION depuis 1965..

L'abstention à l'élection présidentielle en % des inscrits

1^{er} tour 2nd tour



.. et en 2002

en % des inscrits

